



Organisation
internationale
du Travail

Rapport d'étude de la consultance en vue de l'évaluation des besoins en éducation dans les communautés ciblées du projet

**Programme
international
pour l'abolition
du travail
des enfants
(IPEC)**

Mai 2013

Copyright © Organisation internationale du Travail 2013
Première édition 2013

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole n° 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à l'adresse suivante: Publications du BIT (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel: pubdroit@ilo.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Visitez le site www.ifrro.org afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

IPEC

Rapport d'étude de la consultance en vue de l'évaluation des besoins en éducation dans les communautés ciblées du projet / IPEC; Organisation internationale du Travail, Programme international pour l'abolition du travail des enfants - Genève: OIT, 2013

ISBN: 978-92-2-227259-4 (Print); 978-92-2-227281-5 (Web PDF)

International Labour Office; ILO International Programme on the Elimination of Child Labour

Données de catalogage du BIT

Note
<p>Cette publication a été élaborée par Aka Flaubert Koukougnon pour l'IPEC et coordonnée par Hyacinthe SIGUI Mokié du Bureau de l'IPEC en Côte d'Ivoire et de Stephen McClelland et Daniel Cachu du Bureau de l'PEC au Ghana et Alexandre Soho du bureau d'IPEC à Genève.</p> <p>Cette publication de l'OIT a été financée par le ministère du Travail des Etats-Unis (<i>Department of labour</i>) (Projet RAF/10/54/USA).</p> <p>Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les points de vue ou les politiques de ce ministère. Le fait que des marques commerciales, des produits commerciaux ou des organismes y soient mentionnés ne signifie pas non plus qu'ils sont cautionnés par le Gouvernement des Etats-Unis.</p>

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications et les produits électroniques du Bureau international du Travail peuvent être obtenus dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel: pubvente@ilo.org ou visitez notre site Web: www.ilo.org/publns.

Visitez notre site Web: www.ilo.org/ipec

Disponible uniquement en version PDF
Photocomposition par le bureau de l'IPEC à Genève

Tables des matières

Abréviations	iv
Résumé exécutif	v
Introduction	ix
1. Communautés concernées par l'étude	1
2. Contexte socioéconomique et démographie dans les communautés-cibles	3
2.1. Contexte sociologique: dialogue intercommunautaire et cohésion sociale	3
2.2. Contexte économique: la généralisation de la pauvreté cause du travail des enfants.	7
2.3. Contexte démographique: un enjeu de l'offre d'éducation	10
3. Infrastructures de base: facteurs d'attractivité et de pérennisation au poste des enseignants	13
4. Accès et environnement d'apprentissage	15
4.1. Typologie des écoles des zones-cibles	15
4.2. Accès	15
4.2.1. Recrutement au CP1.....	16
4.2.2. Etat des effectifs élèves et de la fréquentation	17
4.2.3. Etat de fonctionnement des cantines	23
4.3. Environnement de l'apprentissage dans les écoles-cibles	24
5. Etat des locaux et des équipements	25
5.1. Etat des locaux	25
5.2. Etat du mobilier et du matériel didactique.....	25
6. Enseignants et autres personnels d'éducation	27
7. État de fonctionnement des COGES	29
8. Question de la gouvernance des écoles	31
Conclusion	33
Recommandations	35
Annexe: Fiches monographiques des villages et campements rattachés	41

Tableaux

Tableau 1: Les communautés par départements, sous-préfectures et villages noyaux.....	1
Tableau 2: Estimation de la population par tranche d'âge et par genre.....	10
Tableau 3: Nombre et état des infrastructures des zones-cibles.....	13
Tableau 4: Présentation des écoles	15
Tableau 5: Rapport de recrutement au CP1	16
Tableau 6: Rapport sur la fréquentation des élèves.....	17
Tableau 7: Campements concernés par les offres alternatives	22
Tableau 8: Situation des cantines	23
Tableau 9: Etat de l'environnement d'apprentissage	24
Tableau 10: Etat des locaux	25
Tableau 11: Etat des équipements	25
Tableau 12: Situation des enseignants	27

Abréviations

ANADER	Agence Nationale de Développement Agricole
APC	Approche par les Compétences
BIT	Bureau International du Travail
CCP	Projet des Communautés Productrices de Cacao
C.E	Cours Elémentaires
C.P	Cours Préparatoires
COGES	Comité de Gestion des Etablissements Scolaires
DIPES	Direction de l'Évaluation de la Planification et des Statistiques
DNC	Direction Nationale des Cantines
DREN	Direction Régionale de l'Éducation Nationale
EID	Enquête Initiale de Diagnostic
FPC	Formation par les compétences
GVC	Groupement à Vocation Coopérative
IPEC	Programme international de l'abolition du travail des enfants
IEP	Inspection de l'Enseignement Primaire
INS	Institut National des Statistiques
MEN	Ministère de l'Éducation Nationale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPU	Programme Présidentiel d'Urgence
SSTE	Système de suivi du travail des enfants
UNESCO	Organisation des nations unies pour l'éducation la science et la Culture

Résumé exécutif

L'évaluation des besoins éducatifs dans la zone de production cacaoyère, précisément dans 20 villages et 40 campements rattachés a été diligentée par le BIT pour participer à la perspective générale de la réduction du nombre d'enfants impliqués dans les PFTE par l'amélioration de l'accès à l'éducation comme l'a préconisé la conférence mondiale sur le travail des enfants tenue à la Haye en 2010.

Il ressort de cette étude que l'environnement socioéconomique de la zone-cible n'est pas favorable au développement de l'éducation par conséquent constitue un terreau fertile pour l'enracinement des PFTE.

Sur les 60 localités ciblées par l'étude, seulement 21 sont dotées d'écoles soit 19 villages noyaux et 2 campements.

Bien que le taux brut de scolarisation de la zone-cible soit de 72,2 pour cent, légèrement au-dessus de la moyenne nationale, on note une faible participation des enfants issus des campements aux effectifs des élèves (15 pour cent) alors que dans ces campements, les enfants sous obligation scolaire représentent 20 pour cent de l'ensemble des enfants de la zone-cible.

76 pour cent des garçons et 68 pour cent des filles ont accès au CP1 avec des taux d'achèvement du cycle de 32 pour cent pour les filles et 50 pour cent pour les garçons. Au surplus, les taux d'absence (13 pour cent) et d'abandon (11 pour cent) sont assez élevés et dénotent les nombreuses entraves à la scolarisation et à la fréquentation des enfants.

3 190 enfants d'âge scolaire échappent au système éducatif soit 27,80 pour cent de déperdition brute. Parmi ceux-ci, 2/3 viennent des campements.

En outre, l'état de dégradation des infrastructures scolaires, du mobilier, du matériel didactique, des manuels et des logements-maîtres en rajoute au caractère délétère de l'environnement éducatif. Ce sont par exemple 12 écoles à réhabiliter, 27 logements de maîtres à construire, 2 585 tables-bancs à confectionner, 123 ensembles de géométrie et des manuels pour tous les cours à acheter, 14 écoles à doter de points d'eau et de latrines, 39 pompes hydrauliques à réhabiliter, etc.

Plusieurs causes expliquant cette insuffisance de l'offre d'éducation ont été identifiées parmi lesquelles les plus significatives sont:

- **les causes liées au déficit d'accès et de maintien:** l'absence d'école dans les campements ajoutée à l'insuffisance de la population scolarisable, la distance à parcourir pour rallier les écoles, entre 5 et 9 km, la faiblesse du revenu des familles qui les rend inapte à faire face aux charges liées à la scolarisation des enfants, l'absence de cantines, l'insuffisance des tables-bancs, l'absence d'extrait de naissance pour la plupart des enfants de 5 à 9 ans etc.;

- **les causes liées à l'inexistence de structures alternatives pour les déscolarisés et jamais scolarisés:** inexistence de centres d'alphabétisation, d'écoles communautaires et de classes passerelles, méconnaissance des réalités sociodémographiques des communautés par les agents d'encadrement, manque de sensibilisation et d'initiative des parents d'élèves;
- **les causes liées à la gouvernance des structures éducatives:** les conflits de compétence dus aux interférences des missions, le manque d'entretien des infrastructures mobilières et immobilières.

En ce qui concerne le travail des enfants, la distinction doit être faite entre les pratiques traditionnelles des enfants travailleurs dans les ménages ou dans les entreprises familiales telles que les champs de cacao ou en situation d'apprentissage ou d'éducation en vue de préparer l'avenir et de s'insérer dans la société d'une part et d'autre part les risques auxquels sont exposés les enfants en situation d'exploitation où la productivité et le bénéfice précède la formation. Cette nuance est difficile à saisir par les paysans. De même qu'il leur est difficile de distinguer les travaux jugés pénibles de ceux qui ne le seraient pas. Car si « l'enfant est vigoureux et ne se plaint pas » selon le chef du village, comment pouvons-nous estimer qu'il subit les PFTE ? Quand on rappelle à ce chef, à juste titre, que la place de l'enfant se trouve sur les bancs de l'école et non dans les champs, il rétorque que les charges liées à l'école ne sont supportées que grâce aux fruits des labeurs des champs et qu'ils sont parfois peu nombreux ou trop vieux dans la cellule familiale pour y faire face. Il va sans dire que le travail des enfants sert avant tout à accroître le revenu familial. La pauvreté des familles serait donc la principale cause du travail des enfants.

En effet, la faiblesse des revenus ne permet pas d'employer une main-d'œuvre adulte ni même d'assurer les frais de scolarité d'une progéniture bien souvent nombreuse. Les enfants sont alors employés pour accroître la production et partant, le revenu. La pauvreté apparaît donc à la fois comme cause et conséquence du travail des enfants. Les parents évoquent parfois le travail des enfants comme étant un facteur de socialisation et d'éducation qui les préparerait à la vie future d'adulte.

Paradoxalement, la pauvreté se généralise dans la zone-cible considérée comme la plus grande productrice de cacao.

Les phénomènes sociaux comme le mariage précoce ou les grossesses ou les violences sexistes n'ont pas été observés; pas plus que la volonté manifeste des parents à priver la jeune fille d'école. Cependant, on note que 48 pour cent des filles ont accès au CP1 contre 52 pour cent des garçons. Ce qui donne un écart de 4 points au détriment de la jeune fille. Etant donné que la fille et le garçon sont soumis à une offre éducative comparable et qu'en l'occurrence, seulement 9 pour cent des filles sont refusées à l'entrée au CP1 contre 16 pour cent des garçons, des actions de sensibilisations sont à mener auprès des communautés pour leur expliquer la nécessité de scolariser la jeune fille au même titre que le garçon.

En définitive, l'insuffisance de l'offre d'éducation et les conditions difficiles de fréquentation hypothèque les chances de réduction des PFTE dans la zone-cible.

Pour ce faire, il est adressé aux acteurs et partenaires de l'éducation quelques recommandations dont les plus significatives sont:

- le regroupement des campements;
- le renforcement de la gratuité de l'école;
- l'accroissement des revenus des familles;
- l'organisation d'audiences foraines;
- la création des cantines scolaires;
- les dons de mobilier, de matériels didactiques;
- la réhabilitation et la construction d'écoles;
- la construction de logements-maîtres.

Introduction

La conférence mondiale¹ sur le travail des enfants tenue à la Haye en 2010 a adopté une feuille de route en vue de l'élimination des PFTE à l'horizon 2016 grâce à la conjugaison de 3 types d'actions:

- l'application de la législation en vigueur;
- la mise en œuvre des politiques de protection sociale;
- l'amélioration de l'accès à l'éducation.

En Côte d'Ivoire comme dans d'autres pays, la grande majorité des enfants qui travaillent se trouvent dans le secteur agricole même si on en trouve dans d'autres secteurs comme la pêche, l'élevage, ou dans le secteur des mines². L'étude sur la mesure des niveaux de vie réalisée en 2008 révèle que 27 pour cent des enfants de 5-17 ans soit 1 680 000 enfants sont économiquement actifs. 75 pour cent d'entre eux sont employés dans la cacaoculture familiale dont 70 pour cent environ seraient soumis aux PFTE.

L'ANADER en 2007-2008, dans une étude consacrée exclusivement au travail des enfants dans la cacaoculture précise que la cacaoculture est pratiquée dans des zones isolées en milieu rural bénéficiant de peu d'infrastructures socioéconomiques. Cette étude note que 72 pour cent des villages et campements de ces zones ne sont pas pourvus de centre de santé, 48 pour cent n'ont pas de marché local, 53 pour cent n'ont pas d'électricité, 60 pour cent n'ont pas d'accès à l'eau potable et 9 pour cent n'ont pas d'écoles primaires. L'école la plus proche se trouvant à 3 km en moyenne alors l'établissement secondaire le plus proche se situe à 10 km. En outre, il était impossible aux autorités locales d'avoir accès à la plupart des villages, soit par éloignement, soit du fait de l'inaccessibilité saisonnière, avec des saisons pluvieuses pouvant aller jusqu'à 7 mois. Dans ces zones, de grandes familles (6-10 enfants) dépendaient de surfaces cultivables réduites (1-3 ha) dont l'exploitation est basée exclusivement sur le travail manuel des membres de la famille, y compris les enfants. Les enfants de 6-14 ans étaient les plus exposés aux PFTE telles que le port de charges lourdes, le défrichage, les feux de brousse, l'exposition aux engrais chimiques et aux pesticides. Plus de la moitié de ces enfants porteraient des séquelles de ces activités agricoles. La grande majorité des chefs de ménages n'avaient reçu aucune éducation formelle et à peine 25 pour cent des hommes et 7 pour cent de femmes avaient terminé l'école primaire. 63 pour cent des enfants étaient inscrits à l'école et 19 pour cent n'y étaient jamais allés.

Par ailleurs, l'enquête initiale de diagnostic (EID) conduite en 2008 par le SSTE-Certification du cacao, nous éclaire sur le nombre d'enfants et la nature des travaux auxquels ils sont soumis. En effet, cette étude estime à 58,7 pour cent la proportion des enfants de 6-14 ans travaillant dans la cacaoculture, dont 8,6 pour cent à temps plein et 50,2 pour cent à temps partiel. Ils sont généralement employés dans la récolte (40,9 pour cent), dans l'écabossage (55,2 pour cent), le ramassage des cabosses (32,4 pour cent), l'abattage

¹Voir: <http://www.ilo.org/ipecinfo/product/download.do?type=document>.

²Voir: <http://www.ilo.org/ipecinfo/product/viewproduct.do?>

des arbres (20,2 pour cent), le brulis de la végétation sèche (31,6 pour cent), l'épandage de l'engrais chimiques (21,4 pour cent).

Mais l'un des faits notables révélés par cette étude est sans aucun doute la proportion d'enfants employés dans la cacaoculture non-inscrits à l'école, estimée à 27,1 pour cent bien au-delà des 19 pour cent relevés par l'ANADER.

Il est vrai, l'éducation formelle des enfants n'est pas légalement obligatoire en Côte d'Ivoire. Le RESEN³ révèle que 42 pour cent des enfants en âge d'être à l'école n'y sont pas et que ce groupe comptait en 2007, 1,2 millions de jeunes dont 800 000 n'y avaient pas accès du fait de l'inexistence d'école dans leur environnement. Ces laissés-pour-compte sont plus que proportionnellement de familles rurales et sont plus souvent des filles que des garçons. Au surplus, plus de la moitié de la population active n'est soit jamais allée à l'école soit a abandonné avant la fin du cycle primaire. Environ 63 pour cent des 15 à 45 ans ne savent ni lire, ni écrire, avec un nombre considérable de filles et de femmes. Un autre groupe d'enfants particulièrement vulnérables sont les habitants des campements, des communautés non officiellement reconnues en tant que villages et qui manquent souvent de services sociaux ou d'infrastructures de base. Ces campements sont souvent peuplés d'enfants d'immigrants. Certains de ces enfants ne bénéficient pas de la nationalité ivoirienne et peinent également à avoir accès à l'éducation, à la santé et aux autres services de base. Dans ce contexte de pauvreté extrême, ces enfants sont très vulnérables et donc susceptibles d'être engagés dans le travail des enfants.

Face à cette situation, un Plan d'Action National a été conçu en Côte d'Ivoire sous la forme d'un système local de suivi du travail des enfants et d'une commission de coordination du processus de certification du cacao. Depuis 2001, ces efforts de lutte contre le travail des enfants sont relayés par les industries du chocolat consécutivement aux actions de dénonciation des pratiques de traite et de travaux forcés dans les plantations familiales.

En 2009, les trois ministères en charge de l'éducation ont finalisé un plan sectoriel pour l'éducation qui vise une éducation primaire universelle d'ici à 2020. Ce plan comprend un programme massif de construction d'infrastructures, de recrutement et de formation d'enseignants et des coûts de scolarisation réduits pour les enfants des familles les plus vulnérables. Ce plan comprend également des programmes innovants pour l'éducation alternative ou accélérée pour permettre aux enfants déscolarisés d'avoir rapidement accès à l'éducation ainsi qu'à de meilleures opportunités de formation professionnelle. L'amélioration de l'organisation et de la gouvernance des écoles sont autant d'objectifs que vise ce plan. Mais le gouvernement n'est pas encore parvenu à déployer les différentes ressources pour sa mise en œuvre. Ce qui laisse plusieurs villages et campements sans écoles. En 2008, le rapport d'enquête du SSTE dénonçait l'inexistence d'école dans 30 communautés dans les principales zones de cacaoculture. Là où les écoles existent, le rapport décrit un accès inégal lié à la région, à la religion, au genre, à la pauvreté et selon qu'on se trouve dans une zone urbaine ou rurale. Le RESEN évalue l'écart entre l'accès en milieu rural et en milieu urbain à 17 points. En outre, d'autres aspects qualitatifs comme les frais de scolarisation, les fournitures et le transport ont un pouvoir de discrimination entre les pauvres et ceux qui le sont moins.

³ Voir: *Rapport d'état du système éducatif ivoirien*, février 2010.

Après environ 10 ans d'efforts pour éliminer les PFTE dans la filière du cacao, il y a eu des progrès et plusieurs leçons apprises. Malgré ces résultats positifs, le changement demeure trop lent pour qu'on puisse parvenir à une baisse significative du nombre d'enfants impliqués dans les PFTE dans la production cacaoyère dans les pays ciblés selon l'objectif mondial (horizon 2016), ou l'objectif pour l'Afrique (horizon 2015) de l'élimination des pires formes du travail des enfants. Par conséquent, il est essentiel d'accélérer le processus à travers l'adoption d'une stratégie globale avec des mesures coordonnées basées sur un consensus général pour son exécution. C'est l'un des objectifs que poursuit le BIT-IPEC à travers son projet « Vers des communautés de cacaoculture débarrassées du travail des enfants en Côte d'Ivoire et au Ghana, à travers une approche intégrée à la base » (CCP), financé par le département du travail des Etats unis d'Amérique (USDOL), qui propose une approche dans laquelle l'élimination du travail des enfants dans les communautés de cacaoculture est gérée en tant que processus intégré dans les stratégies nationales globales visant l'élimination des pires formes du travail des enfants, la promotion de l'éducation et du travail décent ainsi que la réduction de la pauvreté.

Ce projet envisage donc d'apporter des appuis et solutions alternatives au déficit d'éducation dans les zones cibles. Pour ce faire, une évaluation des besoins éducatifs s'impose.

C'est tout l'intérêt de la présente étude qui cible une soixantaine de communautés dans les départements de Daoukro, Issa, de Daloa et de Bouaflé.

Qu'en est-il de la situation de l'éducation dans ces zones ? Quels sont les liens entre le travail des enfants et les facteurs de l'environnement éducatif? Pour apporter une réponse efficiente à ces questions, nous avons mené une évaluation exhaustive des besoins éducatifs de ces zones autour de dix axes situationnels qui sont:

- la sociologie, l'économie et la démographie;
- l'état des infrastructures de base;
- l'accès et l'environnement d'apprentissage;
- l'état des locaux et des équipements;
- l'état de fonctionnement de cantines;
- l'état de fonctionnement de COGES;
- les enseignants et les autres personnels d'éducation;
- les résultats des évaluations;
- les centres d'alphabétisation;
- les offres alternatives d'éducation.

Pour renseigner ces différents axes, cinq (5) types d'outils ont été utilisés pour évaluer le niveau de prise en charge des communautés-cibles dans la résolution des problèmes socioéducatifs nationaux et régionaux et identifier les types de solutions à apporter.

1. Communautés concernées par l'étude

Tableau 1: Les communautés par départements, sous-préfectures et villages noyaux

N°	Départements	Sous-préfectures	Communautés retenues	
			Village noyau	Campements
01			Ebini Kouadiokro	Dougoutikro
029				Krakoffi
03		Ouelle	Kadiokro	Siokro
04				N'Zikouadiokro
05			Kodi	Aboyakro
06				Ahi Nguessankro
07	Daoukro		Kokossou	Siakakro
08				Tiebakro
09		Ettrokro	Konien Kouamekro	Tchendjebo
10				Ngata Kouadiokro
11			Tchoumoukro	Akpokro
12				Dongokro
13			Zanoufla	Kramokro
14				Attoungbrekoffikro
15	Bouafle	Bonon	Zaguieta	N'zuekoffikro
16				Konanbakro
17			Dianoufla	Blafila
18				Broukro
19		Meagui	Kouameagui	Lassinakro
20				Kataradougou
21			Kangagui	N'Dakouamékro
22		Oupoyo		Loukroukro
23			Oupagui	Yao Julekro
24	Soubre			Barthélemykro (Moto)
25		Okrouyo	Mabehiri	Julekro
26				Nguattakouassikro
27			Zougouzoa	Nguessankro
28		Grand Zatry		Djonikro
29			Sokozoua	Seridougou
30				Heredougou
31		Boguedia	Bissaguhe	Daleba
32				Drissa
33	Issia		Borotapia	Siriki Sanogo
34				Kone Dramane
35			Balahio	Ancien village
36		Issia		Klemtore Salam
37			Gazibouo	Nzuekro
38				Loukroukro
39			Ouandia	Ouandia Seria
40				Yagba Bomene

20 villages et 40 campements rattachés ont été choisis dans les départements de Daoukro, Issia, Soubre et Bouafle pour servir de cadre à cette étude.

Cet échantillon issu de l'enquête de base réalisée par l'INS pose quelques problèmes de représentativité et d'équilibre à deux niveaux:

- Au niveau statistique, l'échantillon ainsi constitué représente 1,6 pour cent de la population globale et 2,6 pour cent de la population scolarisable des départements ciblés. Ce qui nécessiterait de mener des études complémentaires sur des échantillons similaires pour que les résultats puissent permettre d'inférer sur l'ensemble des zones-cibles.
- Au niveau de la consistance interne, l'échantillon présente une disparité des proportions des populations des campements par rapport à celles des villages noyaux. A cet effet, on note qu'à Daoukro les populations des campements représentent 8,9 pour cent, à Issia 2,6 pour cent, à Bouaflé 9,5 pour cent et à Soubré 67 pour cent. Au surplus les caractéristiques de cet échantillon n'ont pas permis de répondre à l'ensemble des objectifs de l'étude comme préciser dans les TDR.

Il y a donc à ces deux niveaux un problème à la fois de représentativité numérique et de consistance interne due au manque de cohérence par rapport aux objectifs de l'étude notamment en ce qui concerne l'absence de centres d'alphabétisation et d'offres alternatives d'éducation d'une façon générale.

En effet, l'étude du SSTE, 2008 a estimé à 58,7 pour cent la population d'enfants utilisés comme main-d'œuvre familiale. La présente étude, quant à elle, évalue à 27,79 pour cent la proportion d'enfants de 5-15 ans de la zone-cible qui ne sont pas inscrits à l'école et qui constituent une cible potentielle pour les PFTE. Ce qui marginalise davantage l'échantillon et ne manquera pas de biaiser les analyses inférentielles.

C'est pourquoi nous avons, en prévision d'études complémentaires, répertorié tous les campements satellites des villages noyaux en indiquant le nombre de familles qui les composent et les distances qui les séparent du dit village (voir fiches monographiques par village).

2. Contexte socioéconomique et démographie dans les communautés-cibles

2.1. Contexte sociologique: dialogue intercommunautaire et cohésion sociale

La structure socio-ethnique des zones-cibles présente toutes les caractéristiques d'une population cosmopolite classique. Elle est marquée par un incessant mouvement de population de migrants internes et externes qui sont motivés par un intérêt commun: l'agriculture. Ce sont principalement les Agni, les Bété, les Gouro, les Lobi, les Senoufo, les Baoulé, les Koulango, les Malinké, les Tagbana, les Abron, les Burkinabés, les Guinéens, les Maliens et les Béninois.

Les communautés burkinabè et baoulé sont présentes dans l'ensemble des zones cibles et quelle que soit la zone, elles demeurent respectivement la première puis la deuxième plus importante communauté après la communauté autochtone.

Les autres communautés sont minoritaires à l'échelle des zones-cibles même si on note une concentration par endroits. C'est le cas des Lobi à Ouéllé dans la sous-préfecture d'Etokro.

Les communautés allochtones et étrangères vivent généralement dans des campements à l'écart des villages autochtones, regroupées autour d'entités familiales nucléaires ou péri-nucléaires. Cette faiblesse de la démographie rend difficile toute action de développement dans ces campements.

On le sait, l'indice de la population est l'un des principaux indices d'éligibilité aux programmes et projets de développement. C'est pourquoi, il paraît impératif de mener des actions de sensibilisation en vue d'encourager et même d'inciter ces campements soit à aménager dans les villages noyaux soit à se regrouper. La complexité des démarches, des réserves et méfiances et des jugements à priori tels que décrits par les autorités préfectorales que nous avons rencontrés nous amène à considérer comme préalable la recherche d'une plus grande cohésion des communautés à travers l'instauration d'un dialogue intra et intercommunautaire.

En effet, les sous-préfets d'Issia et d'Ouéllé avec lesquelles nous avons discuté ont affirmé que les autochtones tiennent à garder leur hégémonie sur les campements qui leur sont rattachés et par conséquent supportent mal les velléités d'autonomie des populations vivant dans les campements. Ils s'opposent parfois aux différentes formes d'organisation interne des campements pouvant réduire leur champ d'influence, par exemple la tenue du marché hebdomadaire dans certains campements qui, du fait de leur démographie, de la quantité des denrées produites et de leur position géographique pouvaient faire figure de centre commercial. Ce qui fait obligation aux femmes et hommes des campements de transporter leurs productions sur plusieurs kilomètres. Le chef de la communauté burkinabè de Siakakro, campement rattaché à Kokossou, dans la sous-préfecture d'Etokro déplore cette situation et se félicite tout de même d'avoir réussi à faire admettre à ces « tuteurs » de choisir dimanche comme jour du marché hebdomadaire en lieu et place de vendredi, jour de la grande prière musulmane.

La question de l'octroi du statut officiel de village par les autorités à certains campements suscite d'avantage d'opposition de la part des autochtones pour les mêmes raisons hégémoniques. C'est pourquoi le regroupement de plusieurs campements d'allogènes ou d'allochtones pour en faire de grands centres ruraux rencontre difficilement l'assentiment des villages autochtones.

Les formes de regroupement qui consiste à relocaliser les campements dans les villages noyaux sont plus souvent acceptés même s'il existe quelques réserves. A ce propos, le chef Ameha Assandé de Kokossou dit « se méfier des regroupements à cause des divergences au niveau du mode de succession... »⁴ et de « l'éventuelle remise en cause de la lignée successorale par les autres entités communautaires ». Le problème se pose en termes de hiérarchie lorsqu'il s'agit de communautés ayant le même mode de succession. La chefferie d'une communauté ne pouvant se subordonner à une autre, on assisterait à une gouvernance anarchique. C'est cette idée qui découle de la déclaration du président du COGES de Tchoumoukro lorsqu'il affirme que « le regroupement avec les campements aux alentours ne sera pas accepté parce qu'étant tous de la même culture... »⁵.

Néanmoins les communautés semblent avoir compris la nécessité de la réduction des distances parcourues par leurs enfants pour rallier les écoles. Et cela ne serait possible que grâce au regroupement de campements qui les rendrait éligibles aux projets de construction d'école.

A ce propos, les présidents des COGES de Kodi et Ebinikouadiokro expliquent la scolarisation tardive dans leur zone respective par l'éloignement des campements qui leur sont rattachés: Aboyakro (9 km), Ahi (16 km), Dougoutikro (9 km) Krakoffi (11 km).

Ils estiment que « les enfants dont l'âge varie entre 5 et 7 ans sont trop jeunes pour être gardés chez des tuteurs ». En conséquence, les enfants de ces campements ne sont présentés à l'inscription au CP1 qu'à partir de 9 ans. Le regroupement de ces campements a donc été souhaité pour constituer des entités susceptibles d'abriter des écoles.

De façon générale, deux modes de regroupements ont été proposés:

1- Pour les campements éloignés de plus de 5 km du village noyau, il peut être envisagé un regroupement entre eux à condition que l'intégrale du nombre d'habitants soit au moins de 300 habitants, la population scolarisable soit au moins égale à 100 et que les campements soient situés dans un rayon de 7 km. Car le mode de vie sédentaire impose généralement un espace de vie de 7 km qui correspond à la distance moyenne parcourue à la marche en une journée.

Plusieurs campements répondent à ce critère⁶:

- Ahi -Aboyakro et les campements satellites d'Aboyakro (Eluikro, Amanikro, Néakro, Diallokro, Koffikouadiokro)⁷;

⁴ Voir: *Fiche monographique de Kokossou.*

⁵ Voir: *Fiche monographique de Tchoumoukro.*

⁶ Voir: *Fiche monographique par village.*

- Séridougou- Héré Dougou⁸;
- Krakoffi-Dougoutikro et les campements satellites de Dougoutikro⁹;
- Yaojuleskro-Barthélémi¹⁰;
- Kataradougou-Iassinakro¹¹.

2- Pour les campements situés à moins de 5 km du village noyau, il a été préconisé leur relocalisation dans le dit village. Ce processus ne devra pas remettre en cause la chefferie et son mode successoral, et s'assurer de l'inexistence de conflits entre les campements entre eux et entre les campements et le village d'accueil. En outre, il devra nécessairement exister une école dans le village d'accueil.

Plusieurs villages et campements répondent à ce critère. Ce sont:

Lieu de la relocalisation (village noyau)	Campements concernés
Konien Kouamekro	Tchendjebo et Ngattakouadiokro
Kokossou	Siakakro et Tiebakro
Kodiakro-Ngattakro	Siokro et Nzikouadiokro
Kangagui	N'dakouamékro et Loukoukro
Ouandia	Yagba Bomene et Ouandia séria
Bissaguhé	Drissa et Daleba
Gazibouo	N'zuekro et Loukoukro

Certains campements, du fait de l'importance de leur population et de la présence d'école, ont plus que l'allure de village. C'est le cas de Julekro (516 habitants) et Kramokro (494 habitants). Il conviendrait d'attribuer à ces campements un statut officiel de village. Pour régler les cas d'éligibilité au statut officiel de village, les autorités préfectorales imposent que les candidats éventuels aient l'aval des villages noyaux, qu'ils disposent d'une école et qu'ils comptent au moins 300 habitants.

En définitive, la question du regroupement et de la reconnaissance officielle des villages et campements est délicate et oppose les communautés entre la volonté d'autonomie des uns et le réflexe hégémonique des autres. Pour régler ces questions délicates et stratégiques les autorités préfectorales et la plupart des chefs de villages et de communauté préconisent le dialogue intercommunautaire prélude à une cohésion sociale.

Si le dialogue social est vécu de façon transversale dans la recherche de la cohésion sociale car incluant toutes les formes de négociation, de consultation et d'échange sur les questions d'intérêts communs, il ne favorise la cohésion sociale qu'à travers l'instauration de la confiance: confiance dans les lois et règles communautaires et en ceux qui les appliquent, confiance témoignée aux autres membres de la communauté.

⁷ Voir: Fiche monographique de KODI.

⁸ Voir: Fiche monographique de SOKOZOA.

⁹ Voir: Fiche monographique de EBINIKOUADIOKRO.

¹⁰ Voir: Fiche monographique de OUPAGUI.

¹¹ Voir: Fiche monographique de KOUAMEAGUI.

En effet, le développement de la société de consommation et plus récemment l'avènement de la mondialisation ont battu en brèche la prépondérance de la « solidarité sociale » en mettant la société en capacité de se livrer à la concurrence y compris entre les membres d'une même communauté. Il faut dès lors, s'efforcer de maintenir une cohésion sociale à défaut d'une solidarité tout azimut. Ce qui éviterait une déstructuration totale des tissus communautaires. La cohésion sociale permet aux différents membres des communautés dans leurs différences respectives d'avoir une vision synergique sur les grandes problématiques sociales: l'éducation, la santé, etc., Si les relations sociales sont vécues positivement par les membres d'une même communauté, ils seront enclins à prendre des décisions consensuelles et positives pour l'ensemble. En somme, il s'agit de rechercher un état d'équilibre fonctionnel de la communauté où s'exprime la solidarité entre individus dans une conscience collective.

Les conflits entre autochtones, allochtones et étrangers dans la conquête et/ou le partage des forêts sont légions dans la zone soumise à l'étude. Ils sont dus à la compétition dans la mise en valeur des terres; laquelle est rendue parfois épique en raison du non-respect des us et coutumes et de la promotion de la concurrence outrancière.

Le développement de la cohésion sociale dans les communautés de cacaoculture doit être recherchée à travers 3 types de rapports qu'il faut soit construire, soit développer:

1) Le premier type de rapport est basé sur l'origine sociale: Il se traduit:

- soit par l'ethnie. C'est le cas par exemple des baoulé qu'on retrouve dans toutes les zones-cibles et qui y ont créé de nombreux campements: N'guessankro, Krakoffi, Yaojulekro, Loukoukro, etc.;
- soit par la région. C'est le cas par exemple des populations du nord de la côte d'ivoire qui sont malinké, senoufo, lobi, etc., et qui parlent des langues plus ou moins différentes mais qui peuvent être fédérées à travers la religion. Ils sont aussi propriétaires de plusieurs campements: Drissa, Siriki Sanogo, Lassinakro, etc.;
- soit par la nationalité. C'est le cas des burkinabè, des maliens ou des guinéens qui se retrouvent à priori à travers l'emblème de leur pays d'origine. Les campements de Klemtoré Salam, Héré Dougou, Kataradougou etc., sont leurs créations.

Les zones de cacaoculture regroupent tous ces cas de figures. Les outils de développement de la cohésion sociale basée sur l'origine sociale se construisent suivant trois étapes:

- a) la recherche du lien social (ethnie, région ou nationalité, etc.);
- b) la recherche des référents sociaux qui caractérisent ce lien (fêtes, mariages, funérailles, droits, devoir, lois, coutumes, histoire, légende, religion, etc.);
- c) l'activation des référents sociaux.

Si le regroupement des campements baoulés par exemple, basé sur l'éthnique, peut être facilité par la similitude culturelle et linguistique, il en serait plus difficile pour une composition baoulé-senoufo ou baoulé-bété car dans ces cas, la recherche de la cohésion sociale basée sur l'ethnie est quasiment nulle. Dès lors, il faudra rechercher la cohésion sociale à travers d'autres types de rapport.

- 2) Le deuxième type de rapport est basé sur les échanges. Les échanges commerciaux, culturels et sportifs sont des puissants facteurs de développement de la cohésion sociale. Les échanges commerciaux intercommunautaires mettent en relief la dépendance matérielle mutuelle. En mutualisant ainsi les besoins vitaux on s'inscrit de facto dans une communauté de destin qui ignore les barrières ethniques. A partir de là, les regroupements de communautés multiethniques sont possibles.
- 3) Le troisième type de rapport est le respect des règles communes à l'environnement: les règles issues des us et coutumes séculaires, les lois républicaines, les conventions interindividuelles ou règles négociées et admises comme lois; tout ce qui régit l'environnement doit être respecté par tous. La primauté des règles communautaires sur les règles des milieux spéciaux fondent l'esprit citoyen c'est-à-dire l'être social en tant qu'il est membre et partie intégrante d'une société de communauté de destin. Ce qui suppose que les communautés sont sensibilisées et instruites sur ces règles communes.

Car, c'est justement l'inobservance de ce type de rapport qui est à l'origine de la plupart des conflits des zones-cibles. L'approche évaluative consiste à répertorier les règles et lois, à évaluer leur degré d'observance mutuelle, à créer des cadres de négociation et de proposition aux autorités coutumières et étatiques.

En définitive, la recherche et le développement de la cohésion sociale dans la zone-cible faciliterait le regroupement des campements facteur d'amélioration des indicateurs d'éligibilité aux projets de développement notamment les projets éducatifs.

2.2. Contexte économique: la généralisation de la pauvreté cause du travail des enfants.

Avec 1 450 000 de tonnes de cacao, la Côte d'Ivoire fournit 41 pour cent de l'offre mondiale. Au plan macroéconomique la production cacaoyère représente 40 pour cent des recettes d'exportation et 10 pour cent du PIB et emploie 600 000 chefs exploitants qui font vivre plus de 6 000 000 d'individus. Le cacao revêt donc une importance capitale pour l'économie nationale et même mondiale. C'est pourquoi la Côte d'Ivoire en générale et les zones de production en particulier sont sensibles aux enjeux stratégiques mondiaux. Le paysan de la zone-cible ressent le contrecoup de la mondialisation dans laquelle il est perçu, bien malgré lui et à son détriment, comme un acteur.

L'un des principaux enjeux de cette globalisation est la qualité du produit qui se présente, selon les grandes firmes et les organismes au développement, sous deux aspects:

- l'aspect technique qui se décline en termes de respect des normes et standards: taux d'humidité, corps étrangers, granulométrie, etc.;

- l'aspect éthique c'est-à-dire le non recours aux PFTE. C'est à ce niveau que s'est engagé le BIT en optant pour l'accroissement de l'offre d'éducation comme l'une des approches prioritaires pour la lutte contre le travail des enfants.

La culture du cacao occupe une population estimée à 27 571 personnes dans la zone ciblée par l'étude. Parmi celle-ci, on note 8 285 enfants inscrits dans les classes des écoles et 3 190 enfants potentiellement soumis aux PFTE car absents des fichiers des structures du système éducatif. Ce qui fait 27,5 pour cent d'enfants de 5 à 15 ans pour l'ensemble des zones-cibles.

La plupart des communautés avec lesquelles nous avons échangé sur la question du travail des enfants disent ne pas comprendre « l'acharnement » des agents de l'ANADER qui leur disent de produire en quantité et en qualité tout en leur interdisant de se faire « aider » par leurs enfants. Cependant, ils affirment n'utiliser les élèves que les jours fériés alors que les non-scolarisés sont employés en plein temps. En dehors des chefs des communautés de Séridoukou et de Kangagui qui soutiennent n'utiliser les enfants que pour le ramassage et l'écabossage, les autres communautés reconnaissent employer les enfants pour les travaux de toute nature relatifs à la cacaoculture. Et ils citent: la récolte, le ramassage, l'écabossage, le transport des fèves fermentées aux claies de séchage, la mise en sac des fèves sèches etc., toute chose qui s'apparente aux PFTE.

Face à cette réalité, les communautés restent perplexes et l'opinion du chef du village de Zanoufla traduit cet état d'esprit lorsqu'il affirme que « de tout temps nos parents ont toujours eu recours aux enfants pour les travaux ménagers et les travaux des champs et cela n'a pu empêcher les enfants de ce village de devenir des cadres et ceux qui n'ont pu réussir à l'école de devenir de grands planteurs ».

Il est vrai que la distinction doit être faite entre les pratiques traditionnelles des enfants travailleurs dans les ménages ou dans les entreprises familiales telles que les champs de cacao ou en situation d'apprentissage ou d'éducation en vue de préparer l'avenir et de s'insérer dans la société d'une part et d'autre part les risques auxquels sont exposés les enfants en situation d'exploitation où la productivité et le bénéfice précède la formation. Cette nuance est difficile à saisir par les paysans. De même qu'il leur est difficile de distinguer les travaux jugés pénibles de ceux qui ne le seraient pas. Car si « l'enfant est vigoureux et ne se plaint pas » selon le chef du village, comment pouvons-nous estimer qu'il subit les PFTE ? Quand on rappelle à ce chef, à juste titre, que la place de l'enfant se trouve sur les bancs de l'école et non dans les champs, il rétorque que les charges liées à l'école ne sont supportées que grâce aux fruits des labeurs des champs et qu'ils sont parfois peu nombreux ou trop vieux dans la cellule familiale pour y faire face. Il va sans dire que le travail des enfants sert avant tout à accroître le revenu familial. La pauvreté des familles serait donc la principale cause du travail des enfants.

En effet, la faiblesse des revenus ne permet pas d'employer une main-d'œuvre adulte ni même d'assurer les frais de scolarité d'une progéniture bien souvent nombreuse. Les enfants sont alors employés pour accroître la production et partant, le revenu. La pauvreté apparaît donc à la fois comme cause et conséquence du travail des enfants. Les

parents évoquent parfois le travail des enfants comme étant un facteur de socialisation et d'éducation qui les préparerait à la vie future d'adulte.

Paradoxalement, la pauvreté se généralise dans la zone-cible considérée comme la plus grande productrice de cacao.

Dans cette zone, le revenu moyen annuel¹² par tête d'habitant pour le cacao est de 19 532 FCFA lorsque le prix d'achat bord champ fixé par le gouvernement est respecté c'est-à-dire 750 FCFA le kg. En réalité, le prix moyen pratiqué par les pisteurs se situe entre 400 et 500 FCFA le kilo de cacao selon les services de l'ANADER. Cette tendance du prix d'achat est confirmée par les communautés elles-mêmes. Ce qui donne en moyenne 13 523 FCFA par an et par tête d'habitant.

Si on considère que le seuil d'extrême pauvreté est fixé à 267 FCFA (PNUD, 2007) pour l'ensemble des sources de revenu que peut engranger une personne en une année, la part du cacao représenterait 14 pour cent dans la zone-cible soit 36 FCFA. Ce qui est assez faible pour une zone qui figure parmi l'élite nationale. Le non-respect du prix d'achat est un des facteurs explicatifs de ce phénomène.

Les communautés que nous avons rencontrées se sont avouées impuissantes face à la volonté affichée des pisteurs à ne pas respecter les prix fixés. Pour ce faire, les arguments utilisés sont divers et semblent inépuisables. Le président du COGES de Zougouzoa traduit son exaspération lorsqu'il affirme que « les paysans travaillent pour les pisteurs et les acheteurs ».

La qualité des fèves (degré de fermentation traduit par la couleur jaune-ocre de la fève, le degré de séchage traduit par la friabilité au toucher, etc.) et le coût des facteurs liés au transport sont quelques-uns des arguments qu'ils manipulent au gré de leurs intérêts.

La communauté de Tchoumoukro a suggéré au cours de notre rencontre de convaincre l'association des cadres du village de s'investir dans l'achat des produits agricoles notamment le cacao pour lui permettre d'en tirer le meilleur prix. Pour ce faire, elle compte créer un GVC, construire un magasin de stockage et y stocker effectivement l'ensemble de la production.

L'association des cadres pourrait alors mettre à la disposition du GVC le capital nécessaire à l'achat, au prix officiel, des produits, en fonction du tonnage stocké sous la forme d'une caution tacitement reconductible. Le GVC évaluera les coûts des facteurs liés au transport depuis le village jusqu'à la centrale d'achat et ne fixera le prix d'achat du kilogramme qu'après déduction des dits coûts, de façon transparente et avec l'accord des autres membres de la communauté.

De cette façon, la communauté pense pouvoir juguler les effets néfastes de l'évaluation unilatérale des coûts de transport par les pisteurs.

¹² Ces chiffres sont tirés des données des représentations de l'ANADER des zones concernées. Ils ont été obtenus en faisant la moyenne pondérée de la production de cacao des villages et campements ciblés, multipliée par le prix d'achat moyen.

On le sait, le revenu tiré du cacao tient une part prépondérante dans la prise en charge des frais liés à l'école. Toutes les analyses autour des taux de scolarisation, de fréquentation et même des performances scolaires ne sauraient épargner les aspects liés à l'incidence du niveau de revenu de la famille. C'est pourquoi tous les efforts faits en faveur de l'offre d'éducation doivent inclure des solutions ou pistes de solutions en faveur de l'accroissement du revenu de la famille.

Le non-respect du prix bord champ est le deuxième enjeu auquel est confronté le paysan après celui de la qualité. Cette situation est présentée par les acheteurs et pisteurs tantôt comme une conséquence de la qualité tantôt comme une conséquence du coût des facteurs liés au transport tantôt les deux facteurs, cumulativement.

Le paysan est sans doute victime de spéculation malhonnête favorisée par les imprécisions du barème du prix d'achat qui ne définit pas clairement la part réservée au transport.

A défaut de prévoir l'état de qualité du cacao lorsqu'il est livré bord champ, les acteurs peuvent définir la part du transport dans le prix d'achat, en fixant par exemple un indice en Francs CFA par km parcouru, déductible du prix d'achat. De cette façon, le coût du transport, que les pisteurs sont par ailleurs seuls à évaluer, ne viendra plus amenuiser le revenu des paysans.

En définitive le taux d'inscription des enfants dans les écoles est proportionnel à l'augmentation des revenus des paysans lequel est inversement proportionnel au travail des enfants.

2.3. Contexte démographique: un enjeu de l'offre d'éducation

Tableau 2: Estimation de la population par tranche d'âge et par genre

Groupe d'âge	Genre		Total	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	3 033	3 046	6 083	20,48
5 à 15 ans	5 514	5 825	11 475	42,93
15 à 60 ans et +	6 212	5 046	11 258	36,59
Population totale	13 650	13 921	27 571	100

L'ensemble de la population de la zone-cible soumise à l'étude représente environ 1,6 pour cent de la population totale des départementaux concernés. La répartition en genre obéit à peu près au même ordre de grandeur: 1,7 pour cent des femmes et 1,4 pour cent des hommes participent à l'étude.

L'estimation de la population à l'étude par tranche d'âge répond au souci de distinguer les trois principales caractéristiques socioéducatives à savoir:

La réserve éducative (0-5 ans) qui est constituée par l'ensemble des individus préscolarisables y compris ceux qui n'ont pas encore l'âge requis pour entrer en maternelle (2,5 ans). Elle représente 2,8 pour cent de la réserve éducative de l'ensemble des départements et 20,4 pour cent de l'ensemble de la population des zones-cibles avec 49,8 pour cent de filles et 50,2 pour cent de garçons.

Dans la zone-cible de Daoukro, la réserve éducative compte 794 enfants dont 264 seulement ont pu être inscrits au CP1 soit 33 pour cent. A Soubré, ce sont 24 pour cent des 1 973 enfants pré-scolarisables qui ont été inscrits au CP1 alors qu'à Issia on note 30 pour cent des 1 436 enfants. Enfin à Bouaflé ce taux se situe à 25 pour cent.

Ce qui donne pour l'ensemble des zones-cibles 1 656 enfants inscrits au CP1 soit 27 pour cent de l'ensemble de la réserve éducative. La répartition par genre donne 51,3 pour cent de garçons et 48,7 pour cent de fille.

La réserve éducative ainsi identifiée permet de faire des prévisions efficaces de l'offre à l'entrée du cycle primaire qui constitue l'un des principaux enjeux de la scolarisation des enfants. Ces prévisions concernent notamment le nombre de classes à construire, l'équipement de ces classes en matériels pédagogiques, le nombre d'enseignants à former et à déployer, la sensibilisation des parents, le renforcement des mesures incitatives (gratuité, cantine, etc.).

Dans le cas d'espèce, le fait que ce soit seulement 27 pour cent de la réserve éducative qui ait pu avoir accès au CP1 montre l'urgence d'actions en faveur du développement de l'éducation telles citées plus haut.

L'opinion des parents qui indexent l'éloignement des écoles et les incapacités des plus jeunes (moins de 9 ans) à rallier les écoles situées à plus de 5 km et à supporter les corvées dans une famille de substitution doit être pris en compte.

Il faut noter que dans les zones-cibles, aucune structure n'a été prévue pour le suivi éducatif des enfants en âge maternel. Les structures les plus en aval du système débutent leur formation en CP. Il faut donc ouvrir des classes maternelles dans les villages à fort taux de demande à l'entrée du cycle primaire pour relever l'âge minimum à l'entrée en CP. Ce qui aurait pour avantage de préparer les plus jeunes et de scolariser les plus âgés. Les villages de Kodi, Zougouzoa, Zaguietta et de Gazibouo pourraient accueillir des classes maternelles avec des effectifs suffisants¹³.

Dans les campements on pourrait adopter et rationaliser le système de maternage traditionnel qui consistait à confier les plus jeunes aux « grands-mères ».

La population scolarisable (5 à 15 ans) telle que définie est une des dispositions de la législation scolaire. Elle fixe à 5 ans l'âge minimum d'entrer en CP et à 15 ans l'âge maximum de maintien dans le cycle primaire. Elle rassemble l'ensemble des individus sous obligation scolaire. Dans les zones-cibles, d'un point de vue statistique, elle représente 4 pour cent de la population de la même tranche d'âge de l'ensemble des départements et 43 pour cent de la population totale des zones-cibles. La répartition par genre donne 48 pour cent de filles et 52 pour cent de garçons.

La demande d'éducation est énorme et l'offre reste insuffisante au regard des statistiques existantes. A ce propos, la proportion des 5-15 ans non-inscrits à l'école se présentent de la façon suivante: Daoukro: 310 enfants représentant 23 pour cent de l'ensemble des enfants de 5-15 ans; Soubré: 35 pour cent; Issia: 18 pour cent; Bouaflé: 35

¹³ Voir: fiches monographiques des villages concernés.

pour cent. Soit un total de 3 190 enfants représentant 27,5 pour cent des enfants de 5-15 ans de l'ensemble de la zone-cible. On peut penser que ces enfants constituent une cible potentielle pour les PFTE comme nous l'avons déjà souligné.

La population active (15 à 60 ans et plus) correspond à la tranche de la population autorisée à travailler au regard de la loi. Elle représente 36,5 pour cent dans les zones-cibles.

L'estimation des tranches d'âge bien que formelle est en général indicative. Ces intervalles sont plus ou moins respectés en fonction des particularités des contextes et de circonstances. Dans une zone à faible taux de scolarisation, la tendance est à la flexibilité. Ce qui permet de recruter le maximum d'élèves. C'est le cas de Sokozoa avec un intervalle de recrutement au CP1 qui s'étend de 4 à 9 ans. A contrario, lorsque le taux de scolarisation est élevé l'offre à tendance à s'amenuiser et dans ce cas, les intervalles se resserrent (cas de Zougouzoa: 6 à 8 ans).

3. Infrastructures de base: facteurs d'attractivité et de pérennisation au poste des enseignants

Tableau 3: Nombre et état des infrastructures des zones-cibles

	Quantité	Etat			Fonctionnel
		Bon	Moyen	Mauvais	
Ecole	21	7	2	12	21
Centre de santé	3	3			3
Pompe hydraulique	42	3	2	36	5
Electricité	12	1			12
Marché	6	6			6

Sur 21 écoles, seulement 7 sont en bon état de fonctionnement. On note 1 à Daoukro, 1 Soubré, 3 à Issia et 2 à Bouaflé. Ces écoles sont généralement des dons d'ONG, notamment l'ONG allemande GTZ ou de collectivités décentralisées. Les COGES disent ne pas être capable de réhabiliter les 12 écoles restantes en raison de l'insuffisance des ressources qu'ils sont en mesure de collecter. Il faut donc susciter l'appui et l'aide de l'Etat, des organismes au développement et des collectivités décentralisées notamment pour la construction d'une école à Oupagui qui n'en dispose pas. Le cas de Kodi apparait comme un cas exceptionnel. Dans ce village l'association des jeunes a pu verser la caution de 1 million nécessaire à la réhabilitation d'un bâtiment de 3 classes par le PPU grâce aux fonds générés par la location des chaises et de bâches.

Trois (3) pompes hydrauliques sur 42 fonctionnent correctement. L'absence d'eau potable est un véritable fléau dans la zone-cible. Les communautés ont unanimement exprimé leur impuissance face aux pannes récurrentes des pompes hydrauliques en raison de l'absence d'interlocuteur. Les services de l'hydraulique villageoise ne répondant pas aux attentes des communautés. Les communautés souhaitent que certains jeunes soient formés aux techniques de réparation des pompes pour ne pas être privé de cette denrée vitale.

Douze (12) villages disposent de l'électricité et huit (8) n'en disposent pas. Ces villages disent avoir fait les démarches nécessaires auprès des autorités décentralisées et préfectorales.

Il n'existe que 3 centres de santé dans l'ensemble de la zone-cible. Six (6) centres de santé devront être construits en considérant les villages situés à plus de 5 km du centre de santé le plus proche dans un rayon de 10 km selon les normes des services de santé rurale.

D'une façon générale, l'entretien et la réhabilitation des infrastructures est un véritable casse-tête pour les communautés. Dans un environnement économique morose dont l'austérité est renforcée par la mévente des produits agricoles, toutes les formes de mobilisation de ressources s'avèrent inefficaces et insuffisantes pour faire face aux lourdes charges d'entretien et de réhabilitation des infrastructures villageoises.

Les associations des cadres des villages qui auraient pu venir en aide aux paysans sont pour la plupart soit inexistantes soit inactives.

A ce propos au cours des échanges que nous eus avec les communautés, les présidents des COGES ont souhaité être formés à la pratique de métiers divers comme la menuiserie, la maçonnerie, l'électricité, les techniques de réparation des pompes hydrauliques. La communauté de Mabéhiri à Soubré a mis un accent particulier sur ce dernier aspect, elle qui est obligée de consommer une eau insalubre puisée dans un marigot.

En définitive, les villages des zones-cibles offrent très peu de commodités de la vie moderne. En dehors de quelques exceptions à Boguedia et à Zaguietta, la plupart des villages sont très peu attractifs pour les enseignants qui sont de plus en plus jeunes. L'eau potable et l'électricité sont les deux plus grands facteurs de pérennisation au poste des enseignants. Or ces deux denrées font cruellement défaut dans la grande majorité des villages et campements.

Toute politique de développement de l'éducation dans les zones-cibles ne saurait ignorer l'équipement en infrastructure de base des villages et campements si on veut vraiment mobiliser les ressources humaines nécessaires au fonctionnement de ces écoles.

4. Accès et environnement d'apprentissage

4.1. Typologie des écoles des zones-cibles

Tableau 4: Présentation des écoles

Type Sociologique	Système Enseignement	Statut Etablissements	Code Type Régime	Nombre d'écoles		Nombre de salles	Nombre de classes jumelées		
				à 6 cours	à 3 cours		CP	CE	CM
Rural	Primaire	Publics, programme officiel	Mixte	18	3	117	3	2	00

L'ensemble des écoles présentes dans les zones-cibles sont des structures publiques, mixtes dans lesquelles ne sont dispensés que les programmes officiels.

Sur 21 écoles de l'ensemble de zones visitées, 18 ont une structure complète, 3 sont encore en évolution. 3 classes de CP et 2 classes de CE ont un profil spécifique.

4.2. Accès

L'accès à l'éducation pour tous est une problématique bien plus africaine que mondiale. En 2010, 61 millions d'enfants n'ont pu être scolarisés selon une étude de l'UNESCO. Depuis 3 ans ce chiffre stagne à défaut de reculer. Les filles représentent 53 pour cent de ce public contre 47 pour cent des garçons. La situation est plus importante en Afrique subsaharienne où 23 pour cent des enfants n'ont jamais été inscrits à l'école ou n'ont pu terminer le cycle primaire. En Côte d'Ivoire le taux brut de scolarisation (TBS) est de 70,6 pour cent selon le RESEN (2011)¹⁴ alors que le taux d'achèvement du cycle primaire se situe à 46 pour cent.

Dans les zones-cibles le TBS est de 72.2 pour cent dans les villages noyaux, légèrement au-dessus de la moyenne nationale alors le taux d'achèvement du primaire se situe à 41.6 pour cent.

Ces chiffres, comme la plupart des indices pondérés ne tiennent pas compte des valeurs extrêmes.

La faiblesse du TBS et du taux d'achèvement dans les campements s'explique selon l'avis majoritairement exprimé par les différentes communautés par l'absence d'école dans les campements. Cet état de fait a eu plusieurs conséquences:

- La première conséquence est la longue distance que les enfants sont obligés de parcourir pour rallier les écoles: entre 5 et 9 km en aller et retour en moyenne.

¹⁴ RESEN: *Rapport d'Etat sur le système Educatif National*, 2011.

- La deuxième conséquence est le phénomène du tutorat. C'est le cas par exemple des enfants d'Akpokro ou d'Aboyakro qui, du fait de l'éloignement (9 km) sont obligés de loger chez des tuteurs respectivement à Tchoumoukro et à Kodi.
- La troisième conséquence est la scolarisation tardive des enfants pour d'une part leur éviter les longues marches et la précarité affective du tutorat. Dans de nombreux villages, l'âge d'inscription au CP1 est repoussé jusqu'à 9 ans. On pourrait citer pour l'exemple: Kodi, Balahio, Mabéhiri, Zougouzoa, Bissaguhé, Kouaméagui, Ebinikouadiokro, etc.

Les communautés ne mentionnent pas d'emblée le travail des enfants comme cause de la sous-scolarisation dans les campements. Et quand on leur rappelle ce fait, ils développent les mêmes arguments que ceux déjà évoqués par le chef de Zounafla et cités plus haut, à savoir former et éduquer les enfants et leur permettre de participer à la mobilisation et à l'accroissement du revenu familial.

4.2.1. Recrutement au CP1

Tableau 5: Rapport de recrutement au CP1

Age	Demande		Retenue		Refusé	
	F	G	F	G	F	G
5 à 9 ans	708	798	640	675	68	129
Total		1 506		1 315		197

La tranche d'âge requise pour l'inscription au CP1 est assez large. Elle est symptomatique du retard avec lequel les parents inscrivent leurs enfants à l'école et de la nécessité de mener des actions de sensibilisation. La scolarisation tardive des enfants des campements est à la base de la largeur de l'intervalle d'âge requis pour l'ensemble de la zone-cible.

Le niveau d'inscription au CP est faible malgré l'élargissement de la tranche d'âge (5-9 ans) et cela, par rapport au volume de préscolarisation qui s'évalue à 6 083 enfants pour les zones-cibles. Il est de 27 pour cent. Il s'évalue à 1 315 enfants dont 48 pour cent de filles et 52 pour cent de garçons. A l'absence de classes maternelles on aurait pu espérer, une inscription plus massive n'eut été la chape de plomb qui pèse sur la scolarisation des enfants des campements pour les mêmes raisons que ceux déjà évoquées.

Néanmoins certains candidats à l'entrée au CP1 ont été refusés.

En moyenne 9 pour cent des filles et 16 pour cent des garçons soit au total 13 pour cent des demandes ont été refusées. Trois principales raisons justifient ces refus. On a, par ordre d'occurrence:

- l'inexistence d'extrait de naissance;

- l'insuffisance de tables-bancs (se combine avec l'insuffisance de salle de classe);
- l'âge (trop bas ou élevé).

L'absence d'acte de naissance ou de jugement supplétif est la première cause du refus des enfants à l'entrée au CP1. Paradoxalement, les enfants des autochtones sont les plus touchés par ce phénomène notamment dans les zones-cibles d'Issia et de Daoukro. Cette attitude assez répandue est difficile à expliquer dans la mesure où la déclaration de naissance se fait gratuitement auprès d'agents d'état civil détachés dans les villages. A l'absence d'explications cohérentes les communautés accusent la négligence. Il y a sans doute aussi le sentiment de sécularité qui rassure les autochtones face à la question de l'identité.

Les allochtones et étrangers sont beaucoup moins concernés. « Nous sommes étrangers ici et la pièce d'identité est le seul témoin de nos origines. Nos tuteurs ne connaissent pas nos villages et nos parents. Si nous devons prouver nos origines, on ne peut pas les prendre à témoin ». Cette argumentation du chef de Siakakro nous paraît justifier l'empressement des étrangers par rapport aux autochtones vis-à-vis de la question des actes de naissance.

En effet, toute personne sortant de son terroir d'origine est habité par un sentiment d'insécurité physique et/ ou moral à moins d'être adossé sur des ressorts psychosociaux rassurants. Les documents administratifs témoignages de l'identité, constituent l'un des tous premiers ressorts. Au surplus, les missions organisées par les consulats et la peur du gendarme sont sans aucun doute des facteurs favorisant.

Pour résoudre ce problème qui constitue un frein à l'entrée du cycle primaire, nous préconisons l'organisation d'audiences foraines pour créer et établir des jugements supplétifs en faveur des enfants de 5-9 ans, tranche moyenne des âges admis au CP1.

L'insuffisance des tables-bancs est la deuxième cause du refus des enfants à l'entrée au CP1. Il s'agit là d'un problème logistique qui peut être résolu grâce aux COGES ou aux donateurs privés.

La présentation de certains enfants de moins de 5 ans au recrutement est fréquente dans certains villages à fort taux de scolarisation (voir contexte démographique). La création de classes maternelles dans ces villages résoudrait ce problème.

4.2.2. Etat des effectifs élèves et de la fréquentation

Tableau 6: Rapport sur la fréquentation des élèves

	Enfant venant des campements		Enfants venant des villages noyaux		Total
Nombre d'élèves	1 240	14,97%	7 045	85,03%	8 285
Taux de fréquentation		87,27%		91,20%	89,23%
Taux d'abandon		12,23%		4,80%	8,51%
Taux d'absence		12,73%		7,80%	10,77%

8 285 enfants sont inscrits dans les écoles de l'ensemble de zones-cibles soit 72,20 pour cent de la population scolarisable de ces zones. On compte 46,7 pour cent de filles et 53,3 pour cent de garçons. Environ 15 pour cent viennent des campements contre 85 pour cent venant des villages noyaux. Les taux d'absence (13 pour cent) et d'abandon (11 pour cent) sont assez élevés si on considère l'indice référentiel indicatif qui est de 2,5 pour cent correspondant à l'âge minimum d'entrée au cycle préscolaire.

3 190 enfants d'âge scolaire échappent au système éducatif soit 27,80 pour cent de déperdition brute. Si on y soustrait les 8,5 pour cent d'enfants qui ont été inscrits et, pour diverses raisons, ont dû abandonner, on note un taux net de 20 pour cent d'enfants qui n'ont jamais été présentés à l'inscription. Parmi ceux-ci, 2/3 viennent des campements alors que l'ensemble des enfants d'âge scolaire de ces campements représentent globalement 20 pour cent de la population totale scolarisable.

Les raisons de la non-inscription des enfants et celle de leur abandon semblent se confondre. On note:

- l'absence d'école dans les campements;
- la distance à parcourir pour aller du campement à l'école la plus proche;
- l'incapacité à assurer les frais de fournitures additionnelles;
- l'incapacité à faire face aux cotisations diverses;
- l'absence de cantine;
- l'incapacité à s'acquitter des frais de cantine quand il existe. (25 FCFA).

Les communautés mettent l'accent sur l'éloignement des écoles et les nombreux frais liés à la scolarisation des élèves (cotisation diverses, fournitures additionnelles) pour justifier la non-inscription et/ou l'abandon des élèves.

Les enseignants indexent plutôt la démission des parents « qui ne font aucun effort pour doter leurs enfants d'un minimum de fourniture et de moyens de survie au cours de la journée de classe ».

La distance à parcourir et la sensation de faim sont les raisons les plus fréquemment évoquées pour expliquer l'abandon des élèves. Le niveau de résistance de l'enfant aux contraintes imposées par l'environnement semble en fin de compte déterminer son avenir scolaire.

Les parents s'expriment difficilement sur le sujet de la non-inscription de leurs enfants et cela apparaît sur les notes de cette enquête. Hormis l'état de pauvreté et l'incapacité de certains parents à faire face aux frais de scolarité de leurs enfants, nous pensons que les questions liées à la succession coutumière, aux travaux champêtres, peuvent aussi expliquer cet état de fait. Un vieillard de Kramokro nous a avoué sur injonction du directeur qu'il a dû demander à son unique fils d'abandonner l'école pour assurer sa relève.

Généralement les retards prononcés ne tardent pas à se transformer en absences. Mais il existe aussi dans toutes les zones un phénomène saisonnier d'absences des élèves, très visible aux moments des semences et des récoltes. « En ces périodes- là, nous avons

besoin de beaucoup de bras car nous n'avons pas les moyens d'engager des contractuels. Nous sommes obligés de retenir les enfants pour nous aider. Les maîtres nous reprochent cette pratique mais nous leur demandons de nous comprendre » Cet aveu est celui du chef de la communauté Burkinabè de Sokozoa.

L'autre facteur non négligeable est celui de la dépendance morale et coutumière des communautés de migrants de leurs villages d'origine bien que vivant parfois à plusieurs centaines de kilomètres de là. Ils se soumettent aux calendriers coutumiers qui y ont cours. Ce qui occasionne de nombreuses absences de familles entières en plus de celles causées par l'itinérance des cultures et des saisons. Les enfants ne sont guère épargnés par ces types de nomadismes conjoncturels et leurs scolarités s'en ressentent en termes de résultats, d'absence et d'abandon.

Pour apporter une réponse à la question cruciale de la fréquentation des élèves et dans l'impossibilité de construire une école dans chaque campement dans leurs états actuels, plusieurs mesures peuvent être adoptées.

La première mesure est le renforcement de la gratuité de l'école comme facteur de lutte contre la pauvreté. Elle se traduit par la suppression de la tenue scolaire et des fournitures additionnelles à la charge des parents. Ce qui réduirait les charges des parents de 11 800 FCFA par enfants. Vu la taille des fratries dans les milieux traditionnels, on imagine aisément le soulagement qu'éprouveraient la plupart des parents d'élèves.

La deuxième mesure est la suppression effective des frais divers qui réduisent la portée de la politique de la gratuité par le rationnement des parents d'élèves à travers les cotisations fréquentes et inopportunes. Les cotisations sont instituées sous divers prétextes dont la plupart apparaît fallacieux: réception des autorités du MEN, frais de popote des enseignants stagiaires, projets de construction ou de réhabilitation qui n'ont jamais connu de début d'exécution, etc.

La troisième mesure est la dotation des écoles en cantines. Le rôle des cantines sur l'amélioration de la fréquentation n'est plus à démontrer.

On l'a dit, les 2/3 des absences et des abandons sont le fait des enfants venant des campements.

4.2.2.1. La question du genre

La discrimination fondée sur le genre dans l'éducation est à la fois la cause et la conséquence d'inégalité profondément ancrées dans la société. La pauvreté, l'isolement géographique, l'origine ethnique, le handicap, les attitudes traditionnelles en ce qui concerne leur statut et leur rôle, sapent la capacité des femmes et des filles à exercer leurs droits. Des pratiques préjudiciables telles les mariages précoces, la violence sexiste, ainsi que les lois, politiques et pratiques discriminatoires dans l'éducation continuent à empêcher de nombreuses filles à s'inscrire à l'école, à achever des études et à bénéficier d'une éducation.

L'EPT et les OMD en matière d'éducation ont été mis en place pour trouver des solutions à la scolarisation de la jeune fille entre autres objectifs.

En dépit de cela, les inégalités entre genre en matière d'éducation persistent et ce, au détriment des filles.

En Côte d'Ivoire, selon le RESEN, les garçons ont 76 pour cent de chance d'avoir accès à l'école contre 67 pour cent pour les filles. Ce qui met en évidence un écart de 9 points au détriment de la jeune fille.

Dans les zones de cacaoculture, soumise à l'étude, 48 pour cent des filles ont accès au CP1 contre 52 pour cent des garçons. Ce qui donne un écart de 4 points au détriment de la jeune fille. Etant donné que la fille et le garçon sont soumis à une offre éducative comparable et qu'en l'occurrence, seulement 9 pour cent des filles sont refusées à l'entrée au CP1 contre 16 pour cent des garçons, des actions de sensibilisations sont à mener auprès des communautés pour leur expliquer la nécessité de scolariser la jeune fille au même titre que le garçon.

A partir de l'accès, l'écart en point de pourcentage entre fille/garçon s'accroît au cours du parcours scolaire. Le taux d'achèvement du primaire pour la jeune fille est de 32 pour cent alors qu'elle est de 50 pour cent pour le jeune garçon. Ce qui donne un écart de 18 points.

On ne saurait minorer les capacités intellectuelles de la jeune fille. C'est pourquoi le sens des écarts est à rechercher dans les facteurs socioéconomiques de l'environnement.

Dans le cas d'espèce, les analyses à l'issue des discussions avec les enseignants et les parents d'élèves nous amènent à considérer trois types de facteurs qui pèsent sur la fréquentation de la jeune fille:

- la faible résistance de la jeune fille aux contraintes imposées par la marche sur de longue distance;
- la fatigue due aux travaux ménagers qui l'attendent au retour de l'école;
- l'inadaptation de l'environnement de l'apprentissage aux besoins spécifiques de la jeune fille notamment l'absence de toilettes adaptées.

Les phénomènes sociaux comme le mariage précoce ou les grossesses ou les violences sexistes n'ont pas été observés; pas plus que la volonté manifeste des parents à priver la jeune fille d'école.

Cependant, il convient de noter que les facteurs liés à la pauvreté des familles qui se manifestent principalement par l'incapacité à doter les enfants de fournitures et de moyens de survie pendant la journée de cours agissent indifféremment aussi bien sur les filles que les garçons.

4.2.2.2. La question des laissés-pour-compte

La question principale reste de savoir ce que deviennent les 3 190 enfants qui échappent aux systèmes scolaires soit parce qu'ils n'y ont jamais été inscrits soit parce qu'ils ont abandonné. Sont-ils perdus pour le système éducatif? Que deviennent-ils? Des

délinquants ? Ou des potentielles victimes des PFTE ? Tout l'intérêt des offres alternatives d'éducation se situe à ce niveau.

Paradoxalement il n'existe ni centre d'alphabétisation ni école communautaire ni classes passerelles dans aucun des villages et campements rattachés concernés par cette étude.

La question reste alors de savoir comment sauver ces quelques 3 190 enfants des PFTE si les offres alternatives d'éducation sensées les récupérer n'existent pas dans l'environnement; et si elles existaient, elles seraient toutes à la charge des parents, ceux-là mêmes qui, pour diverses raisons, n'avaient pu les inscrire à l'école formelle.

Parallèlement aux actions sociales à long terme comme l'instauration de dialogues sociaux, de regroupements de campements, les organismes au développement et l'état doivent faire converger leurs actions dans le sens de la prise en charge partielle des offres alternatives d'éducation. Ce d'autant plus que cette étude confirme le rôle prépondérant de l'amélioration des facteurs éducatifs environnementaux dans la régression du nombre d'enfants victimes des PFTE.

Les conseillers en alphabétisation que nous avons rencontrés ignorent tous des réalités sociodémographiques des campements. Ils n'ont pas d'indicateurs fiables pour initier la mise en place des offres alternatives d'éducation. En principe, il revient aux acteurs d'encadrement et aux autorités du MEN d'identifier les villages éligibles en fonction des données de la démographie scolaire, de mener des actions de sensibilisation et d'explication et de situer les responsabilités des différentes parties prenantes.

Dans le cadre de notre étude nous avons convenu avec les acteurs institutionnels et les parents des conditions de création de dispositifs alternatifs d'éducation. La capacité de mobilisation de ressources a été la principale condition à satisfaire. Nous avons estimé qu'un village ou campement d'au moins 100 habitants avait une capacité nominale de mobilisation de fonds devant servir au recrutement de formateurs et d'achat de supports didactiques. Les contraintes d'ordre pratique (salle de cours, tables-bancs, etc.) pouvaient être résolues à titre plus ou moins provisoire avec le concours de la communauté.

Les centres d'alphabétisation concernent les jeunes adultes de 15 ans et plus qui, selon la législation scolaire, n'ont plus droit d'accès à l'école conventionnelle. Ces centres sont à la charge de la communauté. Le rôle des conseillers en alphabétisation se limite à la supervision et au suivi-évaluation.

Les écoles communautaires sont en général des écoles primaires-bis, ayant parfois des structures complètes allant du CP1 au CM2. Elles sont dans des environnements marqués soit par une insuffisance soit par une absence de l'offre d'éducation. Ils reproduisent in extenso les programmes et pratiques des écoles conventionnelles à la différence que les charges inhérentes à leur fonctionnement sont supportées par la communauté. Le rôle des conseillers pédagogiques se limitant au suivi-évaluation.

Les classes passerelles se justifient par l'existence dans l'environnement d'une cible dont l'âge varie entre 9 et 12 ans, précocement déscolarisée ou jamais scolarisée. Le but des classes passerelles étant de donner une formation condensée et accélérée pour permettre à

la cible d'intégrer, en fonction de ses résultats, une classe normale du cycle primaire. Malheureusement là où elles existent, ces classes ont tendance à être transformées en écoles communautaires.

A titre indicatif voici quelques campements qui pourraient abriter des offres alternatives d'éducation en raison de l'importance de la population et du nombre élevé d'abandon d'élève.

Tableau 7: Campements concernés par les offres alternatives

Daoukro	Ngattakouadiokro, Siakakro, Aboyakro, Akpokro
Soubre	Seridougou, Hérédougou, Nguessankro, Oupaqui, Yaojuleskro, Barthélémiro,
Issia	Ouandia Seria, Loukoukro,
Bouafle	Nzuekoffikro

Les offres alternatives d'éducation telles que pratiquées ne sont guère adaptées aux contextes particuliers des zones-cibles encore moins aux profils spécifiques des enfants victimes des PFTE.

Les aspects pédagogiques qui devraient prendre en compte de façon « alternative » les différents profils des enfants ne le font pas. Les contenus des programmes, les méthodes pédagogiques utilisées, les systèmes d'évaluation et les performances visées en termes de résultats scolaires mais aussi en termes d'attentes du milieu, ne diffèrent guère de ceux des écoles normales, conventionnelles. Dans ces conditions peut-on encore parler d'offres alternatives ? Ce d'autant plus que ces classes sont tenues par de maîtres bénévoles qui n'ont reçu aucune formation à la maîtrise de la FPC¹⁵ ou encore de la APC¹⁶. On imagine aisément l'atmosphère dans ces classes, lorsqu'on sait les difficultés qu'éprouvent d'ordinaire les maîtres titulaires à dompter ces nouvelles méthodes.

Nous croyons qu'il faut adapter les contenus et les méthodes des offres alternatives d'éducation aux réalités socioculturelles de l'environnement.

Pour ce faire, il convient de mener une étude qui implique les acteurs dans la mise en œuvre d'une nouvelle approche à la fois institutionnelle et pédagogique qu'on pourrait appeler l'Approche Pédagogique Contextualisée (APC) différente de l'APC (Approche par Compétence).

Nous croyons que la contextualisation est la clé de voute de toutes les méthodes qui ont pour vocation de résoudre des problèmes particuliers.

En effet, comment résoudre un problème « contextuel » sans prendre en compte les réalités « contextuelles ». Si ceci est valable dans la vie de tous les jours, il l'est davantage en matière d'éducation car le substrat, la matière sur laquelle elle travail est dotée de pouvoirs réflexifs. Or le MEN transpose les méthodes, les outils destinés à des cibles conventionnelles vers des cibles non-conventionnelles. Il faut dès maintenant mener une réflexion prospective sur les programmes à dispenser à ce public particulier en matière

¹⁵ FPC: Formation par compétence.

¹⁶ APC: Approche par compétence.

d'objectif, de contenu, de méthode pédagogique, du système d'évaluation et enfin des performances visées.

4.2.3. Etat de fonctionnement des cantines

Tableau 8: Situation des cantines

Départements	Ecoles	Nbre. de rations journalières	Demande journalière de ration	Déficit à combler
Issia	Gazibouo	430	600	170
	Balahio	183	283	103
	Borotapia	154	200	46
	Ouandia	102	170	68
	Bissaguhé	150	200	50
Daoukro	Kodi	120	300	180
Bouafle	Zaguietta	120	400	280
Soubre	Néant	00	00	00
	Total	1 259	1 973	714

Sur 21 écoles des zones-cibles seulement 7 écoles sont pourvues de cantines. 1 259 rations alimentaires sont distribuées alors que la demande journalière est de 1 973. Ce qui induit un déficit de 714 rations par jour.

Toutes les écoles ciblées dans la zone d'Issia sont dotées de cantine scolaire contrairement à Soubré où aucune école-cible ne bénéficie de cette faveur. Dans les zones-cibles de Daoukro et de Bouafle seules 2 écoles, (1 à Daoukro et 1 à Bouafle) sont dotées de cantine.

Toutes les études menées sur l'impact des cantines scolaires sur la fréquentation des élèves ont montré que l'apport en alimentation avait un effet bénéfique sur la fréquentation générale: réduction des taux d'absence, des taux d'abandon et subséquemment amélioration des résultats scolaires. Dans le cas de notre étude, la faim est régulièrement évoquée pour expliquer les abandons d'élèves.

Il y a donc une absolue nécessité de créer des cantines si on veut réduire le nombre d'enfants victimes des PFTE. Le réfectoire et la cuisine peuvent être provisoirement logés respectivement dans une salle de classe et sous un abri étanche pour pallier les exigences de la DNC en la matière. L'inexistence de coopérative et de champs communautaire pour apporter un appoint de vivres ne saurait être un frein à l'ouverture d'une cantine. La politique de pérennisation ne doit pas se faire sur une base privative mais doit davantage s'appuyer sur la sensibilisation, l'assistance et la formation avant toute responsabilisation.

Il peut être envisagé un accroissement de la capacité des cantines existantes pourvu que la demande de ration soit nettement supérieure à l'offre disponible. Mais dans ce cas, il conviendrait d'exiger l'existence de coopérative et de champs communautaires pour permettre à la communauté d'assurer sa part dans l'approvisionnement en vivres conformément à la politique de pérennisation des cantines scolaires.

Dans le cadre de la demande d'accroissement nous pensons que les exigences de la direction nationale des cantines se justifient car il faut inciter la communauté à progresser vers la prise en charge autonome de la variable alimentaire.

4.3. Environnement de l'apprentissage dans les écoles-cibles

Tableau 9: Etat de l'environnement d'apprentissage

Caractéristiques de l'environnement des écoles	Nombre d'écoles bénéficiaires	
	Existante	Inexistante
Clôture	1	17
Propriété de la cour	16	2
Espace de jeu	9	9
Point d'eau	14	4
Latrines	14	4
Trousse médicale	1	17

L'environnement des écoles-cibles n'est ni sécurisant ni propice à un bon apprentissage. De nombreuses écoles n'ont pas de point d'eau potable.

L'absence de latrines dans de nombreuses écoles pose elle aussi un problème à la fois de sécurité et de pollution. Il faut donc construire des latrines dans les écoles. 14 écoles sont concernées.

5. Etat des locaux et des équipements

L'état de désolation générale dans lequel se présente la plupart des écoles pose la question de la responsabilité partagée et de la gouvernance collégiale de nos écoles entre d'une part la communauté représentée par le COGES et d'autre part le collège des maîtres. Il y a comme un dialogue de sourd entre ces deux types d'acteurs qui se renvoient la balle de la responsabilité de la décrépitude des locaux et des outils pédagogiques. Le mal à notre sens n'est pas seulement dans la formalisation du rôle de chacun mais aussi dans la capacité de chacun à assumer son rôle.

La législation scolaire donne aux enseignants la responsabilité de la gouvernance pédagogique et administrative des établissements y compris la gestion, l'entretien, l'archivage des équipements et matériels pédagogiques. En l'occurrence, ils font preuve de désintérêt parfois étonnant. Car le spectacle de mobilier, encore utilisable, délaissé, laissé à la merci des intempéries, d'outils didactiques éparpillés à même le sol est ahurissant et fait croire que la prise de conscience des acteurs de l'importance des outils doit précéder celle des donateurs de l'utilité de leur action.

5.1. Etat des locaux

Tableau 10: Etat des locaux

Zone de déféctuosité	Etat et déféctuosité (nombre d'écoles)						
	Bon	Trouaison localisée	Trouaison généralisée	Fissurées	Existant	à réhabiliter	à créer
Toiture	8	4	7			11	
Murs	14			6		6	
Fenêtres	12					7	
Point d'eau	1						18
Latrines	3					1	15
Logements maître (nombre)	32					27	5

Les locaux présentent des déféctuosités diverses comme indiqué dans le tableau. Cependant il faut noter que 12 écoles demandent à être réhabiliter. Ce sont: Kokossou, Tchoumoukro, Ebinikouadiokro, Sokozoa, Mabéhiri, Kangagui, Kouaméagui, Ouandia, Gazibouo, Zaguietta, Zanoufla. Alors que celle d'Oupagui demande à être construite.

Des points d'eau devront être créés dans 18 écoles et des latrines dans 15.

27 logements de maître doivent être réhabilités et 5 reste à construire.

5.2. Etat du mobilier et du matériel didactique

Tableau 11: Etat des équipements

Mobilier et matériel didactique	Besoins
Table-banc	2 585
Bureau maître	104
Chaise maître	114
Meuble de rangement	142

Mobilier et matériel didactique	Besoins
Instruments de géométrie	123 ensembles
Cartes géographiques	Toutes les cartes en rapport avec le nouveau programme
Planche de SVT	Toutes les planches en rapport avec le nouveau programme
Fiches scolaires	1 075
Tableaux de langage	44 ensembles
Registres	RAS
Craie	RAS
Tableaux sur chevalet	72
Manuels élèves	Toutes les matières (CP1 au CM2)
Manuels maîtres	RAS

Les besoins en mobilier et en matériels didactiques sont énormes. La gestion et l'entretien de ces outils posent un réel problème de gouvernance dans laquelle la question de la responsabilité et du respect du bien public reste prépondérante. Le manque de formation des gestionnaires est un facteur à prendre en compte. C'est pourquoi nous proposons qu'ils soit prévu des formations en matière d'entretien, d'archivage et de restauration.

6. Enseignants et autres personnels d'éducation

Tableau 12: Situation des enseignants

	IO	IA	Stagiaire	Bénévole	Total	Postes vacants
F	45	20		09	65	
G	69	35	04		108	
Total	114	55	04	09	173	16

Malgré le fait que les villages manquent de tout: Eau potable, électricité, logements-mâtres, centre de santé, marché, etc., on note très peu de postes vacants (16) y compris les postes occupés par les bénévoles.

Cette situation cache mal le désarroi de nombreux enseignants qui sont obligés de squatter parfois à 3, un seul logement (Voir fiche monographique de Kokossou). La qualité du travail rendu et les performances des élèves s'en ressentent forcément. Il faut offrir aux enseignants un minimum de décence pour une plus grande pérennisation au poste.

7. État de fonctionnement des COGES

Tableau 12: Situation des COGES

Activités réalisées	Sensibilisation porte à porte pour le recrutement au CP1, assistance aux enseignants stagiaires.
Projets réalisés	RAS.
Projets à réaliser	Construction de salles de classe, de logements- maitres, de réfectoire, de cuisine pour cantine, de latrines, de point d'eau, de mobilier, de matériel didactiques, etc.
Sources de financement	Gouvernement, bailleurs, cotisation, ristournes, dons et diverses sources de revenu.
Besoins de formation	Gestion coopératives, élaboration de projet, gestion comptables, gestion de stock, menuiserie, maçonnerie, électricité, etc.

Les COGES des zones-cibles ne sont pas suffisamment actifs. Leur existence semble se justifier par l'espérance de la subvention de l'état et des cotisations exceptionnelles. Ceux qui sont subventionnés par l'état s'en contentent. Et ceux qui ne sont pas subventionnés abusent des cotisations exceptionnelles qui sont citées comme l'une des causes des abandons des élèves. Ils sont très rares ceux qui pratiquent les activités de métayage, de prestation de service ou qui cultivent des champs communautaires pour diversifier les sources de revenu. Rares sont aussi ceux qui entretiennent des GVC pour la vente collective de leurs produits agricoles. Les ristournes engranger d'une telle activité suffiraient à elles seules à subvenir aux besoins des écoles. Il faut donc sensibiliser les parents mais aussi leur donner une formation dans divers domaines notamment dans la gestion coopérative et de projet.

8. Question de la gouvernance des écoles

Jusqu'en 1995, année de la création des premiers comités de gestion dans le secondaire, avant leur élargissement au primaire en 1999, le constat était amer: un vide s'était créé autour de l'école. L'éducation était exclusivement aux mains des pédagogues. Dans le primaire, le directeur de l'école jouissait de toutes les prérogatives liées à la gestion administrative, pédagogiques et socioculturelles. Il tenait à jour les dossiers maîtres et élèves, proposait les notes administratives, s'assurait du respect du programme et de la progression, du calendrier des devoirs et composition et assurait l'interface entre l'école et la communauté d'une part et d'autre part entre l'école et la hiérarchie. C'était une sorte de régent qui était parfois suppléé dans sa tâche par un adjoint.

La participation des parents était inexistante, tout comme le dialogue nécessaire entre éducateurs et parents d'élèves. Que faire alors pour que ceux-ci s'intéressent à leur école, et mieux encore, se l'approprient ?

Le comité de gestion est né du désir d'instaurer une dynamique de partenariat autour de l'école. Avant d'être une expérience, le COGES est une stratégie de motivation et de mobilisation de la communauté éducative autour de l'école.

L'objectif majeur qui lui a été assigné est la gestion participative et transparente de l'école.

A cet effet, il revient à la communauté de promouvoir l'entretien des bâtiments, des équipements et de sauvegarder le patrimoine, de participer à la gestion des activités socio-éducatives, d'aider à la promotion des activités pédagogiques, de contribuer à résoudre le déficit en enseignants, de faciliter la promotion de l'éducation des filles, de promouvoir l'installation de cantines scolaire et de participer à leur fonctionnement, d'œuvrer en faveur de l'hygiène et de la santé à l'école, de gérer pour le compte de l'école le système de prêt location des manuels scolaires, de recouvrer et de gérer les droits d'inscription et toute autre cotisation exceptionnelle décidée par la communauté éducative, de gérer les subventions de l'état et autres donations privées ou publiques, de lutter contre la violence et la tricherie et enfin d'assister les autorités à gérer les crises.

Comme on le voit les missions assignées à la communauté à travers le COGES ont un champ d'application assez large et rentrent parfois en concurrence avec celles assignées au collège des enseignants. En effet, la création des COGES n'a pas été précédée de la redéfinition ou du recadrage des missions du directeur d'école et de ses adjoints. Ce qui laisse apparaître de fréquents conflits de compétence même si la vocation des COGES est exprimée en termes d'aide, de contribution et de participation.

L'entretien des bâtiments, des équipements et de la sauvegarde du patrimoine est la première victime de ce conflit de compétence entre les enseignants qui en sont les utilisateurs et les parents d'élèves qui ont pour mission d'en promouvoir la pérennité. Les premiers accusent les seconds de ne pas prendre soin de « leur » école alors qu'il est reproché à ceux-ci une utilisation irrationnelle, à la limite du manque de conscience professionnelle des outils mis à leur disposition.

En effet, l'usage quotidien des outils pédagogiques est le fait des enseignants et c'est à eux qu'il revient naturellement de les ranger, les archiver pour en assurer une certaine pérennité.

Le problème réside dans le manque de formation des acteurs. Il nous paraît nécessaire d'organiser des formations en matière d'entretien, d'archivage et de restauration du matériel pédagogique.

La seconde pomme de discorde se situe au niveau des prérogatives données à la communauté de participer à la promotion des activités pédagogiques. Les enseignants nient aux parents le droit d'avoir à intervenir dans les affaires pédagogiques sous quelques formes que se soient en dehors du recrutement des enseignants bénévoles dont ils assurent le salaire. Ce qui fait que les prises de position des parents d'élèves dans le contrôle de l'assiduité des enseignants, du niveau d'exécution des programmes, de l'effectivité des compositions et devoirs sont des sujets de fréquentes discordes.

La troisième source de conflit se situe au niveau de la gestion des recettes de service: cotisations exceptionnelles, ristournes des activités de la coopérative et de la cantine et dons divers. Il revient souvent au trésorier adjoint qui est un enseignant de collecter ces fonds en tant que personne résidente et plus directement en contact avec les élèves. Le fait est qu'il s'adapte bien souvent le droit de gérer ces fonds au mépris du trésorier principal qui est un parent d'élève.

Dans la plupart des villages de la zone-cible, les communautés ont renoncé à de nombreuses prérogatives que leur donne le COGES à cause de multiples pressions que font peser sur eux les enseignants. En effet, face aux déficits d'enseignants et au peu d'attractivité des villages, les menaces constantes des enseignants de se faire muter ont pour conséquences de ramollir les ardeurs des parents à revendiquer leurs droits. Ce qui fait que dans les villages, la tendance aujourd'hui est à la monopolisation par les enseignants de la gestion des écoles. Les états des lieux, les devis estimatifs, la collecte des fonds et parfois le choix des entrepreneurs sont le fait des enseignants. Les parents se contentent des tâches protocolaires: accueil, hébergement, organisation de banquet etc.

En définitive, la gouvernance des écoles est rendue difficile par les nombreuses interférences entre les missions assignées aux acteurs et partenaires du système. En tout état de cause un recadrage des missions des directeurs d'école est à envisager pour réduire les effets alourdissant des suggestions telles « aider » « contribuer » « promouvoir » « faciliter » qui définissent les missions.

Conclusion

Cette étude a permis d'établir le lien entre le travail des enfants et les facteurs de l'environnement éducatif.

Car, il faut avant tout le noter, l'accroissement du nombre des enfants victimes des PFTE est inversement proportionnel à l'amélioration des conditions de fréquentation des enfants.

Les outils et méthodes utilisés ont permis de mettre en évidence un certain nombre de conditions favorables qui peuvent être considérées et hiérarchisées en fonction de la nature des acteurs en présence et de leur centre d'intérêt:

- Pour l'enfant, la réduction de la distance à parcourir pour rallier l'école et la possibilité d'avoir un repas à midi sont les facteurs les plus significatifs de l'amélioration des conditions de fréquentation.
- Pour les parents, c'est sans aucun doute la réduction voire la suppression des charges liées à l'école notamment les cotisations diverses et les frais de fournitures scolaires.
- Pour les organismes au développement ce sont la pertinence et la célérité des réponses à apporter aux situations qui préoccupent aussi bien les enfants que les parents qui induisent une progression plus rapide de la tendance baissière des PFTE.

Au demeurant la réduction du nombre des laissés-pour-compte, des taux d'absence, des taux d'abandon qui apparaissent comme les premières conséquences de la satisfaction des besoins des enfants et des parents donc des PFTE ne peuvent être obtenues que si concomitamment, des actions de lutte contre la pauvreté des familles et de promotion du dialogue intercommunautaire, gage de la cohésion sociale, sont menées.

Pour ce faire, un état des lieux exhaustif des besoins éducatifs a été fait et des plaidoyers en direction des acteurs et partenaires du système éducatif construits.

Les besoins éducatifs des communautés ciblées par l'étude sont énormes et touchent à tous les domaines de l'environnement socioéducatifs.

Les besoins en ressources matérielles, mobilières et immobilières concernent toutes les communautés et s'expriment en termes de construction, de réhabilitation, de dotation en manuels, en fournitures techniques et en mobiliers scolaires pour sécuriser l'environnement éducatif et fournir aux acteurs les outils nécessaires à l'accomplissement des tâches quotidiennes.

Les besoins en ressources alimentaires par la création et/ou l'accroissement de la capacité des cantines pour assurer la sécurité alimentaire et améliorer la fréquentation des enfants et par conséquent réduire les déperditions.

Les besoins en assistance et en formation notamment dans le cadre des COGES pour la diversification des sources de mobilisation des ressources financières, la gestion, l'entretien et la gouvernance des écoles qui seront fournis à travers des modules de formation pertinents assurés par les autorités de supervisions et les partenaires au développement. Ces modules devront intégrer l'apprentissage de divers métiers comme la menuiserie, la maçonnerie, l'électricité, l'archivage, la restauration d'ouvrage etc.

Les besoins en formation pédagogique notamment la prise en charge des laissés-pour-compte du système formel à travers les offres alternatives d'éducation (alphabétisation, écoles passerelles, écoles communautaires) qui prennent en compte le travail des enfants dans une approche « contextualisée ».

Bien que la satisfaction des besoins matériels et pédagogique par les systèmes de donation et d'encadrement soit indispensable, la lutte contre la pauvreté des familles par l'amélioration du prix d'achat bord champs des produits agricoles leur conférerait une certaine autonomie financière et réduirait le recours aux PFTE. Car le travail des enfants est la fois cause et conséquence de la lutte pour l'amélioration des revenus des familles.

Cependant, la principale tendance lourde au rapprochement de l'éducation des communautés s'exprime en termes de dialogue intercommunautaire et de cohésion sociale. Car l'indice de population qui détermine la mise en œuvre des facteurs de développement ne peut s'améliorer qu'à travers le regroupement lequel dépend de la confiance mutuelle que se témoignent les communautés.

C'est pourquoi nous préconisons des actions en faveur de la cohésion sociale dans les communautés de cacaoculture vu la multiplicité et la dispersion des campements qui se construisent autour d'entités familiales nucléaires ou péri-nucléaires.

Recommandations

Après analyse des données de l'évaluation des besoins éducatifs des zones-cibles et dans la perspective de la réduction des PFTÉ par la promotion de l'éducation, il nous est apparu nécessaire de faire quelques recommandations tout en précisant à titre indicatif les personnes morales ou physiques les plus aptes à y répondre.

1. Au BIT et autres organismes au développement, aux autorités préfectorales, aux chefs de village, aux agences d'exécution, il est recommandé d'instaurer une tradition d'échange, de dialogue et de rencontre entre les communautés en vue du développement de la cohésion sociale seule gage de la construction d'une vision synergique sur les grandes problématiques socioéducatives de leur environnement. Pour ce faire, il est nécessaire de développer trois types de rapports:

- Les échanges commerciaux par la création de marchés locaux par un rayonnement de campements et culturels à travers des activités ludiques et sportives.
- La confiance mutuelle à travers le respect des règles communes à l'environnement: les us et coutumes, les lois républicaines, les conventions interindividuelles, les règles négociées. La mise en place d'un cadre de discussion et d'échanges autour de ces règles en vue de leur vulgarisation et de leur adaptation éventuelle aux évolutions de la société.
- Le renforcement des liens sociaux à travers l'ethnie, la région ou la nationalité d'origine.

2. Aux autorités préfectorales, aux chefs de villages, aux chefs de communauté, il est recommandé d'œuvrer au regroupement des campements en vue d'obtenir des entités démographiquement viables car l'indice de population est l'un des principaux indices d'éligibilité aux programmes et projets de développement notamment les projets éducatifs. Il nous paraît donc impératif de mener des actions de sensibilisation en vue d'encourager et même d'inciter ces campements soit à aménager dans les villages noyaux soit à se regrouper. Les campements et villages concernés sont précisés dans le texte (contexte sociologique et fiches monographiques). Trois types d'aménagement sont proposés:

- Le regroupement de campements mitoyens situés dans un rayon de 7 km dont la population totale est au moins égale à 300 habitants avec une population scolarisable d'au moins 100 individus.
- La relocalisation dans le village noyau de campements situés dans un rayon de 5 km autour du dit village à certaines conditions: pas de conflits latents entre les deux entités, pas de remise en cause de la chefferie du village noyau et existence impérative d'école dans le village noyau.
- l'octroi de statut de village officiellement reconnu comme tel par l'autorité préfectorale à condition que ce campement dispose d'une école, qu'il ait plus de 300 habitants et qu'il ait l'aval du village noyau. L'existence d'autres

infrastructures (marché, pompe hydraulique, centre de santé, etc.) serait un atout supplémentaire.

3. Aux autorités préfectorales, aux autorités du ministère de l'agriculture, aux acheteurs et pisteurs, aux GVC et paysans, il est recommandé d'initier des actions allant dans le sens du respect du prix bord champ fixé par le gouvernement. En effet, il est plus que urgent d'harmoniser les actions des différents acteurs de la filière pour garantir un revenu acceptable aux producteurs car la recherche d'un meilleur revenu est à la fois cause et conséquence du travail des enfants. Pour ce faire, nous proposons qu'il soit fixé un indice en Francs CFA par km parcouru, déductible du prix d'achat. Par exemple si l'indice est 10 FCFA; pour 10 km parcourus depuis la centrale d'achat jusqu'au bord du champ, la part réservée au transport serait de 100 Francs CFA. Le prix d'achat au kg serait alors de X Franc fixé par le gouvernement déduit de 100 Francs. De cette façon, les pisteurs n'évalueraient plus le coût du transport au gré de leurs intérêts. Ce qui permettrait aux communautés de tirer le meilleur profit de leur production et par conséquent feraient face aux charges liées à la scolarisation de leurs enfants.

4. Aux GVC, aux associations de cadres, de jeunes et de femmes, il est recommandé d'initier des actions pouvant permettre le préfinancement des campagnes agricoles notamment la campagne cacaoyère pour non seulement éviter les abus des pisteurs mais aussi contrôler à leur profit la commercialisation de leur production.

5. Aux autorités du MEN (IEP, DREN, DDEN), aux COGES, il est recommandé de créer des classes maternelles dans les villages à fort taux de demande à l'entrée du cycle primaire pour relever l'âge minimum à l'entrée en CP. Ce qui aurait pour avantage de préparer les plus jeunes et de scolariser les plus âgés. Les villages de Kodi, Zougouzoa, Zaguietta et de Gazibouo pourraient accueillir des classes maternelles avec des effectifs suffisants.

6. Aux ONG, au BIT et autres organismes au développement, au gouvernement, aux conseils régionaux, aux maries, aux services de l'hydraulique villageoise, aux COGES, il est recommandé la construction d'une école à Oupagui, de 6 centres de santé, la réhabilitation de 12 écoles, de 39 pompes hydrauliques, l'électrification de 8 villages. Les localités concernées ont été précisées dans le texte (infrastructures de base et fiches monographiques).

7. Aux ONG, au BIT, au gouvernement, il est recommandé la formation des membres des COGES à divers métiers notamment la menuiserie, la maçonnerie, l'électricité, la mécanique des pompes hydrauliques pour l'entretien des facteurs de commodité qui permettent d'assurer la pérennité au poste des enseignants.

8. Aux autorités préfectorales, au MEN, au Ministère de la justice, il est recommandé d'organiser des audiences foraines en faveur des enfants de 5 à 9 ans tranche d'âge d'accès au CP1 dans la zone-cible, pour créer et établir des jugements supplétifs.

9. Au gouvernement, au MEN, il est recommandé de renforcer et de veiller à l'application effective de la mesure de gratuité par la suppression de la tenue scolaire obligatoire dans les villages et campements car les enfants y sont identifiés et reconnus par la communauté. En conséquence, il ne se pose à eux aucun problème de sécurité. Aucun

danger sur le chemin d'accès à l'école n'a été par ailleurs signalé. Il faudra aussi supprimer au CP, les fournitures additionnelles à la charge des parents d'élèves en les incorporant dans le kit scolaire. Ce sont:

- cahier d'application = 1 500 FCFA;
- cahier de dessin = 1 400 FCFA;
- crayon de couleur = 400 FCFA;
- sac d'écolier = 2 500 FCFA;
- tenue scolaire obligatoire = 6 000 FCFA;
- **Total = 11 800 FCFA.**

Les parents rechignent à faire face à cette charge et accusent les maîtres de faire de la rétention de fournitures pour porter entorse à la politique gouvernementale.

10. Aux ONG, aux COGES, au MEN, il est recommandé de promouvoir la scolarisation de la jeune fille et l'amélioration de sa fréquentation en prenant des mesures visant à réduire la distance à parcourir pour rallier l'école et à la suppression des tâches ménagères qui apparaissent comme un facteur limitant comparativement au garçon.

11. Aux ONG, au MEN, aux communautés, au BIT, il est recommandé de promouvoir la création de centres d'alphabétisation qui, en principe, peuvent être créés dans tous les villages pour peu qu'on y rencontre des adultes ou de jeunes adultes. Pour que ces centres soient viables, il convient de privilégier les villages remplissant les conditions suivantes: village de plus de 100 habitants, ayant un promoteur, une salle ou un hangar ou un espace tenant lieu de salle de classe et capable d'acquérir des documents d'apprentissages et de supports pédagogiques, de recruter un formateur grâce à la mobilisation de ressources propres.

12. Aux communautés, au MEN, au BIT et autres organismes au développement, il est recommandé de promouvoir la création d'écoles communautaires dans les campements de plus de 100 habitants avec une population scolarisable d'au moins 25 individus. Il faudra s'assurer de l'existence d'au moins une salle de classe, d'un hangar ou d'un espace libre, de la capacité de la communauté à assurer la rémunération d'au moins un formateur et de l'achat de manuels et de supports didactiques. Il faudra enfin s'assurer que la supervision pédagogique est effective grâce au concours des conseillers pédagogiques et des IEP. Les campements susceptibles d'abriter ces écoles sont indiquées dans le texte (tableau 7).

13. Au MEN, aux communautés, aux ONG, au BIT, il est recommandé la création d'écoles passerelles pour la prise en charge pédagogique des enfants précocement déscolarisés ou jamais scolarisés dont l'âge varie entre 9 et 12 ans. Le but des classes passerelles étant de donner une formation condensée et accélérée pour permettre à la cible d'intégrer, en fonction de ses résultats, une classe normale du cycle primaire. Les conditions de fonctionnement de ces classes sont les suivantes: cible comprise entre 9 ans et plus, durée de vie scolaire 3 ans au lieu de 6 ans, cours unifiés (CP, CE, CM), élaboration de documents pédagogiques adaptés aux cours unifiés, formation des formateurs aux

techniques d'encadrement dans les cours unifiés, mobilisation des ressources pour l'achat du matériel didactique et le paiement des salaires des formateurs et enfin supervision par les conseillers pédagogiques et les IEP (tableau 7).

14. Aux MEN, à la DNC, aux COGES, au BIT, il est recommandé la création de cantines scolaires dans 13 écoles (voir tableau 8) car le rôle des cantines dans l'amélioration de la fréquentation n'est plus à démontrer. Il convient néanmoins de prendre quelques dispositions:

Dispositions favorables:

- effectifs élèves suffisants;
- effectif élevé d'enfants venant des campements;
- existence de réfectoire et de tables de réfectoire;
- existence de cuisine;
- existence d'ustensiles de cuisine et de couverts pour les élèves;
- recrutement d'une cantinière;
- existence de champs communautaires et/ou de coopératives pour assurer la part de la communauté.

Dans le cas échéant:

- une salle de classe équipée de tables-bancs peut être utilisée comme réfectoire;
- un hangar étanche peut être utilisé comme cuisine;
- l'inexistence de champs communautaires ou de coopératives pouvant apporter un appoint de vivres ne doit pas être un frein à la création de cantines. Ce d'autant plus qu'il s'agit d'environnement caractérisé par des déficits. La politique de pérennisation des cantines scolaires ne doit pas se faire sur une base privative mais doit s'appuyer davantage sur la formation et l'assistance.

15. Au MEN, à la DNC, aux COGES, au BIT, il est recommandé d'aider à accroître la capacité de certaines cantines en fonction du niveau de déficit des rations par rapport à la demande (tableau 8). Dans ce cas les suivantes sont exigées:

- existence d'une cantine;
- existence des infrastructures de la cantine (cuisine, réfectoire, ustensiles, etc.);
- demande largement au-dessus de l'offre;
- existence de coopérative (à exiger);
- existence de champs communautaires (à exiger).

16. Aux ONG, aux COGES, au BIT, il est recommandé la construction de latrines et de point d'eau dans les écoles pour assurer la propreté de l'environnement et éviter les maladies notamment celles du péril fécal.

17. Aux COGES, aux communautés, il est recommandé de créer des GVC pour la vente collective de leurs produits agricoles. Les ristournes engrangées par les GVC suffiraient à elles seules à subvenir aux besoins des écoles. La démarche consiste à sensibiliser les parents, à expliquer l'intérêt financier des GVC, à expliquer les conséquences positives sur l'autonomie du village à expliquer le mode de calcul des ristournes et enfin évaluer les gains substantiels à partir de leur niveau de production.

18. Au BIT, aux ONG, il est recommandé de former les COGES à divers métiers et compétences notamment la gestion coopérative, l'élaboration de projet, la comptabilité simplifiée, la gestion de stock, la menuiserie, la maçonnerie, l'électricité, les techniques de restauration, d'entretien et d'archivage, etc.

19. Au BIT, au MEN, il est recommandé d'organiser un atelier portant sur la gouvernance des écoles au cours duquel les points de chevauchement entre les missions des directeurs d'écoles et celles assignées aux parents d'élèves à travers le COGES vont être débattus et clarifiés. En effet la définition des missions en de termes subjectifs tels que « aider » « contribuer » « participer » créer une situation confusionnelle. (Voir gouvernance des écoles).

20. Aux COGES, aux ONG, aux associations des cadres, il est recommandé la construction de logements-maîtres pour améliorer les conditions de vie des enseignants.

Annexe: Fiches monographiques des villages et campements rattachés

Les fiches monographiques ont été obtenues à l'issue du prélèvement de données quantitatives et qualitatives sur l'ensemble des 20 villages et 40 campements concernés par l'étude.

Ce prélèvement de données a été possible grâce à l'utilisation de 4 outils ayant des objectifs différents:

- 1) L'outil 0, avait pour objectif de voir dans quelle mesure les centrales de données telles que l'INS, la DIPES, l'ANADER, etc., avaient pris en compte, dans leurs analyses, les villages et campements concernés. Ce qui nous a guidé dans l'orientation pertinente que nous avons donné à cette étude. En effet, en dehors des données démographiques aucune autre donnée n'avait un intérêt particulier à l'atteinte des objectifs de l'étude. Dès lors, nous étés amenés à privilégier les données de terrain.
- 2) L'outil 1, avait pour objectif de collecter des informations relatives au statut et au revenu des communautés pour déterminer leurs influences sur la situation de l'éducation. Cette collecte s'est faite auprès des autorités préfectorales, des agents locaux de l'ANADER, des structures déconcentrées de l'agriculture et des communautés elles-mêmes.
- 3) L'outil 2 avait pour objectif de collecter des informations auprès des écoles des villages noyaux pour dresser un état des lieux le plus exhaustif possible et proposer des solutions aux problèmes éventuels.
- 4) L'outil 3 avait pour objectif de collecter des informations concernant l'accès à l'éducation des enfants des campements et proposer des solutions alternatives, adaptées et contextualisées.
- 5) L'outil 5 avait pour objectif de recueillir les opinions de différents groupes de témoins sur les domaines relevant de l'enquête autour d'un entretien, en dehors des informateurs-clés. Ces opinions nous ont permis de comprendre les perspectives des membres de la communauté sur les aspects clés de l'éducation dans la zone-cible.

A l'issue de l'application de ces différents outils, des données qualitatives et quantitatives ont été recueillies et classées suivants 7 domaines centraux de l'éducation, ce sont:

- 1) la démographie, la sociologie et l'économie des zones-cibles;
- 2) l'accès et l'environnement de l'apprentissage;
- 3) l'état des locaux et des équipements;
- 4) l'état de fonctionnement des cantines;

- 5) l'état de fonctionnement des COGES;
- 6) les enseignants et autres personnels d'éducation;
- 7) les résultats des évaluations.

L'ensemble des 7 domaines, renseignés, constitue la fiche monographique par village. Chaque fiche monographique constitue une base de données inestimable pour le village et les campements qui lui ont été rattachés dans le cadre de l'étude.

Département de Daoukro
Sous-préfecture d'Ouelle et Ettrokro
KONIEN KOUAMEKRO
(Tchendjebo et Ngattakouadiokro)

1. Démographie, sociologie, économie

1.1. Données démographiques¹⁷

Village noyau

Groupe d'âge	Genre		Les deux sexes	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	82	83	165	22,75
5 à 15 ans	157	164	331	45,65
15 à 60 ans et +	116	113	229	31,58
Population totale			725 habitants	100

Données de l'INS: Estimation 2012.

Campements rattachés

Campements	Tranches d'âge	Femmes	Hommes	Totale	%	Population totale
Tchendjébo	0 à 5 ans	8	3	11	17,7	62 habitants
	5 à 15 ans	18	10	28	45,1	
	15 à 60 ans +	13	10	23	37,0	
Ngattakouadiokro	0 à 5 ans	19	6	25	22,0	113 habitants
	5 à 15 ans	19	12	31	27,5	
	15 à 60 ans +	31	26	67	59,2	

Konien-Kouamekro et campements rattachés (données agrégées)

Groupe d'âge	Genre		Les deux sexes	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	109	92	201	22,58
5 à 15 ans	194	186	380	42,69
15 à 60 ans et +	160	149	309	34,71
Population totale			890 habitants	100

Ces données mettent en évidence deux faits de portée sociale et il en sera de même pour les données démographiques collectées dans les autres villages.

La réserve éducative dont il déjà été question dans la description du contexte démographique. Elle représente les populations de 0 à 5 ans et compte 201 individus en l'espèce.

La population scolarisable (5-15 ans) compte 380 individus.

¹⁷ L'estimation de la population des campements a été faite à partir de deux données secondaires fixes et consolidées et d'une donnée primaire:

- La première donnée secondaire est l'estimation 2012 de la population de Konien-Kouamekro à partir du taux de croissance moyen. Elle est de 725 habitants (donnée de l'INS).
- La deuxième donnée secondaire est l'indice de la tranche d'âge comprise entre 5 et 15 ans. Il est de 45,67 pour cent (donnée du PEV).
- La troisième donnée (primaire) est le résultat du comptage des individus par interrogation directe.

Le rapprochement de ces trois valeurs a permis d'estimer la population par tranche d'âge.

Or 246 enfants ont été scolarisés dans le village et campements satellites.

42 enfants ne sont donc répertoriés et peuvent faire l'objet de spéculations. On peut donc à juste titre penser qu'ils sont potentiellement victimes des PFTE.

1.2. Données sociologiques

Différentes communautés	Agni-Abey, Maliens, Burkinabés, Baoulés
Communautés majoritaires	Agni-Abey
Langue majoritaire	Agni-Abey

Statut du village

- **Regroupement:** non.
- **Statut officiel:** oui.
- **Principaux campements rattachés:** Tchendjébo (6 familles, 3 km); Siakakro 1 (3 familles, 6 km); N'gattakouadiokro (10 familles, 4 km); Nguessankonankro (5 familles, 5 km) Kouassiyaokro (1 famille, 4 km); Alikro (3 familles, 6 km).

A la question de la possibilité du regroupement des campements ou de leur aménagement dans le village noyau, voici la réponse du président du COGES:

« L'accueil des campements rattachés au village noyau dans le cadre d'un regroupement ne pose aucun problème dans la mesure où les familles des campements ont des familles tutrices ou parentes à Konienkouamekro. La question de la subordination des chefs des communautés au chef des Agni-Abey ne se pose pas. Elle est comprise et acceptée comme condition de leur implantation et gage de paix sociale ».

ASSA Kouadio, président du COGES.

1.3. Infrastructures de base

	Existant(e)	Etat physique	Etat de fonctionnement
Ecole	Oui	Dégradation générale	En fonctionnement
Dispensaire	Oui	Bon	En fonctionnement
Pompe hydraulique	4 pompes hydrauliques	Mauvais état	1 pompe en état de fonctionnement, 3 en panne
Electricité	Oui, grâce à un groupe électrogène offert par un fils du village.	Bon	En fonctionnement
Marché	Non, le marché le plus proche se situe à 14 km à Erokro	-	-

1.4. Données économiques

- **Cultures industrielles:** cacao, café, anacarde avec prédominance du cacao.
- **Cultures vivrières:** riz, maïs, igname, banane avec prédominance du riz.
- **Groupement à vocation coopérative (GVC):** un GVC a été créé en cette année 2012. Elle est parrainée par la coopérative « anouanzé » de Daoukro

et dispose d'un magasin de stockage. L'objectif à terme est de mobiliser des ressources grâce aux ristournes sur la vente des produits pour régler les charges liées à l'entretien et à la construction d'infrastructures.

Association des cadres, des femmes et des jeunes:

- L'association des cadres: don d'un groupe électrogène, d'un hangar pour les réunions et d'un dispensaire; lotissement du cadre d'habitation.
- L'association des jeunes: activités de métayages, achat de carburant pour le groupe électrogène, entretien routier, etc.
- L'association des femmes: entretien de l'espace vert, désherbage et entretien et nettoyage du dispensaire et de la pompe.

« Les femmes ont institué la vente de l'eau à 25 F la cuvette seulement lorsqu'une seule pompe fonctionne comme c'est le cas au moment de votre passage pour en assurer les frais d'entretien léger », la présidente des femmes.

2. Accès et environnement d'apprentissage

2.1. Présentation de l'école

IEP	DREN	Type Sociologie	Système Enseignement	Statut Etablissement	Code Type Régime	Nombre de cours	Nombre de salles	Classes à profils spécifiques
Ouellé	Daoukro	Rural	Primaire	Public, programme officiel	Mixte	6 (du CP1 au CM2)	6 salles de classes	1 classe jumelée (CE1 et CE2)

La raison évoquée pour justifier le jumelage du cours de CE est l'insuffisance de maître. Cette est tenue par un enseignant bénévole. Ce qui est pédagogiquement inacceptable en raison du manque de formation et de l'inexpérience du maître bénévole.

2.2. Accès

Recrutement au CP1

Age	Demande		Retenue		Refusé	
	F	G	F	G	F	G
5 à 8 ans	28	23	26	20	2	3
Total		51		46		5

- **Causes du refus:** Insuffisance de table-bancs, âge trop bas.

Tableau des effectifs

	Venant de Tchendjebo	Venant de Ngattakouadiokro	Total
CPU	00	00	00
CP1	2	4	49
CP2	2	1	48
CE1	00	00	36
CE2	1	1	34

	Venant de Tchendjebo	Venant de Ngattakouadiokro	Total
CM1	00	00	46
CM2	00	1	33
Total	5	7	246
Taux fréquent.	99%	89%	93%
Taux d'abandon	00%	14%	4%
Taux absence	1%	11%	7%

Etat des abandons

- CP1: 8 abandons.
- CE1: 1 abandon.
- CM2: 1 abandon.

Raisons des abandons

- Incapacité à acheter la tenue uniforme.
- Incapacité à acheter les fournitures obligatoires additionnelles.

Raisons des absences (surtout pour les enfants venant Ngattakouadiokro):

- Distance à parcourir 8 km par jour.
- Démotivation due la faim.
- Maladie (grippe et toux fréquentes).

Les enfants de Tchendjebo ont tous autant qu'ils sont des tuteurs dans le village. Ces tuteurs sont soit des parents soit des alliés de leurs familles d'origines (les alliés sont ceux à qui les villageois ont vendu, loué ou prêté des lopins de terre).

Les enfants de Ngattakouadiokro font l'aller et le retour entre leur village et Konienkouamekro. Ils sont sensés prendre leur déjeuner chez des tuteurs dans le village. Ce qui est très souvent improbable.

Au CP, le kit scolaire gratuit ne suffit pas à satisfaire les besoins en fournitures des élèves. De nombreuses autres fournitures leur sont exigées. Ce sont:

- Cahiers d'application = 1 500.
- Cahiers de dessin=1 400.
- Crayon de couleur= 400.
- Sacs d'écolier (pas exigé mais nécessaire en cas d'intempéries)=2 500.
- Tenue scolaire obligatoire=6 000.
- Soit un total de 11 800.

La période de rentrée étant une période creuse, sans récoltes, il est difficile aux parents de faire face aux charges additionnelles.

2.3. Protection et bien-être

- Distance moyenne parcourue: 4 km en aller et retour soit 8 km pour les enfants de Ngattakouadiokro.
- Dangers et risques: Aucun danger et risque n'ont été signalés ni sur le chemin de l'école ni dans la cour de l'école en dehors de la poussière, de la pluie et de la chaleur.

2.4. Environnement de l'apprentissage

	Existante	Inexistante
Clôture		X
Propriété de la cour	X	
Espace de jeu	X	
Point d'eau		X
Latrines		X
Trousse médicale		X

A défaut d'un point d'eau l'épouse du directeur sert de l'eau aux enfants dans des seaux où plusieurs élèves se servent d'un gobelet.

3. Etat des locaux et de l'équipement

3.1. Etat des locaux

	Etat	Besoins
Toiture	Trouée par endroits	Remplacement des tôles trouées/ colmatage
Murs	RAS	RAS
Fenêtres	RAS	RAS
Latrines	Inexistantes	6 latrines à construire
Logements- maîtres	3 en bon état	3 à construire

3.2. Etat du mobilier

	Etat	Besoins
Table banc	50 tables bancs branlants	50 à réparer; 80 neufs à fabriquer
Bureau maître	RAS	RAS
Chaise maître	RAS	RAS
Meuble de rangement	Inexistants	6 à fabriquer
Instruments de géométrie	4 ensembles en bon état	2 ensembles à acheter
Cartes géographiques	Inexistantes	Toutes les cartes en rapport avec le nouveau programme
Planche de SVT	Inexistantes	Toutes les planches
Fiches scolaires	Mauvais état	100 fiches
Tableaux de langage	Délabrés	4 ensembles (cp1-cp2)
Registres	RAS	RAS
Craie	RAS	RAS
Tableaux sur chevalet	Inexistants	5
Manuels élèves	Délabrés, déchirés, illisibles, incomplets	Toutes les matières (CP1 au CM2)
Manuels maîtres		

4. *Etat de fonctionnement de la cantine (Il n'existe pas de cantine dans cette école)*

Demande moyenne
Nombre de rationnaire disponible
Déficit à combler

Dispositions favorables à l'ouverture d'une cantine

- Effectif suffisant.
- Organisations de cadre, de femmes et de jeunes, actives qui pourraient venir en aides à une cantine de type gouvernemental.
- Besoin en nourriture pour les enfants surtout pour ceux venant des campements.

Dispositions alternatives

- Ouvrir une cantine communautaire avec le soutien financier de l'association des jeunes (métayage), des femmes (vente de l'eau), des cadres, du village (ristournes des ventes des produits) en attendant l'ouverture d'une cantine.
- Utiliser une salle de classe comme réfectoire.
- Utiliser la cuisine d'un enseignant en cas d'intempérie.
- Sollicitation de dons auprès des opérateurs économiques et des hommes politiques (surtout des candidats aux élections au moment des campagnes électorales).

5. *Etat de fonctionnement du COGES*

Activités réalisées	Sensibilisation porte à porte pour le recrutement au CP1
Projets réalisés	RAS
Projets à réaliser	Construction de 3 logements maîtres
Sources de financement	Gouvernement, cotisation, ristournes de la vente des produits agricoles, apport des cadres
Besoins de formation	Gestion coopératives, élaboration de projets rémunérateurs, gestion comptable et de stocks

6. *Enseignants et autres personnels d'éducation*

	IO	IA	Stagiaire	Bénévole	Total	Postes vacants
F	1	00			1	
G	3			1	4	
Total	4			1	5	2

Le déficit de 3 logements de maîtres est un frein à l'affectation d'enseignants dans le village. La première conséquence a été le jumelage des cours du CE avec en prime cette erreur administratives et pédagogique qui a consisté à confier cette classe à un bénévole.

Solutions alternatives:

- affecter des maitres stagiaires et célibataires pour faciliter les conditions de leur hébergement chez les parents d'élèves;
- recruter des bénévoles ayant au moins le BEPC et rémunérés pour le COGES.

7. Résultats des évaluations

Fait remarquable: le taux de réussite des élèves au CM1 est de 17 pour cent alors qu'il est de 86 pour cent au CP2, et de 81 pour cent au CM2. Les responsables chargés de l'encadrement: IEP, CPS, DE doivent intensifier leurs actions au profit du maitre de la classe. Car aucune raison socioéducative évidente et particulière n'explique cette situation.

8. Centre d'alphabétisation pour adultes (15 ans et plus)

NEANT.

9. Offre alternative d'éducation (classes passerelles/écoles communautaires)

NEANT.

KOKOSSOU
(SIAKAKRO et TIEBAKRO)

1. Démographie, sociologie, économie

1.1. Données démographiques

Village noyau

Groupe d'âge	Genre		Total	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	35	34	69	22,73
5 à 15 ans	74	63	137	45,65
15 à 60 ans et +	49	45	94	31,58
Population totale	158	142	300 habitants	100

Données de l'INS: Estimation 2012.

Campements rattachés

Campements	Tranches d'âge	Femmes	Hommes	Totale	%	Population totale
Siakakro	0 à 5 ans	14	11	25	17,8	
	5 à 15 ans	30	33	63	45,6	
	15 à 60 ans +	19	33	52	36,6	
Tiebakro	0 à 5 ans	6	3	9	17,3	52 habitants
	5 à 15 ans	8	13	24	46,1	
	15 à 60 ans +	31	26	19	635	

KOKOSSOU et campements rattachés (données agrégées)

Groupe d'âge	Sexe		Les deux sexes	%
	Femmes	Hommes		
0 à 5 ans	55	48	103	19,5
5 à 15 ans	112	109	221	41,9
15 à 60 ans et +	99	104	203	38,5
Population totale	266	261	527 habitants	100

1.2. Données sociologiques

Différentes communautés	Agni-Abey; Koulango; Lobi; Burkinabés; baoulés maliens;
Communautés majoritaires	Agni-Abey
Langue majoritaire	Agni-Abey

Statut du village

- **Regroupement:** non.
- **Statut officiel:** oui.
- **Principaux campements rattachés:** Siakakro (14 familles, 3 km); Tiebakro (1 familles, 3 km); Kobenankro (4 familles, 2,5 km); Alikro (3 familles, 5 km) Dongonkro (2 familles, 4 km); Alikro (3 familles, 6 km); Amarakro, Inzakro etc.

L'avis du chef du village au sujet du regroupement:

« Nous nous méfions des regroupements à cause des divergences au niveau des modes de succession. Dans le futur lorsque le village sera devenu très grand, les entités ayant un mode successoral différent du nôtre ne remettront-elles pas en cause la chefferie du village ? C'est pour cela que nous émettons quelques réserves sur ce sujet », Ameha Assandé Jean-Claude chef du village de Kokossou.

Il faut néanmoins envisager le regroupement des campements satellites sur le site de Kokossou pour accroître la capacité de mobilisation de ressources. Cela nécessite de sensibiliser les populations sur le caractère séculaire de la chefferie du village.

1.3. Infrastructures de bases

	Existant(e)	Etat physique	Etat de fonctionnement
Ecole	Oui	Dégradation générale	En fonctionnement
Centre de santé	Non, le centre de santé le plus proche est à Ettrokro à 16 km	-----	-----
Pompe hydraulique	2 pompes hydrauliques	Mauvais état	Non fonctionnelles (en panne)
Electricité	Non, la torche à pile et/ou la lampe à pétrole sont les deux seules sources d'éclairage	-----	-----
Marché	oui, périodicité hebdomadaire: dimanche	-	-

1.4. Données économiques

- **Cultures industrielles:** cacao, Café, Anacarde avec prédominance de l'anacarde.
- **Cultures vivrières:** riz, Maïs, igname, banane avec prédominance du riz.
- **Groupement à vocation coopérative (GVC):** non.

Association des cadres, des femmes et des jeunes

- L'association des cadres: contribution à la construction de l'école.
- L'association des jeunes: activités de métayages.
- L'association des femmes: non.

Sur la question de la mobilisation des sources voici ce que répondent le chef du village et le président du COGES.

« Nous comptons réactiver le GVC qui était dynamique avant la grande incendie de 1993. Nous comptons avec les femmes et les jeunes réaliser des champs communautaires d'ignames. Ces deux activités nous permettront de mobiliser les ressources nécessaires à l'extension et à l'entretien de l'école », Ameha Assandé, chef du village.

« Les ressources mobilisées par l'association des jeunes ne sont pas versées dans les caisses du COGES. Elles sont tenues par le trésorier de l'association. Cependant des

prélèvements ponctuelles sont effectués pour venir en aide au COGES », Konan Koffi, président du COGES.

2. Accès et environnement d'apprentissage

2.1. Présentation de l'école

IEP	DREN	Type Sociologie	Système Enseignement	Statut Etablissement	Code Type Régime	Nombre de cours	Nombre de salles	Classes à profils spécifiques
Ouéllé	Daoukro	Rural	Primaire	Public, programme officiel	Mixte	6 (du CP1 au CM2)	3 salles	Tous les cours jumelés (CP, CE, CM)

Tous les cours sont jumelés. Ce qui est dénote de l'insuffisance de salle de classe.

2.2. Accès

Recrutement au CP1

Age	Demandes		Retenues		Refusés	
	F	G	F	G	F	G
5 à 7 ans	20	19	20	19	00	00
Total		39		39		00

La demande d'éducation est faible par rapport au potentiel pré-scolarisable et scolarisable du village et des campements rattachés. Cette situation semble s'équilibrer avec la faiblesse de l'offre. Ceci est prouvé par l'aveu du chef du village à propos de 13 enfants scolarisables qui ne l'auraient pas été du fait du manque de moyens de leurs parents. Le jumelage des cours qui réduit la capacité d'accueil des salles a amené le directeur à refuser de nombreux enfants.

Tableau des effectifs

	Venant de SIAKAKRO	Venant de TIEBAKRO	Venant de KOKOSSOU	Total
CPU	00	00	00	00
CP1	7	00	32	39
CP2	4	00	24	28
CE1	3	00	14	17
CE2	00	00	29	29
CM1	4	00	30	34
CM2	2	00	34	36
Total	20	00	163	183
Taux fréquent.	90%	00	99%	95%
Taux d'abandon	15%	00	00	1,6%
Taux absence	10%	00	1%	5%

- Population pré-scolarisable: 103 enfants.
- Population scolarisable: 221.
- Effectifs des inscrits: 180.

- Effectif des laissés-pour-compte: 41.

Effectifs des classes jumelées

	Filles	Garçons	Total
CP (cp1+cp2)	31	37	68
CE (ce1+ce2)	20	25	45
CM (cm1+cm2)	27	43	70
Total	78	105	183

Etat des abandons

- CP1: 3 abandons venant de SIAKAKRO. Elles sont toutes d'ethnie LOBI.

Raisons des abandons

- Incapacité à acheter la tenue uniforme.
- Incapacité à acheter les fournitures obligatoires additionnelles.
- Démotivation due à la faim (les enfants sont censés avoir sur eux leur déjeuner de midi).

Raisons des absences

- Distance à parcourir 2 km pour les enfants de SIAKAKRO.
- Démotivation due la faim surtout les après-midi.
- Maladie (grippe et toux fréquentes).

« Les enfants de SIAKAKRO sont censés avoir sur eux leur déjeuner. Ce qui n'est pas toujours le cas. Alors ils sont tentés d'aller chercher à manger au campement à midi et très souvent ne reviennent plus », Mr Konan Koffi le Directeur.

« Les enfants de TIEBAKRO ne fréquentent pas l'école à KOKOSSOU, ils vont plutôt à AKAKRO à l'école de l'ESCAF », Mr Konan Koffi.

« 27 enfants venant des autres campements et fréquentent l'école à KOKOSSOU' », Mr Konan Koffi.

Les incapacités dues aux fournitures additionnelles ont été posées comme dans le village précédent.

«Au CP le kit scolaire gratuit ne suffit pas à satisfaire les besoins en fournitures des élèves. De nombreuses autres fournitures leur sont exigées. Ce sont:

- Cahiers d'application = 1 500.
- Cahiers de dessin = 1 400.
- Crayon de couleur = 400.
- Sacs d'écolier (pas exigé mais nécessaire en cas d'intempéries) = 2 500.
- Tenue scolaire = 6 000.

Soit un total de 11 800.

La période de rentrée étant une période creuse, sans récoltes, il est difficile aux parents de faire face aux charges additionnelles ».

2.3. Protection et bien-être

- Distance moyenne parcourue: 2 km en aller et retour soit 4 km pour les enfants de SIAKAKRO.
- Dangers et risques: Aucun danger et risque n'ont été signalés ni sur le chemin de l'école ni dans la cour de l'école en dehors de la poussière, de la pluie et de la chaleur.

2.4. Environnement de l'apprentissage

	Existante	Inexistante
Clôture		X
Propriété de la cour	X	
Espace de jeu		X
Point d'eau		X
Latrines		X
Trousse médicale		X

Le point d'eau est situé sur la place du village à environ 10 minutes de l'école.

3. Etat des locaux et de l'équipement

3.1. Etat des locaux

	Etat	Besoins
Toiture	RAS	RAS
Murs	RAS	RAS
Fenêtres	RAS	RAS
Latrines	Inexistantes	6 latrines à construire
Logements maître	1 en bon état	5 à construire

Il n'existe qu'un seul logement dans lequel vivent les 3 enseignants y compris le Directeur. Les conflits de cohabitation sont fréquents.

3.2. Etat du mobilier

	Etat	Besoins
Table banc	Bon mais insuffisants	200 en tenant compte de 3 nouvelles classes à construire.
Bureaux maîtres	Mauvais état (tables de fortune)	6
Chaises maîtres	Idem	6
Meuble de rangement	Inexistants	6 à fabriquer
Instruments de géométrie	inexistants	6 ensembles à acheter
Cartes géographiques	Inexistantes	Toutes les cartes en rapport avec le nouveau programme
Planche de SVT	Inexistantes	Toutes les planches
Fiches scolaires	Mauvais état	300 fiches
Tableaux de langage	Partiellement délabrées	2 ensembles (1 cp1 - 1 cp2)
Registres	RAS	RAS

	Etat	Besoins
Craie	RAS	RAS
Tableaux sur chevalet	Inexistants	5
Manuels élèves	Délabrés, déchirés, illisibles, incomplets	Toutes les matières (CP1 au CM2)
Manuels maîtres	RAS	RAS

4. *Etat de fonctionnement de la cantine (Il n'existe pas de cantine dans cette école)*

Demande moyenne	NEANT
Nombre de rationnaire disponible	NEANT
Déficit à combler	NEANT

- Dispositions à l'ouverture d'une cantine: Aucune disposition favorable bien que le besoins en nourriture des élèves soit permanent.
- Organisations de cadres, de femmes et de jeunes, insuffisamment actives pour venir en aide à une cantine de type gouvernemental dans le cadre de la pérennisation des cantines scolaires.

Dispositions transitoires

- Accentuer les travaux de métayage pour compte du COGES.
- Créer des champs communautaires d'igname couplés avec les légumes pour le compte du COGES.
- Réactiver le GVC du village pour mobiliser les ristournes de la vente des produits.

Dispositions alternatives

- Ouvrir une cantine communautaire avec le soutien financier de l'association des jeunes (métayage), des femmes, des cadres, de la communauté villageoise (ristournes des ventes des produits) en attendant l'ouverture d'une cantine.
- Utiliser une salle de classe comme réfectoire.
- Utiliser la cuisine d'un enseignant en cas d'intempérie.
- Sollicitation de dons auprès des opérateurs économiques et des hommes politiques (surtout des candidats aux élections au moment des campagnes électorales).

5. *Etat de fonctionnement du COGES*

Activités réalisées	Sensibilisation porte à porte pour le recrutement au CP1, achat de nourriture pour les enseignants stagiaires.
Projets réalisés	RAS
Projets à réaliser	Construction de 3 salles de classes, de 5 logements-maitres, d'1 réfectoire et d'1 cuisine pour la cantine
Sources de financement	Gouvernement, cotisation, ristournes de la vente des produits agricoles, apport des cadres
Besoins de formation	Gestion coopérative, élaboration de projets rémunérateurs, gestion comptable et de stocks

6. Enseignants et autres personnels d'éducation

	IO	IA	Stagiaire	Bénévole	Total	Postes vacants
F	00	00				
G	1	2	2		3	
Total	1	2	2		3	3

L'absence de logements de maître doublée de l'incapacité du village à héberger transitoirement les enseignants est une véritable tendance lourde qui pèse sur le développement de l'éducation dans le village.

Solutions alternatives:

- Affecter des maitres stagiaires et célibataires pour faciliter les conditions de leur hébergement chez les parents d'élèves.
- Construire 3 classes en matériaux provisoires.
- Recruter des bénévoles ayant au moins le BEPC et rémunérés pour le COGES, encadrés et formés par l'IEP et les CPS.

7. Résultats des évaluations

Les taux de réussite sont de 75 pour cent au CP, 82 pour cent au CE et 95 pour cent au CM.

8. Centre d'alphabétisation pour adultes (15 ans et plus)

NEANT.

9. Offre alternative d'éducation (classes passerelles/écoles communautaires)

NEANT.

Plaidoyers

- Construction de 3 classes et 5 logements de maitres (répertorier les sources de financement).
- Création de classes passerelles pour réduire les déperditions et le travail des enfants.
- Mise en place de solutions alternatives pour l'hébergement des enseignants.
- Regroupement des campements sur le site du village noyau pour accroître le taux de scolarisation et la capacité de mobilisation de ressources.

KODI

(Aboyakro et Ahi Nguessankro)

1. Démographie, sociologie, économie

1.1. Données démographiques

Village noyau

Groupe d'âge	Genre		Total	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	95	91	186	19,19
5 à 15 ans	229	213	442	45,65
15 à 60 ans et +	183	159	342	35,25
Population totale			970 habitants	100

Données de l'INS: Estimation 2012.

Campements rattachés

Campements	Tranches d'âge	Femmes	Hommes	Totale	%	Population totale
Aboyakro	0 à 5 ans	18	18	36	29,79	121 habitants
	5 à 15 ans	24	27	51	42,14	
	15 à 60 ans +	18	16	34	28,07	
Ahi- Nguessankro	0 à 5 ans	0	6	6	18,18	33 Habitants
	5 à 15 ans	3	9	12	36,36	
	15 à 60 ans +	6	9	15	45,46	

KODI et campements rattachés (données agrégées)¹⁸

Groupe d'âge	Genre		Les deux sexes	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	113	115	228	20,28
5 à 15 ans	256	249	505	44,92
15 à 60 ans et +	207	184	391	34,8
Population totale	576	548	1 124 Habitants	100

1.2. Données sociologiques

Différentes communautés	Baoulé, agni, burkinabé, béninois, malien
Communautés majoritaires	Baoulé
Langue majoritaire	Baoulé

Statut du village

- **Regroupement:** non.
- **Statut officiel:** oui.

¹⁸ L'estimation de la population des campements a été faite à partir de deux données secondaires fixes et consolidées et d'une donnée primaire:

- La première donnée secondaire est l'estimation 2012 de la population à partir du taux de croissance moyen. (donnée de l'INS).
 - La deuxième donnée secondaire est l'indice de la tranche d'âge comprise entre 5 et 15 ans. Il est de 45,67 pour cent (donnée du PEV).
 - La troisième donnée (primaire) est le résultat du comptage des individus par interrogation directe.
- Le rapprochement de ces trois valeurs a permis d'estimer la population par tranche d'âge et par sexe.

- **Principaux campements rattachés:** Aboyakro (9 km), Ahi Nguessankro (18 km). Les campements autour d'Aboyakro: Eluikro (1,5 km), Koffikouadiokro (2 km), Amanikro (3 km), Neakro (1 km), Diallokro (2 km).

1.3. Infrastructures de base

	Existant(e)	Etat physique	Etat de fonctionnement
Ecole	Oui	Acceptable dans l'ensemble	En fonctionnement
Centre de santé	Non, le centre de santé le plus proche est à Ouélé à 1 km	-----	-----
Source d'eau	Eau courante reçue d'Ouélé	-----	-----
Electricité	Oui, raccordement à partir d'Ouélé	-----	-----
Marché	non, le marché le plus proche est à 1 km à Ouélé	-----	-----

1.4. Données économiques

- **Cultures industrielles:** cacao, café, hévéa avec prédominance du cacao.
- **Cultures vivrières:** riz, maïs, igname, banane avec prédominance de l'igname.
- **Groupement à vocation coopérative (GVC):** non.

Association des cadres, des femmes et des jeunes

- L'association des jeunes: Oui, active. Réhabilitation d'un bâtiment de 3 classes grâce au PUP avec le concours de l'association des jeunes qui a dû verser la caution d'1 million requise. Principales sources de mobilisation de fond par les jeunes: location de bâches et de chaises. (voir plaidoyer pour la diversification des sources de revenu).
- L'association des femmes: oui, inactive. (plaidoyer).
- L'association des cadres: non, inactive. (voir plaidoyer).

2. Accès et environnement d'apprentissage

2.1. Présentation de l'école

IEP	DREN	Type Sociologique	Système Enseignement	Statut Etablissement	Code Type Régime	Nombre de cours	Nombre de salles	Classes à profils spécifiques
Ouélé	Daoukro	Rural	Primaire	Public, programme officiel	Mixte	6 (du CP1 au CM2)	12 salles de classes	Cours uniques

L'école est un groupe scolaire de 12 classes.

2.2. Accès

Recrutement au CP1

Age	Demandes		Retenues		Refusés	
	F	G	F	G	F	G
5 à 9 ans	34	47	34	47	00	00
Total		81		81		00

L'ensemble des enfants de Aboyakro et de Ahi-Nguessankro sont logés chez des tuteurs à KODI. Le phénomène de tutorat est facilité par le fait que les fondateurs de ces deux campements (Aboya et Ahi Nguessan) sont originaires de KODI.

Cependant les enfants dont l'âge varie entre 5 et 7 ans et originaires de ces campements ne sont pas inscrits à l'école car ils sont estimés trop jeunes pour vivre chez des tuteurs. Ce qui explique la scolarisation tardive des enfants dans cette zone.

Bien qu'il n'ait pas eu de refus lors du recrutement au CP1 les problèmes liés au fait d'extraits de naissance demeurent.

Tableau des effectifs

	Ahi Nguessankro	Aboyakro	Kodi	Total
CPU	00	00	00	00
CP1	01	12	84	97
CP2	02	7	75	84
CE1	01	2	55	58
CE2	00	1	68	69
CM1	02	2	71	75
CM2	01	5	77	83
Total	07	30		466
Taux fréquent.	95%	96%		98%
Taux d'abandon	14%	20%	00	
Taux absence	5%	4%		2%

- Population préscolarisable: 221 enfants.
- Population scolarisable: 505 enfants.
- Effectifs des inscrits: 460 enfants.
- Effectif des laissés-pour-compte: 45 enfants.

Raisons des absences

- Maladies diverses (grippes et toux fréquentes dues à la poussière en saison sèche).
- Faim et recherche de pitance surtout les après-midi.
- Nombreuses absence les veilles de congés et de rentrée. (Les élèves ont du mal à quitter les parents ce qui témoigne de la dureté de la vie chez les tuteurs).

Etat des abandons

- 1 enfant sur 7 à AHI Nguessankro.
- 6 sur 30 Aboyakro.

Les raisons des abandons selon le directeur de l'école:

«Les raisons connues sont principalement liées aux difficultés d'adaptation à la vie sous tutelle mais bien souvent nous sommes mis devant le fait accompli; les parents ne prenant même pas la peine de réclamer les dossiers», Mr KOUASSI BROU directeur de KODI 2.

2.3. Protection et bien-être

Dangers et risques: Aucun danger et risque n'ont été signalés ni sur le chemin de l'école ni dans la cour de l'école.

2.4. Environnement de l'apprentissage

	Existante	Inexistante
Clôture	X	
Propriété de la cour	X	
Espace de jeu	X	
Point d'eau	X	
Latrines	X	
Trousse médicale		X

Solution palliative à l'absence de point d'eau: des seaux remplis d'eau potables sont mis à la disposition des élèves dans la cour de l'école.

3. Etat des locaux et de l'équipement

3.1. Etat des locaux

	Etat	Besoins
Toiture	Trouaison généralisée sur un bâtiment	Toiture à remplacer
Murs	RAS	RAS
Fenêtres	RAS	RAS
Latrines	Bon état	RAS
Logements maître	Aucun	12 logements
Electrification des salles de classe	Inexistante	Pose d'un tableau de CIE à l'école en vue de l'éclairage des classes
Adduction d'eau potable	Inexistante	Pose d'un compteur de SODECI

L'absence de logements de maître à KODI est facteur de retard et même d'absence de maîtres car ils logent tous à Ouéllé.

3.2. Etat du mobilier

	Etat	Besoins
Table banc	Bon état	RAS
Bureaux maîtres	Bon état	RAS
Chaises maîtres	Bon état	RAS
Meuble de rangement	Bon état	RAS
Instruments de géométrie	Insuffisants	6 ensembles
Cartes géographiques	Inexistantes	Toutes les cartes en rapport avec le nouveau programme
Planche de SVT	Inexistantes	Toutes les planches
Fiches scolaires		RAS
Tableaux de langage		RAS
Registres	RAS	RAS
Craie	RAS	RAS
Tableaux sur chevalet	Inexistants	5
Manuels élèves	Délabrés, déchirés, illisibles, incomplets	CP, CE, CM: Toutes les matières
Manuels maîtres	RAS	RAS

4. Etat de fonctionnement de la cantine

Demande moyenne de ration journalière	300
Nombre de rations disponibles	120
Déficit à combler	180

Dispositions favorables à l'accroissement des rations alimentaires

- Effectif élevé.
- Nombreux d'enfants venant des campements.
- Association de jeune dynamique dont les actions profitent au COGES qui est à même d'assurer sa part dans le cadre d'une cantine de type gouvernemental.

Dispositions transitoires

- Réactiver les associations de jeunes et de femmes, créer une association de cadre.
- Créer des champs communautaires d'igname couplés avec les légumes pour le compte du COGES.
- Créer le GVC du village pour mobiliser les ristournes de la vente des produits.

5. Etat de fonctionnement du COGES

Activités réalisées	Sensibilisation porte à porte pour le recrutement au CP1
Projets réalisés	RAS
Projets à réaliser	612 logements maîtres; 1 réfectoire et 1 cuisine pour la cantine.
Sources de financement	Gouvernement, cotisation, apport financier de l'association des jeunes
Besoins de formation	Gestion coopératives, élaboration de projets rémunérateurs, gestion comptable et de stocks, maçonnerie, menuiserie, etc.
Avoir en compte	NEANT

6. Enseignants et autres personnels d'éducation

	IO	IA	Stagiaire	Bénévole	Total	Postes vacants
F	1	3				
G	3	5	00		4	
Total	4	8	00		12	00

L'absence de logements de maître oblige les enseignants à se loger à Ouéllé. Les nombreux retards des maîtres sont dus à cette situation qui est aggravée par l'absence de taxi dans la ville.

7. Résultats des évaluations

Les taux de réussite sont de 68 pour cent au CP, 56 pour cent au CE et 60 pour cent au CM. Pas de fait remarquable.

8. Centre d'alphabétisation pour adultes (15 ans et plus)

NEANT.

9. Offre alternative d'éducation (classes passerelles/écoles communautaires)

NEANT.

Plaidoyers

- Création d'un GVC et plantations communautaires pour diversifier et accroître les sources de mobilisation de fonds.
- Création d'une école à Aboyakro car il y a de nombreux campements satellites autour de ce lieu.
- Au cas échéant, création d'une école passerelle pour résoudre la question de la scolarisation tardive des enfants des campements.
- Création d'une école communautaire supervisée par l'IEP.

KODIAKRO -NGATTAKRO
(SIOKRO –NZIKOUADIOKRO)

1. Démographie, sociologie, économie

1.1. Données démographiques

Village noyau

Groupe d'âge	Genre		Total	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	19	18	37	19,5
5 à 15 ans	46	40	86	45,6
15 à 60 ans et +	36	30	66	34,9
Population totale	101	88	189 habitants	100

Données de l'INS: Estimation 2012.

Campements rattachés

Campements	Tranches d'âge	Femmes	Hommes	Totale	%	Population totale
Siokro	0 à 5 ans	11	6	17	16,8	101 habitants
	5 à 15 ans	22	18	40	39,6	
	15 à 60 ans +	19	25	44	43,5	
Nzikouadiokro	0 à 5 ans	3	4	7	23,3	30 habitants
	5 à 15 ans	5	6	11	36,6	
	15 à 60 ans +	5	7	12	40	
	Total	65	66	131		

KODIAKRO et campements rattachés (données agrégées)

Groupe d'âge	Genre		Total	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	33	28	61	19,0
5 à 15 ans	73	64	137	42,8
15 à 60 ans et +	60	62	122	38,1
Population totale	166	154	320 habitants	100

- Population préscolarisable: 61 enfants.
- Population scolarisable: 137 enfants.
- Effectif d'enfants inscrits: 127 enfants.
- 10 enfants sont laissés-pour-compte.

1.2. Données sociologiques

Différentes communautés	Baoulés
Communautés majoritaires	Baoulé
Langue majoritaire	Baoulés

Statut du village

- **Regroupement:** oui en cours depuis 2011. Plus de la moitié des familles réside encore sur l'ancien site.

- **Statut officiel:** oui.
- **Principaux campements rattachés:** Siokro (0,8 km); Nzikouadiokro (1 famille, 1 km).

Historique du regroupement

« SIO et NZI des ressortissants de KODIAKRO ont fondé respectivement SIOKRO et NZIKOUADIOKRO. Le village mère a décidé depuis 2011 de rejoindre le site fondé par SIO permettant ainsi à SIOKRO de réintégrer le village d'origine. Pour l'instant Nzikouadiokro demeure sur son site actuel », NZI Kouakou Emmanuel président du COGES.

1.3. Infrastructures de base

	Existant(e)	Etat physique	Etat de fonctionnement
Ecole	Oui	Très bon état	En fonctionnement
Centre de santé	Non, le centre de santé le plus proche est à Ouélé à 3 km	-----	-----
Pompe hydraulique	2 pompes hydrauliques	Mauvais état	1 en panne
Electricité	Non, la torche à pile et/ou la lampe à pétrole sont les deux seules sources d'éclairage	-----	-----
Marché	non, le marché le plus proche est à 3 km à Ouélé	-	-

1.4. Données économiques

- **Cultures industrielles:** cacao, café, avec prédominance du cacao.
- **Cultures vivrières:** riz, maïs, igname, banane avec prédominance de l'igname.
- **Groupement à vocation coopérative (GVC):** non (plaidoyer).

Association des cadres, des femmes et des jeunes

- L'association des jeunes: oui inactive (plaidoyer).
- L'association des femmes: oui, inactive (plaidoyer).

2. Accès et environnement d'apprentissage

2.1. Présentation de l'école

IEP	DREN	Type Sociologie	Système Enseignement	Statut Etablissement	Code Type Régime	Nombre de cours	Nombre de salles	Classes à profils spécifiques
Ouéllé	Daoukro	Rural	Primaire	Public, programme officiel	Mixte	5 (du CP1 au CM1)	4 salles de classes dont 1 paillote	Cours uniques

- L'école est un don de la mairie.

- Sur les 4 salles de classes que compte l'école, 3 sont en matériaux provisoires. 1 bâtiment de 3 salles est en construction.

2.2. Accès

Recrutement au CP1

Age	Demandes		Retenues		Refusés		
	F	G	F	G	F	G	
5 à 7 ans	7	14	7	14	00		00
Total		21		21			00

Il n'y a pas de refus mais 9 enfants ont été recrutés sans extraits de naissance.

Tableau des effectifs

	Venant de Nzikrokouadiokro	Venant de Kodiakro (siokro y compris)	Total
CPU	00	00	00
CP1	01	20	21
CP2	00	25	25
CE1	01	24	25
CE2	00	30	30
CM1	02	24	26
CM2	00	00	00
Total	00	123	127
Taux fréquent	97%	99%	98%
Taux d'abandon	00	00	00
Taux absence	3%	1%	2%

Raisons des absences

- Des retards dus à la distance à parcourir qui se transforment en absences.
- Démotivation due à la faim surtout les après-midi.
- Maladie (grippe et toux fréquentes).

2.3. Protection et bien-être

- Distance moyenne parcourue: 1 km en aller et retour soit 2 km pour les enfants de Nzikouadiokro.
- Dangers et risques: Aucun danger et risque n'ont été signalés ni sur le chemin de l'école ni dans la cour de l'école en dehors de la poussière, de la pluie et de la chaleur.

2.4. Environnement de l'apprentissage

	Existante	Inexistante
Clôture		X
Propriété de la cour	X	
Espace de jeu		X
Point d'eau		X
Latrines		X
Trousse médicale		X

Pour pallier à l'absence de point d'eau, des seaux remplis d'eau potable sont mis à la disposition des élèves dans la cour de l'école.

3. Etat des locaux et de l'équipement

3.1. Etat des locaux

	Etat	Besoins
Toiture	RAS	RAS
Murs	RAS	RAS
Fenêtres	RAS	RAS
Latrines	Inexistantes	6 latrines à construire
Logements maître	Aucun	6 à construire

Les maîtres logent à Ouellé. La première conséquence est le nombre élevé de retardataires et d'absents parmi les maîtres.

3.2. Etat du mobilier

	Etat	Besoins
Tables- bancs	Bon mais insuffisants	150 pour les 3 classes en construction.
Bureaux maîtres	Mauvais état (tables de fortune)	3
Chaises maîtres	Idem	3
Meubles de rangement	Inexistants	6 à fabriquer
Instruments de géométrie	inexistants	6 ensembles à acheter
Cartes géographiques	Inexistantes	Toutes les cartes en rapport avec le nouveau programme
Planches de SVT	Inexistantes	Toutes les planches
Fiches scolaires	Mauvais état	RAS
Tableaux de langage	Partiellement délabrés	2 ensembles (1 cp1 – 1 cp2)
Registres	RAS	RAS
Craie	RAS	RAS
Tableaux sur chevalet	Inexistants	5
Manuels élèves	Délabrés, déchirés, illisibles, incomplets	CE: toutes les matières
Manuels maîtres	RAS	RAS

4. Etat de fonctionnement de la cantine (Il n'existe pas de cantine dans cette école)

Demande moyenne	NEANT
Nombre de rationnaire disponible	NEANT
Déficit à combler	NEANT

Dispositions à l'ouverture d'une cantine: Aucune disposition favorable bien que le besoin en nourriture des élèves soit permanent

- Effectif suffisant.
- Organisations de cadre, de femmes et de jeunes, insuffisamment actives pour venir en aide à une cantine de type gouvernemental dans le cadre de la pérennisation des cantines scolaires.

Dispositions transitoires

- Réactiver les associations de jeunes et de femmes, créer une association de cadre.
- Créer des champs communautaires d'igname couplés avec les légumes pour le compte du COGES.
- Créer le GVC du village pour mobiliser les ristournes de la vente des produits.

5. *Etat de fonctionnement du COGES*

Activités réalisées	Sensibilisation porte à porte pour le recrutement au CP1, es
Projets réalisés	RAS
Projets à réaliser	6 logements maîtres; 1 réfectoire et d'1 cuisine pour une cantine: construction d'un muret; construction de latrines; achat de meuble de rangement
Sources de financement	Gouvernement, cotisation, ristournes de la vente des produits agricoles, apport des cadres
Besoins de formation	Gestion coopératives, élaboration de projets rémunérateurs, gestion comptable et de stocks
Avoir en compte	200 000 FCFA mobilisés grâce aux cotisations des parents qui se font non à l'école mais directement dans le village par famille et par quartier

6. *Enseignants et autres personnels d'éducation*

	IO	IA	Stagiaire	Bénévole	Total	Postes vacants
F	1	00				
G	3	1	00		4	
Total	4	1	00		5	00

- L'absence de logements de maître doublée de l'incapacité du village à héberger transitoirement les enseignants est une véritable tendance lourde qui pèse sur le développement de l'éducation dans le village.
- Solutions alternatives: Affecter des maîtres stagiaires et célibataires pour faciliter les conditions de leur hébergement chez les parents d'élèves.

7. *Résultats des évaluations*

Les taux de réussite sont de 96 pour cent au CP, 84 pour cent au CE et 62 pour cent au CM1. Pas de fait remarquable.

8. *Centre d'alphabétisation pour adultes (15 ans et plus)*

NEANT.

9. *Offre alternative d'éducation (classes passerelles/écoles communautaires)*

NEANT.

Plaidoyers

- Construction de 3 classes et 6 logements de maitres (répertorier les sources de financement).
- Mise en place de solutions alternatives pour l'hébergement des enseignants.
- GVC et associations pour mobiliser les fonds.

TCHOUMOUKRO
(Akpokro et Dogokro)

1. Démographie, sociologie, économie

1.1. Données démographiques¹⁹

Village noyau

Groupe d'âge	Genre		Total	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	21	23	44	19,19
5 à 15 ans	46	59	105	45,65
15 à 60 ans et +	42	41	83	35,16
Population totale	109	123	232 habitants	100

Données de l'INS: Estimation 2012.

Campements rattachés

Campements	Tranches d'âge	Femmes	Hommes	Totale	%	Population totale
Akpokro	0 à 5 ans	20	25	45	23,31	193 habitants
	5 à 15 ans	40	37	77	39,89	
	15 à 60 ans +	37	34	71	36,8	
Dongokro	0 à 5 ans	2	2	4	66,66	6 Habitants
	5 à 15 ans	0	1	1	16,67	
	15 à 60 ans +	1	0	1	16,67	

TCHOUMOUKRO et campements rattachés (données agrégées)

Groupe d'âge	Genre		Total	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	43	50	93	21,57
5 à 15 ans	86	97	183	42,45
15 à 60 ans et +	80	75	155	35,98
Population totale	209	222	431 Habitants	100

- Population préscolarisable: 93 enfants.
- Population scolarisable: 137 enfants.
- Effectif inscrit: 127 enfants.
- 10 enfants sont laissés-pour-compte.

¹⁹ L'estimation de la population des campements a été faite à partir de deux données secondaires fixes et consolidées et d'une donnée primaire:

- La première donnée secondaire est l'estimation 2012 de la population à partir du taux de croissance moyen. (donnée de l'INS).
- La deuxième donnée secondaire est l'indice de la tranche d'âge comprise entre 5 et 15 ans. Il est de 45,67 pour cent (donnée du PEV).
- La troisième donnée (primaire) est le résultat du comptage des individus par interrogation directe.

Le rapprochement de ces trois valeurs a permis d'estimer la population par tranche d'âge et par sexe.

1.2. Données sociologiques

Différentes communautés	Agni, Baoulé, Burkinabé, Koulango
Communautés majoritaires	Agni
Langue majoritaire	Agni

Statut du village

- **Regroupement:** non.
- **Statut officiel:** oui.
- **Principaux campements rattachés:** Akpokro (9 km), Dogokro (8 km), Amanikro (6 km), Kouassikro (6 km), Adjoukouamékro (7 km), Yaokro (8 km).

Selon le président du COGES le regroupement avec les campements aux alentours ne sera pas accepté parce qu'étant tous de la même culture, la question de la lignée successorale risque de se poser.

1.3. Infrastructures de base

	existant(e)	état physique	état de fonctionnement
Ecole	Oui	Très mauvais état	En fonctionnement
Centre de santé	Non, le centre de santé le plus proche est Katimansou à 3 km	-----	-----
Pompe hydraulique	3 pompes hydrauliques	Mauvais état	1 en panne
Electricité	Non, la torche à pile et/ou la lampe à pétrole sont les deux seules sources d'éclairage	-----	-----
Marché	non, le marché le plus proche est à 3 km à Katimansou; Périodicité: Mercredi	-	-

1.4. Données économiques

- **Cultures industrielles:** cacao, café, avec prédominance de l'Anacarde.
- **Cultures vivrières:** riz, maïs, igname, banane avec prédominance de l'igname.
- **Groupement à vocation coopérative (GVC):** non (plaidoyer).

Association des cadres, des femmes et des jeunes

- L'association des jeunes: oui inactive. (plaidoyer).
- L'association des femmes: oui, inactive. (plaidoyer).
- L'association de cadres: réalisation d'un barrage pour retenue d'eau.

2. Accès et environnement d'apprentissage

2.1. Présentation de l'école

IEP	DREN	Type Sociologie	Système Enseignement	Statut Etablissement	Code Type Régime	Nombre de cours	Nombre de salles	Classes à profils spécifiques
Ouellé	Daoukro	Rural	Primaire	Public, programme officiel	Mixte	6 (du CP1 au CM1)	6 salles de classes	Cours uniques

L'école est un don de la LONACI et du PGTR avec la participation de la communauté villageoise.

Une colonie de chauves-souris a construit des nids dans le plafond. Une puanteur se dégage du plafond et indispose enseignants et élèves.

2.2. Accès

Recrutement au CP1

Age	Demandes		Retenues		Refusés	
	F	G	F	G	F	G
5 à 7 ans	27	15	27	15	00	00
Total		42		42		00

Sur les 42 élèves recrutés, seuls deux disposent d'extraits de naissance.

Tableau des effectifs

	Venant de Akpokro	Venant de Dogokro	Tchoumoukro	Total
CPU	00	00	00	00
CP1	01	2	17	20
CP2	03	00	15	18
CE1	01	2	22	25
CE2	00	3	24	27
CM1	02	1	17	20
CM2	01	00	27	28
Total	8	8	122	138
Taux fréquent.	97%	82%	99%	98%
Taux d'abandon	00	25% (2)	0,81%(1)	2,17%(3)
Taux absence	3%	1%	1%	2%

Raisons des absences et des abandons

- Des retards dus à la distance à parcourir qui se transforment en absences lorsqu'ils sont trop importants.
- Démotivation due à la faim surtout les après-midi. Les enfants de Dogokro sont plus concernés que ceux d'Akpokro qui ont des tuteurs dans le village hôte.

2.3. Protection et bien-être

- Distance moyenne parcourue: 8 km en aller et retour 16 km pour les enfants de Dogokro.
- Dangers et risques: Aucun danger et risque n'ont été signalés ni sur le chemin de l'école ni dans la cour de l'école en dehors de la poussière, de la pluie et de la chaleur.

2.4. Environnement de l'apprentissage

	Existante	Inexistante
Clôture		X
Propriété de la cour		X
Espace de jeu		X
Point d'eau	X	
Latrines		X
Trousse médicale		X

3. Etat des locaux et de l'équipement

3.1. Etat des locaux

	Etat	Besoins
Toiture	RAS	RAS
Murs	RAS	RAS
Fenêtres et portes	Bon état	Serrures à remplacer
Latrines	Inexistantes	6 latrines à construire
Logements maître	2	4 à construire

3.2. Etat du mobilier

	Etat	Besoins
Tables- bancs	Branlants, désarticulés et insuffisants	200
Bureaux maîtres	Mauvais état (tables de fortune)	6
Chaises maîtres	Idem	6
Meubles de rangement	Inexistants	6 à fabriquer
Instruments de géométrie	inexistants	6 ensembles à acheter
Cartes géographiques	Inexistantes	Toutes les cartes en rapport avec le nouveau programme
Planche de SVT	Inexistantes	Toutes les planches
Fiches scolaires	Mauvais état	RAS
Tableaux de langage	Partiellement délabrés	2 ensembles (1 cp1 – 1 cp2)
Registres	RAS	RAS
Craie	RAS	RAS
Tableaux sur chevalet	Inexistants	5
Manuels élèves	Délabrés, déchirés, illisibles, incomplets	CE: Toutes les matières CE: Toutes les matières
Manuels maîtres	RAS	RAS

4- **Etat de fonctionnement de la cantine (Il n'existe pas de cantine dans cette école)**

Demande moyenne	NEANT
Nombre de rationnaire disponible	NEANT
Déficit à combler	NEANT

Dispositions à l'ouverture d'une cantine: Aucune disposition favorable bien que le besoin en nourriture des élèves soit permanent.

- Effectif insuffisant.
- Organisations de cadres, de femmes et de jeunes, insuffisamment actives pour venir en aide à une cantine de type gouvernemental dans le cadre de la pérennisation des cantines scolaires.

Dispositions à prévoir

- Réactiver les associations de jeunes et de femmes, créer une association de cadre.
- Créer des champs communautaires d'igname couplés avec les légumes pour le compte du COGES.
- Créer le GVC du village pour mobiliser les ristournes de la vente des produits.

Disposition transitoires

- Création d'un restaurant communautaire. Ce qui encouragerait les enfants des campements aux alentours venir à l'école.

5. **Etat de fonctionnement du COGES**

Activités réalisées	Sensibilisation porte à porte pour le recrutement au CP1, Cotisation
Projets réalisés	RAS
Projets à réaliser	4 logements maitres; 1 réfectoire et d'1 cuisine pour une cantine: construction d'un muret; construction de latrines; achat de meuble de rangement
Sources de financement	Gouvernement, cotisation, ristournes de la vente des produits agricoles, apport des cadres
Besoins de formation	Gestion coopératives, élaboration de projets rémunérateurs, gestion comptable et de stocks
Avoir en compte

Le président du COGES dit utiliser les sommes cotisées à recevoir les conseillers, à nourrir les stagiaires et à payer le salaire des bénévoles.

6. Enseignants et autres personnels d'éducation

	IO	IA	Stagiaires	Bénévole	Total	Postes vacants
F	00	00				
G	1	3	2 (1IO, 1IA)	2	6	
Total	1	3			4	2

Les 4 maîtres sont hébergés par des familles au village. Ce qui est évidemment source d'inconfort et d'inconfort.

7. Résultats des évaluations

Aucune évaluation n'avait encore été faite au moment de notre passage.

8. Centre d'alphabétisation pour adultes (15 ans et plus)

NEANT.

9. Offre alternative d'éducation (classes passerelles/écoles communautaires)

NEANT.

Plaidoyers

- Construction de 4 logements de maîtres.
- Mise en place de solutions alternatives pour l'hébergement des enseignants.
- GVC et associations pour mobiliser les fonds.
- Confection des jugements supplétifs pour les enfants 0-15 ans.
- Mise en place.

EBINI KOUADIOKRO
(Dougoutikro et Krakoffi)

1. Démographie, sociologie, économie

1.1. Données démographiques²⁰

Village noyau

Groupe d'âge	Genre		Total	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	37	43	80	19,20
5 à 15 ans	86	99	185	45,65
15 à 60 ans et +	70	72	142	34,88
Population totale	193	214	407 habitants	100

Données de l'INS: Estimation 2012.

Campements rattachés

Campements	Tranches d'âge	Femmes	Hommes	Totale	%	Population totale
Dougoutikro	0 à 5 ans	4	7	11	22,1	50 habitants
	5 à 15 ans	11	12	23	45,65	
	15 à 60 ans +	9	7	16	35,04	
Krakoffi	0 à 5 ans	11	6	17	16,8	101 Habitants
	5 à 15 ans	22	18	40	39,6	
	15 à 60 ans +	19	25	44	43,5	

EBINI KOUADIOKRO et campements rattachés (données agrégées)

Groupe d'âge	Genre		Les deux sexes	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	52	56	108	
5 à 15 ans	119	129	225	
15 à 60 ans et +	88	137	225	
Population totale	259	299	558 Habitants	100

- Population préscolarisable: 108.
- Population scolarisable: 225.
- Effectif scolarisé: 190.
- Laissés-pour-contre: 35.

²⁰ L'estimation de la population des campements a été faite à partir de deux données secondaires fixes et consolidées et d'une donnée primaire:

- La première donnée secondaire est l'estimation 2012 de la population à partir du taux de croissance moyen. (donnée de l'INS).
- La deuxième donnée secondaire est l'indice de la tranche d'âge comprise entre 5 et 15 ans. Il est de 45,67 pour cent (donnée du PEV).
- La troisième donnée (primaire) est le résultat du comptage des individus par interrogation directe.

Le rapprochement de ces trois valeurs a permis d'estimer la population par tranche d'âge et par sexe.

1.2. Données sociologiques

Différentes communautés	Baoulé, Burkinabé, Dioula
Communautés majoritaires	Baoulé
Langue majoritaire	Baoulé

Statut du village

- **Regroupement:** non.
- **Statut officiel:** oui.
- **Principaux campements rattachés:** Dougoutikro (9 km); Krakoffi (11 km), Kouakousèkro (18 km); Sablekouamekro (21 km).

1.3. Infrastructures de base

	Existant(e)	Etat physique	Etat de fonctionnement
Ecole	Oui	mauvais état	En fonctionnement
Centre de santé	Non, le centre de santé le plus proche est à Kouakousèkro 9 km	-----	-----
Pompe hydraulique	2 pompes hydrauliques	Mauvais état	1 en panne
Electricité	Oui	-----	-----
Marché	Non, le marché le plus proche est à 9 km Kouakousèkro	-----	-----

1.4. Données économiques

- **Cultures industrielles:** cacao, café, avec prédominance du cacao.
- **Cultures vivrières:** riz, maïs, igname, banane avec prédominance de l'igname.
- **Groupement à vocation coopérative (GVC):** non (plaidoyer).

Association des cadres, des femmes et des jeunes

- L'association des jeunes: oui, inactive (plaidoyer).
- L'association des femmes: oui, inactive (plaidoyer).
- L'association des cadres: oui, inactive.

2. Accès et environnement d'apprentissage

2.1. Présentation de l'école

IEP	DREN	Type Sociologie	Système Enseignement	Statut Etablissement	Code Type Régime	Nombre de cours	Nombre de salles	Classes à profils spécifiques
Ouellé	Daoukro	Rural	Primaire	Public, programme officiel	Mixte	6 (du CP1 au CM1)	6 salles de classes dont 3 paillottes	Cours uniques

3 salles de classes sont en dur et 3 salles est en matériaux provisoires.

2.2. Accès

Recrutement au CP1

Age	Demandes		Retenues		Refusés	
	F	G	F	G	F	G
5 à 9 ans	21	12	21	14	00	00
Total		33		33		00

Sur 33 enfants recrutés; 23 l'ont été sans extrait de naissance.

Le chef du village et le président du COGES reconnaissent que de nombreux enfants manquent à l'appel en raison du manque de moyens (tenue et fournitures complémentaires).

Tableau des effectifs

	Venant de Dougoutikro	Venant de Krakoffi	Ebinikouadiokro	Total
CPU	00	00		00
CP1	09	00	44	53
CP2	02	00	28	30
CE1	03	00	31	33
CE2	2	00	23	25
CM1	03	00	25	28
CM2	00	00	21	21
Total	19	00	171	190
Taux fréquent.	97%	00	99%	98%
Taux d'abandon	5 (26,33%)	00	7 (4%)	12 (6,31%)
Taux absence	3%	1%	2%	2%

Raisons des absences et des abandons

- Conditions de vie difficile chez les tuteurs.
- Démotivation due à la faim.
- Maladie (grippe et toux fréquentes).
- Généralement les vendredis (retour en famille pour les enfants des campements).

2.3. Protection et bien-être

- Distance moyenne parcourue: 9 km en aller et retour soit 18 km pour les enfants de Dougoutikro.
- Dangers et risques: Aucun danger et risque n'ont été signalés ni sur le chemin de l'école ni dans la cour de l'école en dehors de la poussière, de la pluie et de la chaleur.

2.4. Environnement de l'apprentissage

	Existant(e)	Inexistant(e)
Clôture		x
Propriété de la cour	Oui	
Espace de jeu		x
Point d'eau		x
Latrines		x
Trousse médicale		X

3. Etat des locaux et de l'équipement

3.1. Etat des locaux

	Etat	Besoins
Toiture	RAS	RAS
Murs	RAS	RAS
Fenêtres	RAS	RAS
Latrines	Inexistantes	6 latrines à construire
Logements maître	2 logements	4 à construire

3.2. Etat du mobilier

	Etat	Besoins
Tables-bancs	Bon mais insuffisants	200
Bureaux maîtres	Mauvais état (tables de fortune)	6
Chaises maîtres	Idem	6
Meubles de rangement	Inexistants	6 à fabriquer
Instruments de géométrie	Inexistants	64 ensembles à acheter
Cartes géographiques	Inexistantes	Toutes les cartes en rapport avec le nouveau programme
Planches de SVT	Inexistantes	Toutes les planches
Fiches scolaires	Mauvais état	100
Tableaux de langage	Partiellement délabrées	2 ensembles (1 cp1 – 1 cp2)
Registres	RAS	RAS
Craie	RAS	RAS
Tableaux sur chevalet	Insuffisants	2
Manuels élèves	Délabrés, déchirés, illisibles, incomplets	CP; CE; CM: Toutes les matières
Manuels maîtres	RAS	RAS

4. *Etat de fonctionnement de la cantine*

Demande moyenne	NEANT
Nombre de rationnaire disponible	NEANT
Déficit à combler	NEANT

Dispositions à l'ouverture d'une cantine: Aucune disposition favorable bien que le besoin en nourriture des élèves soit permanent

- Organisations de cadres, de femmes et de jeunes, insuffisamment actives pour venir en aide à une cantine de type gouvernemental dans le cadre de la pérennisation des cantines scolaires.

Dispositions transitoires

- Réactiver les associations de jeunes et de femmes, créer une association de cadre.
- Créer des champs communautaires d'igname couplés avec les légumes pour le compte du COGES.
- Créer le GVC du village pour mobiliser les ristournes de la vente des produits.

5. *Etat de fonctionnement du COGES*

Activités réalisées	Sensibilisation porte à porte pour le recrutement au CP1 et cotisation
Projets réalisés	RAS
Projets à réaliser	4 logements maîtres, 1 réfectoire et 1 cuisine pour une cantine: construction d'un muret; construction de latrines; achat de meuble de rangement
Sources de financement	Gouvernement, cotisation, ristournes de la vente des produits agricoles, apport des cadres
Besoins de formation	Gestion coopératives, élaboration de projets rémunérateurs, gestion comptable et de stocks, maçonnerie, menuiserie
Avoir en compte	

6. *Enseignants et autres personnels d'éducation*

	IO	IA	Stagiaire	Bénévole	Total	Postes vacants
F	-	-				
G	-	-	00			
Total	5	1	00		6	00

- L'absence de logements de maître doublée de l'incapacité du village à héberger transitoirement les enseignants est une véritable tendance lourde qui pèse sur le développement de l'éducation dans le village. Six (6) maîtres partagent un logement de 4 pièces.
- Solutions alternatives: Affecter des maitres stagiaires et célibataires pour faciliter les conditions de leur hébergement chez les parents d'élèves.

7. Résultats des évaluations

Les taux de réussite sont de 63 pour cent au CP, 48 pour cent au CE et 55 pour cent au CM.

8. Centre d'alphabétisation pour adultes (15 ans et plus)

NEANT.

9. Offre alternative d'éducation (classes passerelles/écoles communautaires)

NEANT.

Plaidoyers

- Construction de 3 classes et 4 logements de maitres (répertorier les sources de financement).
- Mise en place de solutions alternatives pour l'hébergement des enseignants.
- GVC et associations pour mobiliser les fonds.

DEPARTEMENT DE SOUBRE
SOUS-PREFECTURES DE:
MEAGUI, OUPOYO,
OKROUYO, GRAND-ZATRY
SOKOZOUA
(Seridougou et Heredougou)

1. Démographie, sociologie, économie

1.1. Données démographiques

Village noyau

Groupe d'âge	Genre		Total	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	42	39	81	23,11
5 à 15 ans	81	79	160	45,65
15 à 60 ans et +	60	50	110	31,24
Population totale	183	168	351 habitants	100

Données de l'INS: Estimation 2012.

Campements rattachés

Campements	Tranches d'âge	Femmes	Hommes	Totale	%	Population totale
Seridougou	0 à 5 ans	27	30	57	27,14	210 habitants
	5 à 15 ans	18	21	39	18,57	
	15 à 60 ans +	38	76	114	54,29	
Heredougou	0 à 5 ans	18	34	52	30,95	168 habitants
	5 à 15 ans	20	30	50	29,76	
	15 à 60 ans +	33	33	66	60,71	

SOKOZOUA et campements rattachés (données agrégées)

Groupe d'âge	Sexe		Les deux sexes	%
	Femmes	Hommes		
0 à 5 ans	87	103	190	28,40
5 à 15 ans	119	130	249	37,21
15 à 60 ans et +	131	99	230	34,39
Population totale	337	332	669 habitants	100

- Population préscolarisable; 190 enfants.
- Population scolarisable: 249 enfants.
- Effectif d'enfants inscrits: 127 enfants.
- Laissés-pour-compte: 122 enfants.

1.2. Données sociologiques

Différentes communautés	Bété, Abron, Agni, burkinabé, Malienne, baoulé
Communautés majoritaires	Burkinabé
Langue majoritaire	Dioula

Statut du village

- **Regroupement:** oui depuis 1986. (Oupéhoa et Boudegué).
- **Statut officiel:** oui.
- **Principaux campements rattachés:** Séridoukou (5 km) et Hérédoukou (7 km), Nzuekouadiokro (14 km), Bachiroudoukou (4 km).

1.3. Infrastructures de base

	Existant(e)	Etat physique	Etat de fonctionnement
Ecole	Oui	Très mauvais état	En fonctionnement
Centre de santé	Non, le centre de santé le plus proche est à Gbazoa à 2 km	-----	-----
Pompe hydraulique	2 pompes hydrauliques	Mauvais état	2 en panne. Source d'eau: puits traditionnels
Electricité	Non, la torche à pile et/ou la lampe à pétrole sont les deux seules sources d'éclairage	-----	-----
Marché	non, le marché le plus proche est à 3 km à Gbazoa à 2 km.	-	-

1.4. Données économiques

- **Cultures industrielles:** cacao, café, avec prédominance du cacao.
- **Cultures vivrières:** riz, maïs, igname, banane avec prédominance du riz.
- **Groupement à vocation coopérative (GVC):** non (plaidoyer).

Association des cadres, des femmes et des jeunes

- L'association des jeunes: non (plaidoyer).
- L'association des femmes: non (plaidoyer).

2. Accès et environnement d'apprentissage

2.1. Présentation de l'école

IEP	DREN	Type Sociologie	Système Enseignement	Statut Etablissement	Code Type Régime	Nombre de cours	Nombre de salles	Classes à profils spécifiques
Grand-Zatry	Soubre	Rural	Primaire	Public, programme officiel	Mixte	5 (du CP1 au CM2)	5 salles de classes dont 2 paillottes	Cours uniques

L'école compte 3 salles de classes en dur et 2 salles est en matériaux provisoires insalubres et délabrées. L'école est à réhabiliter.

2.2. Accès

Recrutement au CP1

Age	Demandes		Retenues		Refusés	
	F	G	F	G	F	G
5 à 7 ans	20	31	17	24	3	7
Total		51		41		10

Raisons du refus

- Insuffisance de tables-bancs.
- Absence d'extraits de naissance.

Tableau des effectifs

	Venant Sérédougou	Venant Hérédougou	Venant de Sokoza	Total
CPU	00	00		00
CP1	08	00	64	72
CP2	04	00	48	52
CE1	01	00	39	40
CE2	00	00		59
CM1	02	00	15	17
CM2	01	00	17	18
Total	16	00	242	258
Taux fréquent.	85%		94%	96%
Taux d'abandon	07 soit 41,17%	00	23 soit 9%	11,62%
Taux absence	15%	00	6%	4%

Raisons des absences

- Des retards dus à la distance à parcourir. 10 km par jour en aller et retour.
- Démotivation due à la faim surtout les après-midi.
- Maladie (grippe et toux fréquentes).

« Les enfants de Hérédougou fréquentent l'école de Zougouzoa. Ceux de Sérédougou n'ont pas de tuteurs dans le village. Ils sont livrés à eux –mêmes les midis », Mr Angbomon Assoumou, Directeur de l'école.

Raisons des abandons

« Les abandons interviennent dès les mois de Mars et Avril au moment des semences. Les parents désertent les villages et campements et les enfants sont davantage livrés à eux-mêmes. Ils rejoignent les parents dans les champs à la recherche de nourritures et bien souvent n'en reviennent plus. Il faut préciser que les champs sont situés sur l'autre rive de la LOBO et les traversées se font à pirogue », Mr Angbomon A.

2.3. Protection et bien-être

- Distance moyenne parcourue: 10 km en aller et retour.
- Dangers et risques: Aucun danger et risque n'ont été signalés ni sur le chemin de l'école ni dans la cour de l'école en dehors de la poussière, de la pluie et de la chaleur.

2.4. Environnement de l'apprentissage

	Existante	Inexistante
Clôture		X
Propriété de la cour	X	
Espace de jeu		X
Point d'eau		X
Latrines		x
Trousse médicale		X

La source d'approvisionnement en eau un puits traditionnel.

3. Etat des locaux et de l'équipement

3.1. Etat des locaux

	Etat	Besoins
Toiture	Trouaison généralisée	A réhabiliter
Murs	Décrépis, fissurés par endroits	A réhabiliter
Fenêtres et portes	Branlantes	A réhabiliter
Latrines	Inexistantes	6 latrines à construire
Logements- maîtres	5 en matériaux locaux et en mauvais état	6 à construire, en dur

3.2. Etat du mobilier

	Etat	Besoins
Tables-bancs	Désarticulés	150
Bureaux maîtres	Mauvais état	6
Chaises maîtres	Idem	6
Meubles de rangement	Inexistants	6 à fabriquer
Instruments de géométrie	inexistants	6 ensembles à acheter
Cartes géographiques	Inexistantes	Toutes les cartes en rapport avec le nouveau programme
Planches de SVT	Inexistantes	Toutes les planches
Fiches scolaires	Mauvais état	RAS
Tableaux de langage	Partiellement délabrées	2 ensembles (1 cp 1-1 cp2)
Registres	RAS	RAS
Craie	RAS	RAS
Tableaux sur chevalet	Inexistants	5
Manuels élèves	Délabrés, déchirés, illisibles, incomplets	CE: Toutes les matières
Manuels maîtres	RAS	RAS

4. **Etat de fonctionnement de la cantine (Il n'existe pas de cantine dans cette école)**

Demande moyenne	NEANT
Nombre de rationnaire disponible	NEANT
Déficit à combler	NEANT

Dispositions à l'ouverture d'une cantine: Aucune disposition favorable bien que le besoin en nourriture des élèves soit permanent

- Organisations de cadres, de femmes et de jeunes, inexistante pour venir en aide à une cantine de type gouvernemental dans le cadre de la pérennisation des cantines scolaires.

Dispositions transitoires

- Réactiver les associations de jeunes et de femmes, créer une association de cadre.
- Créer des champs communautaires d'igname et de Riz couplés avec les légumes pour le compte du COGES.
- Créer le GVC du village pour mobiliser les ristournes de la vente des produits.

5. **Etat de fonctionnement du COGES**

Activités réalisées	Sensibilisation porte à porte pour le recrutement au CP1
Projets réalisés	RAS
Projets à réaliser	6 logements maîtres; 1 réfectoire et d'1 cuisine pour une cantine: construction d'un muret; construction de latrines; achat de meuble de rangement, achat de tables- bancs
Sources de financement	Gouvernement, cotisation, ristournes de la vente des produits agricoles, apport des cadres
Besoins de formation	Gestion coopératives, élaboration de projets rémunérateurs, gestion comptable et de stocks
Avoir en compte	Néant

6. **Enseignants et autres personnels d'éducation**

	IO	IA	Stagiaire	Bénévole	Total	Postes vacants
F	00	02				
G	4	00	00		4	
Total	4	1	00		5	00

Solutions alternatives: Réhabiliter les logements maîtres en attendant la construction de logement en dur.

7. **Résultats des évaluations**

Les taux de réussite sont de 55 pour cent au CP, 50 pour cent la CE et 60 pour cent au CM1. Démotivation des acteurs (enseignants et élèves) est perceptible au vue des conditions de vie difficile. Ce qui explique sans doute la faiblesse des résultats.

8. Centre d'alphabétisation pour adultes (15 ans et plus)

NEANT.

9. Offre alternative d'éducation (classes passerelles/écoles communautaires)

NEANT.

Plaidoyers

- Construction de 3 classes et 6 logements de maitres.
- Réhabilitations des 3 classes existantes.
- GVC et associations à créer pour mobiliser les fonds.

MABEHIRI
(Julekro et Nguattakouassikro)

1. Démographie, sociologie, économie

1.1. Données démographiques²¹

Village noyau

Groupe d'âge	Sexe		Les deux sexes	%
	Femmes	Hommes		
0 à 5 ans	66	61	127	20,2
5 à 15 ans	146	142	288	45,46
15 à 60 ans et +	116	103	219	34,34
Population totale	328	305	633 habitants	100

Données de l'INS: Estimation 2012.

Campements rattachés

Campements	Tranches d'âge	Femmes	Hommes	Totale	%	Population totale
Julekro	0 à 5 ans	66	59	125	24,22	516 habitants
	5 à 15 ans	71	100	171	33,13	
	15 à 60 ans +	110	110	220	42,67	
Nguattakouassikro	0 à 5 ans	12	17	29	21,80	133 habitants
	5 à 15 ans	19	15	34	25,56	
	15 à 60 ans +	42	28	70	52,64	

MABEHIRI et campements rattachés (données agrégées)

Groupe d'âge	Genre		Total	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	144	137	281	21,91
5 à 15 ans	236	256	492	38,37
15 à 60 ans et +	268	241	509	39,72
Population totale	648	634	1 282 habitants	100

1.2. Données sociologiques

Différentes communautés	Bété, Baoulé, guinéen, Burkinabé, Tagbana
Communautés majoritaires	Baoulé
Langue majoritairement parlée	Dioula

Statut du village

- **Regroupement:** non.
- **Statut officiel:** oui.

²¹ L'estimation de la population des campements a été faite à partir de deux données secondaires fixes et consolidées et d'une donnée primaire:

- La première donnée secondaire est l'estimation 2012 de la population à partir du taux de croissance moyen. (donnée de l'INS).
- La deuxième donnée secondaire est l'indice de la tranche d'âge comprise entre 5 et 15 ans. Il est de 45,67 pour cent (donnée du PEV).
- La troisième donnée (primaire) est le résultat du comptage des individus par interrogation directe.

Le rapprochement de ces trois valeurs a permis d'estimer la population par tranche d'âge et par sexe.

- **Principaux campements rattachés:** Julekro (3 km), Ngattakouassikro (1 km), Kouassikankro (3 km), Albertkro (1 km), Siakakro (3 km).

1.3. Infrastructures de base

	Existant(e)	Etat physique	Etat de fonctionnement
Ecole	Oui	Mauvais état	En fonctionnement
Centre de santé	Non, le centre de santé le plus proche est à Okrouyo à 9 km	-----	-----
Source d'eau	Marigot d'une nappe phréatique	insalubre	-----
Electricité	Non, la torche à pile et/ou la lampe à pétrole sont les deux seules sources d'éclairage	-----	-----
Marché	non, le marché le plus proche est à 9 km à Okrouyo	-----	-----

1.4. Données économiques

- **Cultures industrielles:** cacao, café, palmier à huile, avec prédominance du cacao.
- **Cultures vivrières:** riz, maïs, igname, banane avec prédominance de l'igname.
- **Groupement à vocation coopérative (GVC):** non (plaidoyer).

Association des cadres, des femmes et des jeunes

- L'association des jeunes: non (plaidoyer).
- L'association des femmes: non (plaidoyer).
- L'association de cadres: non (plaidoyer).

2. Accès et environnement d'apprentissage

2.1. Présentation de l'école

IEP	DREN	Type Sociologie	Système Enseignement	Statut Etablissement	Code Type Régime	Nombre de cours	Nombre de salles	Classes à profils spécifiques
OKROUYO	SOUBRE	Rural	Primaire	Public, programme officiel	Mixte	6 (du CP1 au CM2)	6 salles de classes	Cours uniques

Il faut noter que Julekro dispose d'une école de 6 classes.

2.2. Accès

Recrutement au CP1 à Mabéhiri

Age	Demandes		Retenues		Refusés	
	F	G	F	G	F	G
5 à 9 ans	35	53	35	53	00	00
Total		88		21		00

Recrutement au CP1 à Julekro

32 demandes de recrutement au CP1 ont été présentées. Elles ont été toutes acceptées. Parmi elles, 12 filles et 18 garçons.

Tableau des effectifs

	Venant de Julekro	Venant de Ngattakouassikro	Mabéri	Total
CPU	00	00	00	00
CP1	51	27	61	139
CP2	62	08	39	109
CE1	51	08	34	93
CE2	47	20	27	94
CM1	25	15	22	62
CM2	31	07	21	59
Total	216	85	204	505
Taux fréquent.	91%	94%	94%	92,5%
Taux d'abandon	10 (3,74%)	10 (11,7%)	41 (20%)	61 (10,97%)
Taux absence	9%	6%	6%	7,5%

- Population préscolarisable: 281 enfants.
- Population scolarisable: 492 enfants.
- Effectif inscrits: 444 enfants.
- Laissés-pour-compte: 41.

Raisons des absences

- Des retards dus à la distance à parcourir qui se transforment en absences lorsqu'ils sont trop importants.
- Démotivation due à la faim surtout les après-midi.
- Maladie (grippe et toux fréquentes).

Raisons des abandons

- Incapacité à se procurer la tenue obligatoire.
- Incapacité à acheter les fournitures complémentaires obligatoires.

2.3. Protection et bien-être

- Distance moyenne parcourue: 1 km en aller et retour soit 2 km pour les enfants de Ngattakouassikro.
- Dangers et risques: Aucun danger et risque n'ont été signalés ni sur le chemin de l'école ni dans la cour de l'école en dehors de la poussière, de la pluie et de la chaleur.

2.4. Environnement de l'apprentissage

	Existante	Inexistante
Clôture		X
Propriété de la cour		X
Espace de jeu	X	
Point d'eau		X
Latrines		X
Trousse médicale		X

3. Etat des locaux et de l'équipement

3.1. Etat des locaux

	Etat	Besoins
Toiture	Trouaison généralisée	réhabilitation
Murs	Décrépis, dépeints	réhabilitation
Fenêtres et portes	Branlants, arrachés	Idem
Latrines	Inexistantes	6 latrines à construire
Logements maître	Logements en banco en très mauvais états	6 à construire
Source d'eau		Point d'eau

3.2. Etat du mobilier

	Etat	Besoins
Tables- bancs	Insuffisants	100
Bureaux maîtres	Mauvais état (tables de fortune)	6
Chaises maîtres	Idem	6
Meubles de rangement	Inexistants	6 à fabriquer
Instruments de géométrie	inexistants	6 ensembles à acheter
Cartes géographiques	Inexistantes	Toutes les cartes en rapport avec le nouveau programme
Planche de SVT	Inexistantes	Toutes les planches
Fiches scolaires	Mauvais état	RAS
Tableaux de langage	Partiellement délabrés	4 ensembles (2 cp 1- 2 cp 2)
Registres	RAS	RAS
Craie	RAS	RAS
Tableaux sur chevalet	Inexistants	5
Manuels élèves	Délabrés, déchirés, illisibles, incomplets	Toutes les disciplines, toutes les classes
Manuels maîtres	RAS	RAS

Les locaux de Julekro présentent les mêmes avaries que ceux de Mabéhiri sauf les logements de maîtres qui sont bâtis en dur et présentent un bon état physique.

4. *Etat de fonctionnement de la cantine (Il n'existe pas de cantine dans cette école)*

Demande moyenne	NEANT
Nombre de rationnaire disponible	NEANT
Déficit à combler	NEANT

Dispositions à l'ouverture d'une cantine: Aucune disposition favorable bien que le besoin en nourriture des élèves soit permanent

- Organisations de cadre, de femmes et de jeunes inexistantes pour venir en aide à une cantine de type gouvernemental dans le cadre de la pérennisation des cantines scolaires.

Dispositions à prévoir

- Mettre en place les associations de jeunes et de femmes, créer une association de cadre.
- Créer des champs communautaires d'igname couplés avec les légumes pour le compte du COGES.
- Créer le GVC du village pour mobiliser les ristournes de la vente des produits.

5. *Etat de fonctionnement du COGES*

Activités réalisées	Sensibilisation porte à porte pour le recrutement au CP1, cotisation exceptionnelles
Projets réalisés	RAS
Projets à réaliser	6 logements maitres; 1 réfectoire et d'1 cuisine pour une cantine: construction d'un muret; construction de latrines; achat de meuble de rangement, de tables- bancs
Sources de financement	Gouvernement, cotisation, ristournes de la vente des produits agricoles, apport des cadres
Besoins de formation	Gestion coopératives, élaboration de projets rémunérateurs, gestion comptable et de stocks, maçonnerie, menuiserie
Avoir en compte	-----

6. *Enseignants et autres personnels d'éducation*

	IO	IA	Stagiaire	Bénévole	Total	Postes vacants
Mabéhiri	5	1			6	00
Julekro	2	5	00		7	
Total	7	6	00		13	00

Les maîtres logent dans des conditions très difficiles avec des logements en banco aux murs fissurés, aux toitures trouées. Ils n'ont pour source d'eau qu'un marigot insalubre.

7. *Résultats des évaluations*

Les taux de réussite sont de 81 pour cent au CP, 19 pour cent au CE et 30 pour cent au CM. Les mauvais résultats sont dus au manque de motivation des acteurs éducatifs (enseignants et élèves): conditions de travail et de vie et faim.

8. Centre d'alphabétisation pour adultes (15 ans et plus)

NEANT.

9. Offre alternative d'éducation (classes passerelles/écoles communautaires)

NEANT.

Plaidoyers

- Réhabilitation de l'école (répertorier les sources de financement).
- Mise en place de solutions alternatives pour l'hébergement des enseignants.
- GVC et associations pour mobiliser les fonds.
- Confection de jugements supplétifs pour les enfants qui n'en disposent pas.

ZOUGOUZOA
(Nguessankro et Djonikro)

1. Démographie, sociologie, économie

1.1. Données démographiques²²

Village noyau

Groupe d'âge	Genre		Total	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	110	107	217	23,11
5 à 15 ans	215	215	430	45,65
15 à 60 ans et +	149	145	294	31,24
Population totale	474	467	941 habitants	100

Données de l'INS: Estimation 2012.

Campements rattachés

Campements	Tranches d'âge	Femmes	Hommes	Totale	%	Population totale
Djonikro	0 à 5 ans	12	8	20	22,73	88 habitants
	5 à 15 ans	11	14	25	28,40	
	15 à 60 ans +	18	25	43	48,87	
Nguessankro	0 à 5 ans	59	73	132	29,07	454 habitants
	5 à 15 ans	61	70	131	28,85	
	15 à 60 ans +	97	94	191	42,08	

ZOUGOUZOA et campements rattachés (données agrégées)

Groupe d'âge	Genre		Total	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	181	188	369	25,50
5 à 15 ans	287	299	586	40,49
15 à 60 ans et +	228	264	492	34,01
Population totale	696	751	1 447 habitants	100

1.2. Données sociologiques

Différentes communautés	Bété, Baoulé, Senoufo, Burkinabé, Malien, Guinéen, Abon
Communautés majoritaires	Bété
Langue majoritairement parlée	Dioula

²² L'estimation de la population des campements a été faite à partir de deux données secondaires fixes et consolidées et d'une donnée primaire:

- La première donnée secondaire est l'estimation 2012 de la population à partir du taux de croissance moyen. (donnée de l'INS).
- La deuxième donnée secondaire est l'indice de la tranche d'âge comprise entre 5 et 15 ans. Il est de 45,67 pour cent (donnée du PEV).
- La troisième donnée (primaire) est le résultat du comptage des individus par interrogation directe.

Le rapprochement de ces trois valeurs a permis d'estimer la population par tranche d'âge et par sexe.

Statut du village

- **Regroupement:** oui en 1983. Ibrehoa et Sehoa.
- **Statut officiel:** oui.
- **Principaux campements rattachés:** Nguessankro (3 km) et Djonikro (3 km).

1.3. Infrastructures de base

	Existant(e)	Etat physique	Etat de fonctionnement
Ecole	Oui	Très bon état	En fonctionnement
Centre de santé	Non, le centre de santé le plus proche est à Bassehoa à 3 km	-----	-----
Pompe hydraulique	3 pompes hydrauliques	Mauvais état	2 sont en panne; 1 fonctionne
Electricité	Oui.	-----	-----
Marché	Oui, périodicité mercredi.	-	-

1.4. Données économiques

- **Cultures industrielles:** Cacao, Café, Hévéa avec prédominance du Cacao.
- **Cultures vivrières:** Riz, Maïs, igname, banane avec prédominance du Riz.
- **Groupement à vocation coopérative (GVC):** non (plaidoyer).

Association des cadres, des femmes et des jeunes

- L'association des jeunes: oui inactive. (plaidoyer).
- L'association des femmes: oui, inactive. (plaidoyer).

« La communauté dispose d'une plantation de cacao de 3 ha, bénéficie de la ristourne de 1 million 500 mille francs annuelle sur l'implantation de l'antenne de Orange CI et d'un compte dont j'ignore le montant exact », Mme Dohouan, la directrice.

2. Accès et environnement d'apprentissage

2.1. Présentation de l'école

IEP	DREN	Type Sociologie	Système Enseignement	Statut Etablissement	Code Type Régime	Nombre de cours	Nombre de salles	Classes à profils spécifiques
Grand-Zatry	Soubre	Rural	Primaire	Public, programme officiel	Mixte	6(du CP1 au CM2)	6 salles de classes	Cours uniques

L'école est un don de la coopération allemande.

2.2. Accès

Recrutement au CP1

Age	Demandes		Retenues		Refusés	
	F	G	F	G	F	G
6 à 8 ans	36	48	32	43	4	9
Total		84		75		9

Seuls 3 enfants de Djonikro (1 fille et 2 garçons) ont participé au recrutement au CP1 Zougouzoa.

Tableau des effectifs

	Venant de Djonikro	Venant de Nguessankro	Zougouzoa	Total
CPU	00	00	00	00
CP1	03	00	73	75
CP2	05	00	68	73
CE1	04	00	60	64
CE2	05	00	59	64
CM1	00	00	67	67
CM2	00	00	61	61
Total	17	00		404
Taux fréquent.	83%	00		90%
Taux d'abandon	4,5%	00	00	3,2%
Taux absence	17%	00	2%	10%

- Population préscolarisable: 237 enfants.
- Population scolarisable: 455 enfants.
- Effectifs inscrits: 404 enfants.
- Laissés-pour-compte: 51 enfants.

Les enfants de Nguessankro ne sont pas pris en compte dans ce calcul car « ils préfèrent aller à Gabaguhé car la voie allant à ce village est plus praticable à moto et à vélo bien qu'étant plus proche de Zougouzoa » Mme la directrice.

Raisons des absences

- Des retards dus à la distance à parcourir qui se transforment en absences lorsqu'ils sont trop importants.
- Démotivation due à la faim surtout les après-midi.
- Maladie (grippe et toux fréquentes).

2.3. Protection et bien-être

- Distance moyenne parcourue: 3 km en aller et retour soit 6 km pour les enfants de Djonikro.

- Dangers et risques: Aucun danger et risque n'ont été signalés ni sur le chemin de l'école ni dans la cour de l'école en dehors de la poussière, de la pluie et de la chaleur.

2.4. Environnement de l'apprentissage

	Existante	Inexistante
Clôture		X
Propriété de la cour	X	
Espace de jeu	X	
Point d'eau		X
Latrines	X	X
Trousse médicale		X

Des seaux remplis d'eau potable sont mis à la disposition des élèves dans la cour de l'école.

3. Etat des locaux et de l'équipement

3.1. Etat des locaux

	Etat	Besoins
Toiture	RAS	RAS
Murs	RAS	RAS
Fenêtres	RAS	RAS
Latrines	Inexistantes	6 latrines à construire
Logements maître	RAS	

3.2. Etat du mobilier

	Etat	Besoins
Tables- bancs	Insuffisants	50
Bureaux maîtres	Bon état	RAS
Chaises maîtres	Idem	RAS
Meubles de rangement	RAS	RAS
Instruments de géométrie	Bon état mais insuffisants	3 ensembles à acheter
Cartes géographiques	Inexistantes	Toutes les cartes en rapport avec le nouveau programme
Planches de SVT	Inexistantes	Toutes les planches
Fiches scolaires	Insuffisants	50
Tableaux de langage	Partiellement délabrées	2 ensembles (1 cp 1- 1 cp 2)
Registres	RAS	RAS
Craie	RAS	RAS
Tableaux sur chevalet	RAS	RAS
Manuels élèves	Obsolètes	Toutes les matières
Manuels maîtres	Obsolètes	Idem

4. Etat de fonctionnement de la cantine (Il n'existe pas de cantine dans cette école)

Demande moyenne	NEANT
Nombre de rationnaire disponible	NEANT
Déficit à combler	NEANT

Dispositions à l'ouverture d'une cantine

- Effectif suffisant.
- Capacité à mobiliser les fonds dans le cadre d'une cantine de type gouvernemental.

Dispositions à prévoir

- Réactiver les associations de jeunes et de femmes, créer une association de cadre.
- Créer le GVC du village pour mobiliser les ristournes de la vente des produits.

Dispositions transitoires

- Création d'un restaurant communautaire.

5. *Etat de fonctionnement du COGES*

Activités réalisées	Sensibilisation porte à porte pour le recrutement au CP1
Projets réalisés	RAS
Projets à réaliser	6 logements maitres; 1 cuisine et 1 réfectoire pour une cantine
Sources de financement	Gouvernement, cotisation, vente des produits agricoles et ristournes diverses.
Besoins de formation	Gestion coopératives, élaboration de projets rémunérateurs, gestion comptable et de stocks
Avoir en compte	-----

6. *Enseignants et autres personnels d'éducation*

	IO	IA	Stagiaire	Bénévole	Total	Postes vacants
F	1	1			2	
G	4	1	00		5	
Total	5	2	00		7	00

7. *Résultats des évaluations*

Les taux de réussite sont de 18 pour cent au CP, 46 pour cent au CE et 16 pour cent au CM1 et 78 pour cent au CM2.

« Les mauvais résultats sont dus aux effectifs élevés et à l'absence d'une cantine »,
Mme la Directrice.

8. *Centre d'alphabétisation pour adultes (15 ans et plus)*

NEANT.

9. *Offre alternative d'éducation (classes passerelles/écoles communautaires)*

NEANT.

Plaidoyers

- Construction de d'un point d'eau à l'école.
- Création d'une cantine.
- Création d'un restaurant communautaire.
- GVC et associations pour mobiliser les fonds.

OUPAGUI
(Yao Julekro et Barthélemykro)

1. Démographie, sociologie, économie

1.1. Données démographiques²³

Village noyau

Groupe d'âge	Genre		Total	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	154	149	303	20,2
5 à 15 ans	344	339	683	45,46
15 à 60 ans et +	265	252	517	34,34
Population totale	763	740	1 503 habitants	100

Données de l'INS: Estimation 2012.

Campements rattachés

Campements	Tranches d'âge	Femmes	Hommes	Totale	%	Population totale
Yao Julekro	0 à 5 ans	24	26	50	21,64	
	5 à 15 ans	24	29	53	22,94	
	15 à 60 ans +	59	69	128	55,42	
Barthélemykro	0 à 5 ans	49	59	108	25,3	426 habitants
	5 à 15 ans	45	45	100	23,4	
	15 à 60 ans +	103	115	218	51	

OUPAGUI et campements rattachés (données agrégées)

Groupe d'âge	Genre		Total	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	227	234	461	21
5 à 15 ans	413	453	866	39,5
15 à 60 ans et +	427	436	863	39,4
Population totale	1 067	1 123	2 190 habitants	100

- Population préscolarisable: 461 enfants.
- Population scolarisable: 866 enfants.
- Effectifs inscrits: 89 enfants.
- Laissés-pour-compte: 777.

²³ L'estimation de la population des campements a été faite à partir de deux données secondaires fixes et consolidées et d'une donnée primaire:

- La première donnée secondaire est l'estimation 2012 de la population à partir du taux de croissance moyen. (donnée de l'INS).
- La deuxième donnée secondaire est l'indice de la tranche d'âge comprise entre 5 et 15 ans. Il est de 45,67 pour cent (donnée du PEV).
- La troisième donnée (primaire) est le résultat du comptage des individus par interrogation directe.

Le rapprochement de ces trois valeurs a permis d'estimer la population par tranche d'âge et par sexe.

1.2. Données sociologiques

Différentes communautés	Bété, Baoulé; Dioula, Burkinabé
Communautés majoritaires	Bété
Langue majoritaire	Bété

Statut du village

- **Regroupement:** non.
- **Statut officiel:** oui.
- **Principaux campements rattachés:** Barthélémiro (10 km), Yaojulekro (5 km), Nzikouadiokro (1 familles, 1 km).

1.3. Infrastructures de base

	Existant(e)	Etat physique	Etat de fonctionnement
Ecole	NON	-----	-----
Centre de santé	Non, le centre de santé le plus proche est à Oupoyo à 1 km	-----	-----
Pompe hydraulique	Non	Mauvais état	1 en panne
Electricité	Oui,	-----	-----
Marché	non, le marché le plus proche est à 1 km à Oupoyo	-	-

1.4. Données économiques

- **Cultures industrielles:** cacao, café, avec prédominance du cacao.
- **Cultures vivrières:** riz, maïs, igname, banane avec prédominance de l'igname.
- **Groupe à vocation coopérative (GVC):** non (plaidoyer).

Association des cadres, des femmes et des jeunes

- L'association des jeunes: NON.
- L'association des femmes: NON.
- L'association des cadres: NON.

2. Accès et environnement d'apprentissage

2.1. Présentation de l'école

IEP	DREN	Type Sociologie	Système Enseignement	Statut Etablissement	Code Type Régime	Nombre de cours	Nombre de salles	Classes à profils spécifiques
Méagui	Soubre	Rural	Primaire	Public, programme officiel	Mixte	NEANT	NEANT	NEANT

Oupagui n'a pas d'école.

2.2. Accès

Recrutement au CP1

Certains enfants de Oupagui, Yaojulekro et Barthéliemiekro participent au recrutement à l'entrée en CP1 à Oupoyo.

Age	Demandes		Retenues		Refusés	
	F	G	F	G	F	G
5 à 7 ans	3	05	3	5	00	00
Total		08		08		00

Il paraît évident que la plupart des enfants de ces villages et campements sont inscrits ailleurs notamment à Kouadiokro à 10 km de Oupagui cependant plus proche de juleyaokro.

Tableau des effectifs

	Venant de Yaojulekro	Venant de Barthéliemiekro	Oupagui	Total
CPU	00	00	00	00
CP1	03	01	04	08
CP2	07	00	15	22
CE1	09	02	11	22
CE2	07	01	13	21
CM1	03	00	06	09
CM2	00	00	07	07
Total	29	04		89
Taux fréquent.	92%	90%	92%	91,66%
Taux d'abandon	00	00	00	
Taux absence	7%	10%	8%	

Raisons des absences

- Des retards dus à la distance à parcourir qui se transforment en absences lorsqu'ils sont trop importants.
- Démotivation due à la faim surtout les après-midi.
- Maladie (grippe et toux fréquentes).

2.3. Protection et bien-être

- Distance moyenne parcourue: 10 km/jour pour certains enfants de Yaojulekro.
- Dangers et risques: Aucun danger et risque n'ont été signalés ni sur le chemin de l'école ni dans la cour de l'école en dehors de la poussière, de la pluie et de la chaleur.
- Tous les enfants venant de Barthéliemiekro ont des tuteurs à Oupoyo.
- Certains enfants de Yaojulekro font le trajet matin et soir soit 10 km.

2.4. Environnement de l'apprentissage (Oupoyo 1, 2, 3, 4)

	Existante	Inexistante
Clôture		X
Propriété de la cour	X	
Espace de jeu	X	
Point d'eau	X	
Latrines	X	
Trousse médicale		X

3. Etat des locaux et de l'équipement

3.1. Etat des locaux

	Etat	Besoins
Toiture	Trouaison localisée	Réhabilitation
Murs	Décrépis	RAS
Fenêtres	RAS	RAS
Latrines	RAS	RAS
Logements maître	22 en bon état	8 logements

3.2. Etat du mobilier

	Etat	Besoins
Tables- bancs	Insuffisants	250 pour les 3 classes en construction.
Bureaux maîtres	Mauvais état	10
Chaises maîtres	Idem	10
Meubles de rangement	Inexistants	12 à fabriquer
Instruments de géométrie	inexistants	12 ensembles à acheter
Cartes géographiques	Inexistantes	Toutes les cartes en rapport avec le nouveau programme
Planches de SVT	Inexistantes	Toutes les planches
Fiches scolaires	Mauvais état	RAS
Tableaux de langage	Partiellement délabrées	4 ensembles (1 cp 1 – 1 cp 2)
Registres	RAS	RAS
Craie	RAS	RAS
Tableaux sur chevalet	Inexistants	10
Manuels élèves	Délabrés, déchirés, illisibles, incomplets	Toutes les matières et Toutes les classes
Manuels maîtres	RAS	RAS

4. Etat de fonctionnement de la cantine

Demande moyenne	500
Nombre de rations disponible	240
Déficit à combler	260

Dispositions à l'ouverture d'une cantine: Aucune disposition favorable bien que le besoin en nourriture des élèves soit permanent

- Organisations de cadre, de femmes et de jeunes, insuffisamment actives pour venir en aide à une cantine de type gouvernemental dans le cadre de la pérennisation des cantines scolaires.

Dispositions transitoires

- Réactiver les associations de jeunes et de femmes, créer une association de cadre.
- Créer des champs communautaires d'igname couplés avec les légumes pour le compte du COGES.
- Créer le GVC du village pour mobiliser les ristournes de la vente des produits.

5. *Etat de fonctionnement du COGES*

Activités réalisées	Sensibilisation porte à porte pour le recrutement au CP1 et cotisation.
Projets réalisés	RAS
Projets à réaliser	8 logements maitres;
Sources de financement	Gouvernement, cotisation, ristournes de la vente des produits agricoles, apport des cadres
Besoins de formation	Gestion coopératives, élaboration de projets rémunérateurs, gestion comptable et de stocks
Avoir en compte	

6. *Enseignants et autres personnels d'éducation*

IO	IA	Stagiaire	Bénévole	Total	Postes vacants
F					
G					
Total					00

Il n'y a pas d'école à Oupagui par conséquent il n'y a pas d'enseignants.

7. *Résultats des évaluations*

Non disponibles.

8. *Centre d'alphabétisation pour adultes (15 ans et plus)*

NEANT.

9. *Offre alternative d'éducation (classes passerelles/écoles communautaires)*

NEANT.

Plaidoyers

- Construction 8 logements de maitres (répertorier les sources de financement).
- Mise en place de solutions alternatives pour l'hébergement des enseignants.
- GVC et associations pour mobiliser les fonds.

KANGAGUI
(N'Dakouamékro et Loukoukro)

1. Démographie, sociologie, économie

1.1. Données démographiques²⁴

Village noyau

Groupe d'âge	Genre		Total	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	107	103	210	22,86
5 à 15 ans	211	208	419	45,65
15 à 60 ans et +	147	144	291	31,49
Population totale	465	455	920 habitants	100

Données de l'INS: Estimation 2012.

Campements rattachés

Campements	Tranches d'âge	Femmes	Hommes	Totale	%	Population totale
N'Dakouamékro	0 à 5 ans	70	60	130	22,29	583 habitants
	5 à 15 ans	91	91	182	31,21	
	15 à 60 ans +	112	159	271	46,5	
Loukoukro	0 à 5 ans	16	26	42	27,81	151 Habitants
	5 à 15 ans	20	19	39	25,82	
	15 à 60 ans +	33	37	70	46,37	

KANGAGUI et campements rattachés (données agrégées)

Groupe d'âge	Genre		Total	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	193	189	382	23,09
5 à 15 ans	322	318	640	38,69
15 à 60 ans et +	292	340	632	38,22
Population totale	807	847	1 654 Habitants	100

- Population préscolarisable: 61 enfants.
- Population scolarisable: 137 enfants.
- Effectifs inscrits: 127 enfants.
- Laissés pour compte: 10.

²⁴ L'estimation de la population des campements a été faite à partir de deux données secondaires fixes et consolidées et d'une donnée primaire:

- La première donnée secondaire est l'estimation 2012 de la population à partir du taux de croissance moyen. (donnée de l'INS).
- La deuxième donnée secondaire est l'indice de la tranche d'âge comprise entre 5 et 15 ans. Il est de 45,67 pour cent (donnée du PEV).
- La troisième donnée (primaire) est le résultat du comptage des individus par interrogation directe.

Le rapprochement de ces trois valeurs a permis d'estimer la population par tranche d'âge et par sexe.

1.2. Données sociologiques

Différentes communautés	Bété, Baoulé, Burkinabé, Tagbana
Communautés majoritaires	Bété
Langue majoritaire	Bété

Statut du village

- **Regroupement:** non.
- **Statut officiel:** oui.
- **Principaux campements rattachés:** N'dakouamékro (3 km) et Loukoukro (3 km).

1.3. Infrastructures de base

	Existant(e)	Etat physique	Etat de fonctionnement
Ecole	Oui	Mauvais état	En fonctionnement
Centre de santé	Non, le centre de santé le plus proche est à Soubré à 35 km	-----	-----
Pompe hydraulique	1 pompe hydraulique	Mauvais état	1 en panne
Electricité	Non, la torche à pile et/ou la lampe à pétrole sont les deux seules sources d'éclairage	-----	-----
Marché	non, le marché le plus proche est à 3 km à Ouélé	-	-

1.4. Données économiques

- **Cultures industrielles:** cacao, café, avec prédominance du cacao.
- **Cultures vivrières:** riz, maïs, igname, banane avec prédominance du riz.
- **Groupement à vocation coopérative (GVC):** non (plaidoyer).

Association des cadres, des femmes et des jeunes

- L'association des jeunes: oui inactive. (plaidoyer).
- L'association des femmes: oui, inactive. (plaidoyer).
- L'association des cadres: oui, inactive (plaidoyer).

2. Accès et environnement d'apprentissage

2.1. Présentation de l'école

IEP	DREN	Type Sociologie	Système Enseignement	Statut Etablissement	Code Type Régime	Nombre de cours	Nombre de salles	Classes à profils spécifiques
Soubre1	SOUBRE	Rural	Primaire	Public, programme officiel	Mixte	6(du CP1 au CM2)	6 salles de classes	Cours uniques

3 salles de classes sont en dur et 3 salles sont en géo-béton.

2.2. Accès

Recrutement au CP1

Age	Demandes		Retenues		Refusés	
	F	G	F	G	F	G
5 à 7 ans	22	27	22	27	00	00
Total		49		49		00

Tableau des effectifs

	Venant de Ndakouamékro	Venant de Loukoukro	Kankagui	Total
CPU	00	00	00	00
CP1	14	07	35	55
CP2	11	11	29	51
CE1	08	03	25	36
CE2	10	04	24	38
CM1	07	02	29	38
CM2	09	07	35	52
Total	59	34	177	270
Taux fréquent.	97%	95%	96	96%
Taux d'abandon	2 (3,3%)	1 (2,9%)		00
Taux absence	3%	5%	4%	4%

Raisons des absences et des abandons

- Des retards dus à la distance à parcourir qui se transforment en absences lorsqu'ils sont trop importants.
- Démotivation due à la faim surtout les après-midi.
- Maladie (grippe et toux fréquentes).
- Tenue scolaire et fournitures complémentaires.

2.3. Protection et bien-être

- Distance moyenne parcourue: 3 km en aller et retour soit 6 km pour les enfants des campements.
- Dangers et risques: Aucun danger et risque n'ont été signalés ni sur le chemin de l'école ni dans la cour de l'école en dehors de la poussière, de la pluie et de la chaleur.

2.4. Environnement de l'apprentissage

	Existante	Inexistante
Clôture		X
Propriété de la cour	X	
Espace de jeu		X
Point d'eau		X
Latrines		X
Trousse médicale		X

3. Etat des locaux et de l'équipement

3.1. Etat des locaux

	Etat	Besoins
Toitures	Trouaison généralisée	Réhabilitation
Murs	Décrépis	Réhabilitation
Fenêtres	Enlevées par endroits	Remplacement
Latrines	Inexistantes	6 latrines à construire
Logements maîtres	Mauvais état	6 à construire

3.2. Etat du mobilier

	Etat	Besoins
Tables- bancs	Insuffisants	150
Bureaux maîtres	Mauvais état	6
Chaises maîtres	Idem	6
Meubles de rangement	Inexistants	6 à fabriquer
Instruments de géométrie	Inexistants	6 ensembles à acheter
Cartes géographiques	Inexistantes	Toutes les cartes en rapport avec le nouveau programme
Planches de SVT	Inexistantes	Toutes les planches
Fiches scolaires	Mauvais état	RAS
Tableaux de langage	Partiellement délabrées	2 ensembles (1 cp 1- 1 cp 2)
Registres	RAS	RAS
Craie	RAS	RAS
Tableaux sur chevalet	Inexistants	5
Manuels élèves	Délabrés, déchirés, illisibles, incomplets	Toutes les matières et Toutes les classes
Manuels maîtres	RAS	RAS

4. Etat de fonctionnement de la cantine (Il n'existe pas de cantine dans cette école)

Demande moyenne	NEANT
Nombre de rationnaire disponible	NEANT
Déficit à combler	NEANT

Dispositions à l'ouverture d'une cantine: Aucune disposition favorable bien que le besoin en nourriture des élèves soit permanent

- Effectif suffisant.
- Organisations de cadre, de femmes et de jeunes, insuffisamment actives pour venir en aide à une cantine de type gouvernemental dans le cadre de la pérennisation des cantines scolaires.

Dispositions transitoires

- Réactiver les associations de jeunes et de femmes, créer une association de cadre.
- Créer des champs communautaires d'igname couplés avec les légumes pour le compte du COGES.
- Créer le GVC du village pour mobiliser les ristournes de la vente des produits.

5. Etat de fonctionnement du COGES

Activités réalisées	Sensibilisation porte à porte pour le recrutement au CP1, cotisation.
Projets réalisés	RAS
Projets à réaliser	6 logements maitres; 1 réfectoire et d'1 cuisine pour une cantine: construction d'un muret; construction de latrines; achat de meuble de rangement, de chaises, de bureaux
Sources de financement	Gouvernement, cotisation, ristournes de la vente des produits agricoles, apport des cadres
Besoins de formation	Gestion coopérative, élaboration de projets rémunérateurs, gestion comptable et de stocks
Avoir en compte	

6. Enseignants et autres personnels d'éducation

	IO	IA	Stagiaire	Bénévole	Total	Postes vacants
F	1	2			3	
G	2	1	00		3	
Total	3	3	00		6	00

Solutions alternatives: Affecter des maitres stagiaires et célibataires pour faciliter les conditions de leur hébergement chez les parents d'élèves.

7. Résultats des évaluations

Non disponibles.

8. Centre d'alphabétisation pour adultes (15 ans et plus)

NEANT.

9. Offre alternative d'éducation (classes passerelles/écoles communautaires)

NEANT.

Plaidoyers

- Construction de 3 classes et 6 logements de maitres (répertorier les sources de financement).
- Mise en place de solutions alternatives pour l'hébergement des enseignants.
- GVC et associations pour mobiliser les fonds.

KOUAMEAGUI
(Lassinakro et Kataradougou)

1. Démographie, sociologie, économie

1.1. Données démographiques²⁵

Village noyau

Groupe d'âge	Genre		Total	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	58	54	112	22,86
5 à 15 ans	113	112	225	45,65
15 à 60 ans et +	80	76	156	33,18
Population totale	251	242	493 habitants	100

Données de l'INS: Estimation 2012.

Campements rattachés

Campements	Tranches d'âge	Femmes	Hommes	Totale	%	Population totale
Lassinakro	0 à 5 ans	16	26	42	27,81	151 habitants
	5 à 15 ans	20	19	39	25,82	
	15 à 60 ans +	33	37	70	46,37	
Kataradougou	0 à 5 ans	70	60	130	22,29	583 habitants
	5 à 15 ans	91	91	182	31,21	
	15 à 60 ans +	112	159	271	46,5	

KOUAMEAGUI et campements rattachés (données agrégées)

Groupe d'âge	Genre		Total	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	144	140	284	23,54
5 à 15 ans	224	222	446	36,98
15 à 60 ans et +	204	272	476	39,48
Population totale	572	634	1 206 habitants	100

1.2. Données sociologiques

Différentes communautés	Bété, Baoulé, Guinéenne, Burkinabé, Tagbana
Communautés majoritaires	Bété
Langue majoritairement parlée	Bété

²⁵ L'estimation de la population des campements a été faite à partir de deux données secondaires fixes et consolidées et d'une donnée primaire:

- La première donnée secondaire est l'estimation 2012 de la population à partir du taux de croissance moyen. (donnée de l'INS).
- La deuxième donnée secondaire est l'indice de la tranche d'âge comprise entre 5 et 15 ans. Il est de 45,67 pour cent (donnée du PEV).
- La troisième donnée (primaire) est le résultat du comptage des individus par interrogation directe.

Le rapprochement de ces trois valeurs a permis d'estimer la population par tranche d'âge et par sexe.

Statut du village

- **Regroupement:** non.
- **Statut officiel:** oui.
- **Principaux campements rattachés:** Kataradougou, Lassinakro.

1.3. Infrastructures de base

	Existant(e)	Etat physique	Etat de fonctionnement
Ecole	Oui	Mauvais état	En fonctionnement
Centre de santé	Non,	-----	-----
Source d'eau	Marigot d'une nappe phréatique	Insalubre	-----
Electricité	Non, la torche à pile et/ou la lampe à pétrole sont les deux seules sources d'éclairage	-----	-----
Marché	non,	-----	-----

1.4. Données économiques

- **Cultures industrielles:** cacao, café, palmier à huile, avec prédominance du cacao.
- **Cultures vivrières:** riz, maïs, igname, banane avec prédominance du riz.
- **Groupement à vocation coopérative (GVC):** non (plaidoyer).

Association des cadres, des femmes et des jeunes

- L'association des jeunes: non (plaidoyer).
- L'association des femmes: non (plaidoyer).
- L'association de cadres: non (plaidoyer).

2. Accès et environnement d'apprentissage

2.1. Présentation de l'école

IEP	DREN	Type Sociologique	Système Enseignement	Statut Etablissement	Code Type Régime	Nombre de cours	Nombre de salles de classes	Classes à profils spécifiques
OKROUYO	SOUBRE	Rural	Primaire	Public, programme officiel	Mixte	6 (du CP1 au CM2)	6 salles de classes	Cours uniques

2.2. Accès

Recrutement au CP1

Age	Demandes		Retenues		Refusés	
	F	G	F	G	F	G
5 à 9 ans	47	63	47	63	00	00
Total		110		110		00

Tableau des effectifs

	Venant de Kataradougou	Venant de Lassinakro	Kouaméagui	Total
CPU	00	00	00	00
CP1	51	27	61	139
CP2	62	08	39	109
CE1	51	08	34	93
CE2	47	20	27	94
CM1	25	15	22	62
CM2	31	07	21	59
Total	216	85	204	505
Taux fréquent.	91%	94%	94%	92,5%
Taux d'abandon	10 (3,74%)	10 (11,7%)	41(20%)	61(10,97%)
Taux d'absence	9%	6%	6%	7,5%

- **Population pré-scolarisable:** 284 enfants.
- **Population scolarisable:** 446 enfants.
- **Effectif des inscrits:** 505 enfants.

L'effectif des inscrits est plus important que la population scolarisable parce que l'enquête n'a pas pris en compte de nombreux villages et campements dont les enfants sont inscrits dans cette école.

Raisons des absences

- Des retards dus à la distance à parcourir qui se transforment en absences lorsqu'ils sont trop importants.
- Démotivation due à la faim surtout les après-midi.
- Maladie (grippe et toux fréquentes).

Raisons des abandons

- Incapacité à se procurer la tenue obligatoire.
- Incapacité à acheter les fournitures complémentaires obligatoires.
- Faim en période de Mars et mai en période de semence et de récolte.

2.3. Protection et bien-être

Dangers et risques: Aucun danger et risque n'ont été signalés ni sur le chemin de l'école ni dans la cour de l'école en dehors de la poussière, de la pluie et de la chaleur.

2.4. Environnement de l'apprentissage

	Existante	Inexistante
Clôture		X
Propriété de la cour		X
Espace de jeu	X	
Point d'eau		X
Latrines		X
Trousse médicale		X

3. Etat des locaux et de l'équipement

3.1. Etat des locaux

	Etat	Besoins
Toiture	Trouaison généralisée	réhabilitation
Murs	Décrépis, dépeints	réhabilitation
Fenêtres et portes	Branlants, arrachés	Idem
Latrines	Inexistantes	6 latrines à construire
Logements maître	Logements en banco en très mauvais états	6 à construire
Source d'eau		Point d'eau

3.2. Etat du mobilier

	Etat	Besoins
Tables- bancs	Insuffisants	100
Bureaux maîtres	Mauvais état	6
Chaises maîtres	Idem	6
Meubles de rangement	Inexistants	6 à fabriquer
Instruments de géométrie	Inexistants	6 ensembles à acheter
Cartes géographiques	Inexistantes	Toutes les cartes en rapport avec le nouveau programme
Planche de SVT	Inexistantes	Toutes les planches
Fiches scolaires	Mauvais état	RAS
Tableaux de langage	Partiellement délabrés	4 ensembles (2 cp 1 - 2 cp 2)
Registres	RAS	RAS
Craie	RAS	RAS
Tableaux sur chevalet	Inexistants	5
Manuels élèves	Délabrés, déchirés, illisibles, incomplets	Toutes les disciplines, toutes les classes
Manuels maîtres	RAS	RAS

4. Etat de fonctionnement de la cantine (Il n'existe pas de cantine dans cette école)

Demande moyenne	NEANT
Nombre de rationnaire disponible	NEANT
Déficit à combler	NEANT

Dispositions à l'ouverture d'une cantine: Aucune disposition favorable bien que le besoin en nourriture des élèves soit permanent

- Organisations de cadre, de femmes et de jeunes inexistantes pour venir en aide à une cantine de type gouvernemental dans le cadre de la pérennisation des cantines scolaires.

Dispositions à prévoir

- Mettre en place les associations de jeunes et de femmes, créer une association de cadre.
- Créer des champs communautaires d'igname couplés avec les légumes pour le compte du COGES.
- Créer le GVC du village pour mobiliser les ristournes de la vente des produits.

5. *Etat de fonctionnement du COGES*

Activités réalisées	Sensibilisation porte à porte pour le recrutement au CP1, cotisation exceptionnelles.
Projets réalisés	RAS
Projets à réaliser	6 logements maitres; 1 réfectoire et d'1 cuisine pour une cantine: construction d'un muret; construction de latrines; achat de meuble de rangement, de tables bancs
Sources de financement	Gouvernement, cotisation, ristournes de la vente des produits agricoles, apport des cadres
Besoins de formation	Gestion coopérative, élaboration de projets rémunérateurs, gestion comptable et de stocks, maçonnerie, menuiserie
Avoir en compte	-----

6. *Enseignants et autres personnels d'éducation*

	IO	IA	Stagiaire	Bénévole	Total	Postes vacants
Femmes	1	00			1	00
Hommes	5	00	00		5	
Total	6	00	00		06	00

7. *Résultats des évaluations*

Les taux de réussite sont de 81 pour cent au CP, 19 pour cent au CE et 30 pour cent au CM. Les mauvais résultats sont dus au manque de motivation des acteurs éducatifs (enseignants et élèves): conditions de travail et de vie et faim.

8. *Centre d'alphabétisation pour adultes (15 ans et plus)*

NEANT.

9. *Offre alternative d'éducation (classes passerelles/écoles communautaires)*

NEANT.

Plaidoyers

- Réhabilitation de l'école (répertorier les sources de financement).
- Mise en place de solutions alternatives pour l'hébergement des enseignants.
- GVC et associations pour mobiliser les fonds.
- Confection de jugements supplétifs pour les enfants qui n'en disposent pas.

DEPARTEMENT D'ISSIA
SOUS-PREFECTURE DE BOGUEDIA
OUANDIA
(Ouandia Seria et Yagba Bomene)

1. Démographie, sociologie, économie

1.1. Données démographiques²⁶

Village noyau

Groupe d'âge	Genre		Total	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	51	49	100	19,97
5 à 15 ans	116	114	230	45,65
15 à 60 ans et +	88	87	175	34,38
Population totale	255	250	505 habitants	100

Données de l'INS: Estimation 2012.

Campements rattachés

Campements	Tranches d'âge	Femmes	Hommes	Totale	%	Population totale
Ouandia- Seria	0 à 5 ans	21	33	54	17,03	
	5 à 15 ans	39	45	84	26,49	
	15 à 60 ans +	88	91	179	56,48	
Yagba -Bomene	0 à 5 ans	9	18	27	27,83	97 habitants
	5 à 15 ans	6	9	15	15,46	
	15 à 60 ans +	37	18	55	56,71	

OUANDIA et campements rattachés (données agrégées)

Groupe d'âge	Genre		Les deux sexes	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	81	100	181	19,69
5 à 15 ans	161	168	329	35,79
15 à 60 ans et +	213	196	409	44,52
Population totale	55	464	919 habitants	100

1.2. Données sociologiques

Différentes communautés	Bété, Baoulé, Yacouba
Communautés majoritaires	Bété
Langue majoritaire	Bété

²⁶ L'estimation de la population des campements a été faite à partir de deux données secondaires fixes et consolidées et d'une donnée primaire:

- La première donnée secondaire est l'estimation 2012 de la population à partir du taux de croissance moyen. (donnée de l'INS).
- La deuxième donnée secondaire est l'indice de la tranche d'âge comprise entre 5 et 15 ans. Il est de 45,67 pour cent (donnée du PEV).
- La troisième donnée (primaire) est le résultat du comptage des individus par interrogation directe.

Le rapprochement de ces trois valeurs a permis d'estimer la population par tranche d'âge et par sexe.

Statut du village

- **Regroupement:** non.
- **Statut officiel:** oui.
- **Principaux campements rattachés:** Ouandia Seria (700 m), Yagba Boméné (700 m), Tagazougou (5 km), Kouadiokro (9 km), Gnamienkouakoukro (5 km), Dibre (8 km).

1.3. Infrastructures de base

	Existant(e)	Etat physique	Etat de fonctionnement
Ecole	Oui	Mauvais état	En fonctionnement
Centre de santé	Non, le centre de santé le plus proche est à Bobreguhé à 500 m	-----	-----
Pompe hydraulique	3 pompes hydrauliques	Mauvais état	2 en panne
Electricité	Oui	-----	-----
Marché	non, le marché le plus proche est à 3 km à Issia	-----	-----

1.4. Données économiques

- **Cultures industrielles:** cacao, café, avec prédominance du cacao.
- **Cultures vivrières:** riz, maïs, igname, banane.
- **Groupement à vocation coopérative (GVC):** oui.

Association des cadres, des femmes et des jeunes

- L'association des jeunes: oui.
- L'association des femmes: oui.
- L'association des cadres: oui elle a fait des dons de matériels de cuisine pour la cantine, de kits scolaires et de matériels didactiques.

2. Accès et environnement d'apprentissage

2.1. Présentation de l'école

IEP	DREN	Type Sociologie	Système Enseignement	Statut Etablissement	Code Type Régime	Nombre de cours	Nombre de salles	Classes à profils spécifiques
ISSIA2	DALOA	Rural	Primaire	Public, programme officiel	Mixte	6 (du CP1 au CM2)	6 salles de classe	Cours uniques

- Salles de classes sont en dur et 1 salle est en matériaux provisoires.
- 1 bâtiment de 3 salles est en construction.
- L'école est un don de la mairie.

2.2. Accès

Recrutement au CP1

Age	Demandes		Retenues		Refusés	
	F	G	F	G	F	G
5 à 7 ans	18	27	17	25	1	2
Total		45		42		03

Raisons du refus

- Insuffisance de tables-bancs.
- Absence d'extraits de naissance.

Tableau des effectifs

	Venant de SERIA	Venant de Yagba Bomené	Ouandia	Total
CPU	00	00	00	00
CP1	00	03	55	58
CP2	01	00	27	28
CE1	04	02	30	36
CE2	00	01	30	31
CM1	02	00	28	30
CM2	00	00	44	44
Total	07	06	214	227
Taux fréquent.	97%	99%	95%	97%
Taux d'abandon	00	00	9(4%)	9(4%)
Taux absence	3%	1%	5%	3%

- Population préscolarisable: 181 enfants.
- Population scolarisable: 329 enfants.
- Effectif des inscrits: 227.
- Laissés-pour-compte: 102 enfants.

« Seria est une zone périurbaine (2 km de Issia). La plupart des enfants fréquentent l'école à Issia. Quant à Yagba Bomené, il s'agit d'un vieux féticheur Bété qui s'est retiré de la ville avec ses 3 femmes et quelques-uns de ses enfants », le directeur d'école.

Raisons des absences

- Démotivation due la faim surtout les après-midi.
- Maladie (grippe et toux fréquentes).

Raisons des abandons

- Séparation des parents.
- Faim.
- Mariage précoce.

2.3. Protection et bien-être

- Pratiques mystiques au sein de l'école, dénonciation de sorciers, présence de sang humain dans les classes.
- Violence sexuelle exercée sur une fillette.

2.4. Environnement de l'apprentissage

	Existant(e)	Inexistant (e)
Clôture		X
Propriété de la cour	X	
Espace de jeu		X
Point d'eau		X
Latrines	X insuffisant	
Trousse médicale		X

Des seaux remplis d'eau potables sont mis à la disposition des élèves dans la cour de l'école.

3. Etat des locaux et de l'équipement

3.1. Etat des locaux

	Etat	Besoins
Toitures	Trouées localement	réhabilitation
Murs	RAS	RAS
Fenêtres	RAS	RAS
Latrines	Inexistantes	6 latrines à construire
Logements maître	Aucun	6 à construire

3.2. Etat du mobilier

	Etat	Besoins
Table banc	Bon mais insuffisants	25
Bureaux maîtres	Mauvais état (tables de fortune)	6
Chaises maîtres	Idem	6
Meuble de rangement	Inexistants	6 à fabriquer
Instruments de géométrie	inexistants	6 ensembles à acheter
Cartes géographiques	Inexistantes	Toutes les cartes en rapport avec le nouveau programme
Planche de SVT	Inexistantes	Toutes les planches
Fiches scolaires	Mauvais état	RAS
Tableaux de langage	Partiellement délabrés	2 ensembles (1 cp 1-1 cp 2)
Registres	RAS	RAS
Craie	RAS	RAS
Tableaux sur chevalet	Inexistants	5
Manuels élèves	Délabrés, déchirés, illisibles, incomplets	CE: toutes les matières
Manuels maîtres	RAS	Toutes les classes et toutes les matières

4. Etat de fonctionnement de la cantine

Demande moyenne	170
Nombre de rations disponibles	102
Déficit à combler	68

Dispositions à l'augmentation du nombre de rations: Aucune disposition favorable bien que le besoin en nourriture des élèves soit permanent

- Effectif suffisant.
- Organisations de cadre, de femmes et de jeunes, insuffisamment actives pour venir en aide à une cantine de type gouvernemental dans le cadre de la pérennisation des cantines scolaires.

Dispositions à mettre en œuvre

- Réactiver les associations de jeunes et de femmes, créer une association de cadre.
- Créer des champs communautaires pour le compte du COGES.
- Créer le GVC du village pour mobiliser les ristournes de la vente des produits.

5. Etat de fonctionnement du COGES

Activités réalisées	Sensibilisation porte à porte pour le recrutement au CP1 et cotisation.
Projets réalisés	RAS
Projets à réaliser	6 logements maîtres; construction d'un muret; construction de latrines; achat de meuble de rangement, de chaises, de bureau
Sources de financement	Gouvernement, cotisation, ristournes de la vente des produits agricoles, apport des cadres
Besoins de formation	Gestion coopératives, élaboration de projets rémunérateurs, gestion comptable et de stocks
Avoir en compte	

6. Enseignants et autres personnels d'éducation

	IO	IA	Stagiaire	Bénévole	Total	Postes vacants
F	-	-				
G	-	-	00		4	
Total	4	3	00		07	00

- L'absence de logements de maître doublée de l'incapacité du village à héberger transitoirement les enseignants est une véritable tendance lourde qui pèse sur le développement de l'éducation dans le village.
- Solutions alternatives: Affecter des maîtres stagiaires et célibataires pour faciliter les conditions de leur hébergement chez les parents d'élèves.

7. Résultats des évaluations

Les taux de réussite sont de 96 pour cent au CP, 84 pour cent au CE et 62 pour cent au CM1.

8. Centre d'alphabétisation pour adultes (15 ans et plus)

NEANT.

9. Offre alternative d'éducation (classes passerelles/écoles communautaires)

NEANT.

Plaidoyers

- Construction de 6 logements de maitres (répertorier les sources de financement).
- Mise en place de solutions alternatives pour l'hébergement des enseignants.
- GVC et associations pour mobiliser les fonds.

BISSAGUHE
(Daleba et Drissa)

1. Démographie, sociologie, économie

1.1. Données démographiques

Village noyau

Groupe d'âge	Sexe		Les deux sexes	%
	Femmes	Hommes		
0 à 5 ans	122	120	242	21,17
5 à 15 ans	257	265	522	45,65
15 à 60 ans et +	193	188	381	33,18
Population totale	572	573	1 145 habitants	100

Données de l'INS: Estimation 2012.

Campements rattachés

Campements	Tranches d'âge	Femmes	Hommes	Totale	%	Population totale
Daleba	0 à 5 ans	8	3	11	40,74	27 habitants
	5 à 15 ans	3	7	10	37,03	
	15 à 60 ans +	3	3	6	22,23	
Drissa	0 à 5 ans	0	5	5	41,66	12 habitants
	5 à 15 ans	2	1	3	25	
	15 à 60 ans +	2	2	4	33,34	

L'estimation de la population des campements a été faite à partir de deux données secondaires fixes et consolidées et d'une donnée primaire:

- La première donnée secondaire est l'estimation 2012 de la population à partir du taux de croissance moyen. (donnée de l'INS).
- La deuxième donnée secondaire est l'indice de la tranche d'âge comprise entre 5 et 15 ans. Il est de 45,67 pour cent (donnée du PEV²⁷).
- La troisième donnée (primaire) est le résultat du comptage des individus par interrogation directe.

Le rapprochement de ces trois valeurs a permis d'estimer la population par tranche d'âge et par sexe.

BISSAGUHE et campements rattachés (données agrégées)

Groupe d'âge	Sexe		Les deux sexes	%
	Femmes	Hommes		
0 à 5 ans	130	128	258	24,07
5 à 15 ans	262	273	535	45,18
15 à 60 ans et +	198	193	391	30,75
Population totale	590	594	1 184 Habitants	100

²⁷ PEV: le Programme Elargi de Vaccination s'intéresse particulièrement aux enfants de la tranche d'âge comprise entre 5 et 15 ans. Les approches successives de données ont démontré que la part de cette tranche d'âge dans la population totale s'équilibrait autour de 45,65 pour cent.

1.2. Données sociologiques

Différentes communautés	Bété, Senoufo, Burkinabé, dioula
Communautés majoritaires	Bété
Langue majoritaire	Bété

Statut du village

- **Regroupement:** oui, 1965 ZEZIA et BISSAGUHE.
- **Statut officiel:** oui.
- **Principaux campements rattachés:** Moronou (12 km, doté d'une école), Daleba (4 km) Drissa (7 km).

DALEBA est un campement fondé par Mr Daleba. Il est peuplé en ce moment de 3 hommes, 3 femmes et 9 enfants. Soit au total 13 personnes. Parmi les 9 enfants 3 sont scolarisés et 5 ont moins de 5 ans.

« DRISSA est un campement fondé par Mr Drissa. Il est peuplé de 2 hommes, 2 femmes et 2 enfants. Les 2 enfants sont scolarisés ». Mr Koffi Nguessan directeur de l'école.

1.3. Infrastructures de base

	Existant(e)	Etat physique	Etat de fonctionnement
Ecole	Oui	Très bon état	En fonctionnement
Centre de santé	Non, le centre de santé le plus proche est à Boguedia à 8 km	-----	-----
Pompe hydraulique	1 pompe hydraulique	Bon état	-----
Electricité	oui,	-----	-----
Marché	non, le marché le plus proche est à 3 km à 8 km à Boguedia	-----	-----

1.4. Données économiques

- **Cultures industrielles:** Cacao, Café, Hévéa, palmier à huile avec prédominance du Cacao.
- **Cultures vivrières:** Riz, Maïs, igname, banane avec prédominance de l'igname.
- **Groupement à vocation coopérative (GVC):** Oui.

Association des cadres, des femmes et des jeunes

- L'association des jeunes: non (plaidoyer).
- L'association des femmes: non (plaidoyer).

2. Accès et environnement d'apprentissage

2.1. Présentation de l'école

IEP	DREN	Type Sociologie	Système Enseignement	Statut Etablissement	Code Type Régime	Nombre de cours	Nombre de salles	Classes à profils spécifiques
ISSIA2	DALOA, DDEN ISSIA	Rural	Primaire	Public, programme officiel	Mixte	6 (du CP1 au CM2)	6 salles de classes	Cours uniques

2.2. Accès

Recrutement au CP1

Age	Demandes		Retenues		Refusés	
	F	G	F	G	F	G
6 à 9 ans	45	75	32	31	13	44
Total		120		63		57

Raisons du refus

- Insuffisance de tables bancs et de places.
- Absence d'extrait de naissance (seuls les enfants de 8-9 ans ont été acceptés sans extraits de naissance).

Tableau des effectifs

	Venant de DRISSA	Venant de DALEBA	BISSAGUHE	Total
CPU	00	00		00
CP1	01	00	71	72
CP2	00	00	59	59
CE1	00	01	57	58
CE2	01	02	41	44
CM1	00	00	42	4
CM2	00	00	62	62
Total	02	03	332	337
Taux fréquent.	88%	89%	92%	90%
Taux d'abandon	00	00		7(2%)
Taux absence	12%	11%		2%

- Population préscolarisable: 258 enfants.
- Population scolarisable: 535 enfants.
- Effectif inscrit: 337 enfants.
- Laissés-pour-compte: 198 enfants.

Raisons des absences

- Très souvent les mardis, jour de marché. Les enfants accompagnent les parents.
- Maladies.

Raisons des abandons

- Incapacité à fournir un extrait de naissance pour le CM2 (2 abandons).
- Impossibilité du double redoublement au CP1 (5 abandons).

2.3. Protection et bien-être

- Distance moyenne parcourue: 7 km en aller et retour soit 14 km pour les enfants de DRISSA.
- Dangers et risques: Aucun danger et risque n'ont été signalés ni sur le chemin de l'école ni dans la cour de l'école en dehors de la poussière, de la pluie et de la chaleur.

2.4. Environnement de l'apprentissage

	Existant	Inexistant
Clôture		X
Propriété de la cour	X	
Espace de jeu		X
Point d'eau		X (puits traditionnels) pompe hydraulique à 300 m de l'école
Latrines		X
Trousse médicale		X

3. Etat des locaux et de l'équipement

3.1. Etat des locaux

	Etat	Besoins
Toitures	Trouaison généralisée	Réhabilitation
Murs	Décrapis	A Repeindre
Fenêtres	RAS	RAS
Latrines	Inexistantes	6 latrines à construire
Logements maître	4 en mauvais état général	4 à réhabiliter

2 logements sont en dur. Ils sont en bon état; 4 en matériaux provisoires sont en mauvais état.

3.2. Etat du mobilier

	Etat	Besoins
Tables-bancs	Bon mais insuffisants	50
Bureaux maîtres	Mauvais état (tables de fortune)	6
Chaises maîtres	Idem	6
Meubles de rangement	Inexistants	6
Instruments de géométrie	inexistants	RAS
Cartes géographiques	Inexistantes	Toutes les cartes en rapport avec le nouveau programme
Planche de SVT	Inexistantes	Toutes les planches
Fiches scolaires	Mauvais état	RAS
Tableaux de langage	Partiellement délabrées	2 ensembles (1 cp 1-1 cp 2)
Registres	RAS	RAS
Craie	RAS	RAS
Tableaux sur chevalet	Inexistants	5
Manuels élèves	Délabrés, déchirés, illisibles, incomplets	CE, CM: Toutes les matières
Manuels maîtres	RAS	RAS

4. *Etat de fonctionnement de la cantine*

Demande moyenne	200
Nombre de rations disponibles	150
Déficit à combler	50

Dispositions à l'accroissement de la capacité de la cantine: Aucune disposition favorable bien que le besoin en nourriture des élèves soit permanent

- Effectif suffisant.
- Organisations de cadre, de femmes et de jeunes, insuffisamment actives pour venir en aide à une cantine de type gouvernemental dans le cadre de la pérennisation des cantines scolaires.

Dispositions à prévoir

- Réactiver les associations de jeunes et de femmes, créer une association de cadre.
- Créer des champs communautaires de riz, d'igname et de légumes pour le compte du COGES.
- Activer le GVC du village pour mobiliser les ristournes de la vente des produits.

5. *Etat de fonctionnement du COGES*

Activités réalisées	Sensibilisation porte à porte pour le recrutement au CP1 et cotisation exceptionnelle.
Projets réalisés	Entretien des bâtiments scolaires et des logements de maîtres, achats d'ustensiles de cuisines, dons de kits par la sodepalm
Projets à réaliser	4 logements maîtres; construction de latrines; achat de meuble de rangement, de bureaux et chaises.
Sources de financement	Gouvernement, cotisation, ristournes de la vente des produits agricoles, apport des cadres
Besoins de formation	Gestion coopératives, élaboration de projets rémunérateurs, gestion comptable et de stocks
Avoir en compte	-----

6. *Enseignants et autres personnels d'éducation*

	IO	IA	Stagiaire	Bénévole	Total	Postes vacants
F	1	1			2	
G	2	2	00		4	
Total	3	3	00		6	00

7. *Résultats des évaluations*

Les taux de réussite sont de 98 pour cent au CP, 83 pour cent au CE et 62 pour cent au CM. Pas de fait remarquable.

8. Centre d'alphabétisation pour adultes (15 ans et plus)

NEANT.

9. Offre alternative d'éducation (classes passerelles/écoles communautaires)

NEANT.

Plaidoyers

- Construction progressive de 6 classes et 5 logements de maitres pour résorber le flux élevé des effectifs.
- Mise en place de solutions alternatives pour l'hébergement des enseignants.
- GVC et associations pour mobiliser les fonds pour accroître la capacité de la cantine.

BOROTAPIA
(Siriki Sanogo et Kone Dramane)

1. Démographie, sociologie, économie

1.1. Données démographiques²⁸

Village noyau

Groupe d'âge	Sexe		Les deux sexes	%
	Femmes	Hommes		
0 à 5 ans	56	55	111	19,97
5 à 15 ans	128	127	255	45,65
15 à 60 ans et +	97	96	193	34,38
Population totale	281	278	559 habitants	100

Données de l'INS: Estimation 2012.

Campements rattachés

Campements	Tranches d'âge	Femmes	Hommes	Totale	%	Population totale
Daleba	0 à 5 ans	2	0	2	33,34	6 habitants
	5 à 15 ans	0	0	0	0	
	15 à 60 ans +	1	3	4	66,66	
Drissa	0 à 5 ans	0	0	0	0	8 habitants
	5 à 15 ans	2	0	2	25	
	15 à 60 ans +	1	5	6	75	

BOROTAPIA et campements rattachés (données agrégées)

Groupe d'âge	Sexe		Les deux sexes	%
	Femmes	Hommes		
0 à 5 ans	58	55	113	19,72
5 à 15 ans	130	127	257	44,85
15 à 60 ans et +	99	104	203	35,43
Population totale	287	286	573 habitants	100

1.2. Données sociologiques

Différentes communautés	Bété, Burkinabé, Senoufo, Baoulé, Béninoise
Communautés majoritaires	Bété
Langue majoritaire	Bété

Statut du village

- **Regroupement:** oui depuis 2000.
- **Statut officiel:** oui.

²⁸ L'estimation de la population des campements a été faite à partir de deux données secondaires fixes et consolidées et d'une donnée primaire:

- La première donnée secondaire est l'estimation 2012 de la population à partir du taux de croissance moyen. (donnée de l'INS).
- La deuxième donnée secondaire est l'indice de la tranche d'âge comprise entre 5 et 15 ans. Il est de 45,67 pour cent (donnée du PEV).
- La troisième donnée (primaire) est le résultat du comptage des individus par interrogation directe.

Le rapprochement de ces trois valeurs a permis d'estimer la population par tranche d'âge et par sexe.

- **Principaux campements rattachés:** Ousoukoffikro, Koffikro, Yobouekro, Allanguessankro.

« SIRIKI SANOGO et KONE DRAMANE sont des chefs de famille qui ont établi leur campement respectif dans leur champ avec femme et enfants dont le nombre n'excède pas 10 personnes. Ils n'ont pas d'enfants à l'école de Borotapia », M. Bouazo Sabé, directeur de l'école.

1.3. Infrastructures de base

	Existant(e)	Etat physique	Etat de fonctionnement
Ecole	Oui	Bon état	En fonctionnement
Centre de santé	Non, le centre de santé le plus proche est à Issia à 8 km	-----	-----
Pompe hydraulique	2 pompes hydrauliques	Bon état	en fonctionnement
Electricité	Oui	-----	-----
Marché	non, le marché le plus proche est à Bitapia, périodicité mardi et Vendredi à 3 km	-----	-----

1.4. Données économiques

- **Cultures industrielles:** Cacao, Café, Hévéa avec prédominance du Cacao.
- **Cultures vivrières:** Riz, Maïs, igname, banane avec prédominance du riz.
- **Groupement à vocation coopérative (GVC):** oui, inactif (plaidoyer).

Association des cadres, des femmes et des jeunes

- L'association des jeunes: oui inactive. (plaidoyer).
- L'association des femmes: oui, inactive. (plaidoyer).
- L'association des cadres: oui inactive (plaidoyer).

2. Accès et environnement d'apprentissage

2.1. Présentation de l'école

IEP	DREN	Type Sociologie	Système Enseignement	Statut Etablissement	Code Type Régime	Nombre de cours	Nombre de salles	Classes à profils spécifiques
ISSIA2	DALOA	Rural	Primaire	Public, programme officiel	Mixte	6(du CP1 au CM2)	6 salles de classes	Cours uniques

2.2. Accès

Recrutement au CP1

Age	Demandes		Retenues		Refusés	
	F	G	F	G	F	G
5 à 7 ans	7	14	7	14	00	00
Total		21		21		00

« Aucun enfant en âge d'aller à l'école n'a échappé au recrutement. Cependant sur les 21 seuls 9 ont des extraits de naissance » Nzi Kouakou Emmanuel, président du COGES.

Tableau des effectifs

	Venant de SIRIKI SANOGO	Venant de KONE DRAMANE	BOROTAPIA	Total
CPU	00	00	00	00
CP1	00	00	48	48
CP2	00	00	73	73
CE1	01	00	45	45
CE2	00	00	63	63
CM1	00	00	67	67
CM2	00	00	50	50
Total	00	00	391	391
Taux fréquent.	00	00	96%	96%
Taux d'abandon	00	00	14 (3,5%)	14(3,5%)
Taux absence	00	00	4%	4 %

- Population préscolarisable: 113 enfants.
- Population scolarisable: 257 enfants.
- Effectif des inscrits: 391 enfants.

Le nombre des inscrits est supérieur à la population scolarisable parce que l'étude n'a pas pris en compte les campements significatifs dont les enfants fréquentent l'école de BOROTAPIA.

Raisons des absences

- Démotivation due à la faim surtout les après-midi.
- Maladie (grippe et toux fréquentes).

Raisons des abandons

- Incapacité à acheter les fournitures complémentaires.
- Absence d'extrait de naissance.

2.3. Protection et bien-être

Dangers et risques: Aucun danger et risque n'ont été signalés ni sur le chemin de l'école ni dans la cour de l'école en dehors de la poussière, de la pluie et de la chaleur.

2.4. Environnement de l'apprentissage

	Existant(e)	Inexistant(e)
Clôture		x
Propriété de la cour	X	
Espace de jeu	X	
Point d'eau		x
Latrines	X mais insuffisants	x
Trousse médicale		X

Des sceaux remplis d'eau potables sont mis à la disposition des élèves dans la cour de l'école.

3. Etat des locaux et de l'équipement

3.1. Etat des locaux

	Etat	Besoins
Toiture	RAS	RAS
Murs	RAS	RAS
Fenêtres, portes et planchers	Dégradés, sans serrures	réhabilitation
Latrines	RAS	RAS
Logements maîtres	Mauvais état	6 à réhabiliter

3.2. Etat du mobilier

	Etat	Besoins
Tables-bancs	Bon mais insuffisants	20 pour les 3 classes en construction.
Bureaux maîtres	Mauvais état (tables de fortune)	6
Chaises maîtres	Idem	6
Meubles de rangement	Inexistants	6
Instruments de géométrie	inexistants	6 ensembles à acheter
Cartes géographiques	Inexistantes	Toutes les cartes en rapport avec le nouveau programme
Planches de SVT	Inexistantes	Toutes les planches
Fiches scolaires	Mauvais état	RAS
Tableaux de langage	Partiellement délabrés	2 ensembles (1 cp 1-1 cp 2)
Registres	RAS	RAS
Craie	RAS	RAS
Tableaux sur chevalet	Inexistants	5
Manuels élèves	Délabrés, déchirés, illisibles, incomplets	CE: Toutes les matières
Manuels maîtres	RAS	RAS

4. Etat de fonctionnement de la cantine

Demande moyenne	200
Nombre de rationnaire disponible	154
Déficit à combler	46

Dispositions à l'ouverture d'une cantine: Aucune disposition favorable bien que les besoins en nourriture des élèves soient permanents

- Organisations de cadre, de femmes et de jeunes, insuffisamment actives pour venir en aide à une cantine de type gouvernemental dans le cadre de la pérennisation des cantines scolaires.

Dispositions à mettre en œuvre

- Réactiver les associations de jeunes et de femmes, créer une association de cadre.
- Créer des champs communautaires pour le compte du COGES.
- Créer le GVC du village pour mobiliser les ristournes de la vente des produits.

5. *Etat de fonctionnement du COGES*

Activités réalisées	Sensibilisation porte à porte pour le recrutement au CP1, et cotisation
Projets réalisés	RAS
Projets à réaliser	4 logements maitres réhabiliter; construction de latrines; achat de meuble de rangement, de bureaux, chaises etc.
Sources de financement	Gouvernement, cotisation, ristournes de la vente des produits agricoles, apport des cadres
Besoins de formation	Gestion coopérative, élaboration de projets rémunérateurs, gestion comptable et de stocks
Avoir en compte	-----

6. *Enseignants et autres personnels d'éducation*

	IO	IA	Stagiaire	Bénévole	Total	Postes vacants
F	1	2			3	
G	2	1	00		3	
Total	3	3	00		5	6

Solutions alternatives: Affecter des maitres stagiaires et célibataires pour faciliter les conditions de leur hébergement chez les parents d'élèves.

7. *Résultats des évaluations*

Les taux de réussite sont de 96 pour cent au CP, 84 pour cent au CE et 62 pour cent au CM1. Pas de fait remarquable.

8. *Centre d'alphabétisation pour adultes (15 ans et plus)*

NEANT.

9. *Offre alternative d'éducation (classes passerelles/écoles communautaires)*

NEANT.

Plaidoyers

- Réhabilitation de 6 logements de maitres (répertorier les sources de financement).
- GVC et associations pour mobiliser les fonds.
- Audiences foraines.

BALAHIO
(Ancien village et Klemtore)

1. Démographie, sociologie, économie

1.1. Données démographiques

Village noyau

Groupe d'âge	Genre		Les deux sexes	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	176	175	351	19,97
5 à 15 ans	403	401	804	45,65
15 à 60 ans et +	304	303	607	34,38
Population totale	883	879	1 762 habitants	100

Données de l'INS: Estimation 2012.

Campements rattachés

Campements	Tranches d'âge	Femmes	Hommes	Totale	%	Population totale
Ancien village	0 à 5 ans	44	35	79	20,57	
	5 à 15 ans	48	65	113	29,42	
	15 à 60 ans +	97	95	192	50,01	
Klemtore	0 à 5 ans	3	2	5	29,41	
	5 à 15 ans	0	4	4	23,52	
	15 à 60 ans +	3	5	8	47,07	

BALAHIO et campements rattachés (données agrégées)

Groupe d'âge	Genre		Total	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	223	212	435	20,11
5 à 15 ans	451	470	921	42,57
15 à 60 ans et +	404	403	807	37,32
Population totale	1 078	1 085	2 163 habitants	100

- Population préscolarisable: 435 enfants.
- Population scolarisable: 921 enfants.
- Effectif inscrit: 631 enfants.
- Laissés-pour-compte: 310.

1.2. Données sociologiques

Différentes communautés	Bété, Baoulé, Dioula, Burkinabé, malienne, Guinéenne
Communautés majoritaires	Bété
Langue majoritaire	Bété

Statut du village

- **Regroupement:** non.
- **Statut officiel:** oui.
- **Principaux campements rattachés:** Ancien village (1 km); KLEMTORE SALAM (inconnu des villageois de Balahio).

1.3. Infrastructures de base

	Existant(e)	Etat physique	Etat de fonctionnement
Ecole	Oui	bon état	En fonctionnement
Centre de santé	Non, le centre de santé le plus proche est à Goliho à 4 km	-----	-----
Pompe hydraulique	4 pompes hydrauliques	Mauvais état	2 en panne
Electricité	Oui	-----	-----
Marché	oui, périodicité mardi	-----	-----

1.4. Données économiques

- **Cultures industrielles:** cacao, café, avec prédominance du cacao.
- **Cultures vivrières:** riz, maïs, igname, banane, riz.
- **Groupement à vocation coopérative (GVC):** non (plaidoyer).

Association des cadres, des femmes et des jeunes

- L'association des jeunes: oui inactive. (plaidoyer).
- L'association des femmes: oui, inactive. (plaidoyer).
- L'association des cadres: oui, active: couverture d'un bâtiment de l'école décoiffé par une tornade; réparation de pompes villageoises.

2. Accès et environnement d'apprentissage

2.1. Présentation de l'école

IEP	DREN	Type Sociologie	Système Enseignement	Statut Etablissement	Code Type Régime	Nombre de cours	Nombre de salles	Classes à profils spécifiques
ISSIA1	DALOA	Rural	Primaire	Public, programme officiel	Mixte	6(du CP1 au CM2)	12 salles de classes dont 1 paillote	Cours uniques

2.2. Accès

Recrutement au CP1

Age	Demandes		Retenues		Refusés	
	F	G	F	G	F	G
5 à 9 ans	64	56	64	56	00	00
Total		120		120		00

Tableau des effectifs

	Venant de ancien-village	Venant de Balahio	Total
CPU	00	00	00
CP1	01	143	144
CP2	00	112	112
CE1	06	84	90

	Venant de ancien-village	Venant de Balahio	Total
CE2	02	103	105
CM1	04	85	89
CM2	03	88	91
Total	16	615	631
Taux fréquent.	97%	89%	93%
Taux d'abandon	3 (18,75)	50 (8,1%)	53 (8,3%)
Taux absence	3%	11%	7%

Raisons des absences

- Des retards dus à la distance à parcourir qui se transforment en absences lorsqu'ils sont trop importants.
- Démotivation due la faim surtout les après-midi.
- Maladie (grippe et toux fréquentes).

Raisons des abandons

- Retour fréquents des allochtones et étrangers dans leurs localités d'origines.
- Achats de fournitures complémentaires.

2.3. Protection et bien-être

- Distance moyenne parcourue: 1 km en aller et retour soit 2 km pour les enfants de Ancien village.
- Dangers et risques: Aucun danger et risque n'ont été signalés ni sur le chemin de l'école ni dans la cour de l'école en dehors de la poussière, de la pluie et de la chaleur.

2.4. Environnement de l'apprentissage

	Existante	Inexistante
Clôture		X
Propriété de la cour	X	
Espace de jeu		X
Point d'eau		X
Latrines		X
Trousse médicale		X

Des sceaux remplis d'eau potables sont mis à la disposition des élèves dans la cour de l'école.

3. Etat des locaux et de l'équipement

3.1. Etat des locaux

	Etat	Besoins
Toiture	RAS	RAS
Murs	RAS	RAS
Fenêtres	RAS	RAS
Latrines	Inexistantes	6 latrines à construire
Logements maîtres	Aucun	9 à réhabiliter, 3 à construire

3.2. Etat du mobilier

	Etat	Besoins
Tables- bancs	Bon mais insuffisants	200
Bureaux maîtres	Mauvais état (tables de fortune)	RAS
Chaises maîtres	Idem	RAS
Meubles de rangement	Inexistants	12 à fabriquer
Instruments de géométrie	inexistants	6 ensembles à acheter
Cartes géographiques	Inexistantes	Toutes les cartes en rapport avec le nouveau programme
Planche de SVT	Inexistantes	Toutes les planches
Fiches scolaires	Mauvais état	RAS
Tableaux de langage	Partiellement délabrés	2 ensembles (1 cp 1 – 1 cp 2)
Registres	RAS	RAS
Craie	RAS	RAS
Tableaux sur chevalet	Inexistants	5
Manuels élèves	Délabrés, déchirés, illisibles, incomplets	CE: Toutes les matières CM: 30 Toutes les matières
Manuels maîtres	RAS	RAS

4. Etat de fonctionnement de la cantine

Demande moyenne	180
Nombre de rations disponibles	283
Déficit à combler	00

La demande est faible par rapport au nombre de rations disponibles.

Raisons

- Incapacité à payer 25 F.
- Absence de subvention pour ceux qui n'ont pas 25 F.

Solutions

- Contribution en nature des élèves.
- Mis en place de subvention par le COGES.

5. *Etat de fonctionnement du COGES*

Activités réalisées	Sensibilisation porte à porte pour le recrutement au CP1 et cotisations.
Projets réalisés	RAS
Projets à réaliser	3 logements maitres; éclairage des classes; achèvement d'un bâtiment de 3 classes.
Sources de financement	Gouvernement, cotisation, ristournes de la vente des produits agricoles, apport des cadres
Besoins de formation	Gestion coopératives, élaboration de projets rémunérateurs, gestion comptable et de stocks
Avoir en compte	

6. *Enseignants et autres personnels d'éducation*

	IO	IA	Stagiaire	Bénévole	Total	Postes vacants
F	4	3				
G	3	2	00		5	
Total	7	5	00		12	00

- 3 enseignants sont logés par la communauté.
- Solutions alternatives: Affecter des maitres stagiaires et célibataires pour faciliter les conditions de leur hébergement chez les parents d'élèves.

7. *Résultats des évaluations*

Les taux de réussite sont de 96 pour cent au CP, 84 pour cent au CE et 62 pour cent au CM1.

8. *Centre d'alphabétisation pour adultes (15 ans et plus)*

NEANT.

9. *Offre alternative d'éducation (classes passerelles/écoles communautaires)*

NEANT.

Plaidoyers

- Achèvement d'un bâtiment de 3 classes et construction de 3 logements de maitres (répertorier les sources de financement).
- Mise en place de solutions alternatives pour l'hébergement des enseignants.
- GVC et associations pour mobiliser les fonds.

GAZIBOUO
(N'zuekro et Loukoukro)

1. Démographie, sociologie, économie

1.1. Données démographiques

Village noyau

Groupe d'âge	Genre		Total	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	204	200	404	19,97
5 à 15 ans	463	461	924	45,65
15 à 60 ans et +	349	348	697	34,38
Population totale	1 016	1 009	2 025 habitants	100

Données de l'INS: Estimation 2012.

Campements rattachés

Campements	Tranches d'âge	Femmes	Hommes	Totale	%	Population totale
N'zuekro	0 à 5 ans	7	3	10	28,57	35 habitants
	5 à 15 ans	7	3	10	28,57	
	15 à 60 ans +	3	12	15	43	
Loukoukro	0 à 5 ans	18	17	35	31,82	110 Habitants
	5 à 15 ans	13	20	33	30	
	15 à 60 ans +	23	19	42	38,18	

GAZIBOUO et campements rattachés (données agrégées)

Groupe d'âge	Genre		Total	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	229	220	449	20,69
5 à 15 ans	483	484	967	44,56
15 à 60 ans et +	375	379	754	34,75
Population totale	1 087	1 083	2 170 Habitants	100

1.2. Données sociologiques

Différentes communautés	Bété, Baoulé, Yacouba, Burkinabé, Malienne, Guinéenne
Communautés majoritaires	Bété
Langue majoritaire	Bété

Statut du village

- **Regroupement:** non.
- **Statut officiel:** oui.
- **Principaux campements rattachés:** Nzuékro (5 km); Loukoukro (3 km).

Nzuékro est une famille regroupée autour de 5 cases. Elle comprend 25 personnes dont 6 enfants d'âge scolaire et 2 enfants d'âge préscolaire.

Loukoukro est un campement moyen de 5 familles d'environ 100 habitants. Les travaux de retenue d'eau sur la rivière Kpokpo pour la réalisation de riziculture de bas-fond a

obligé les autorités à mettre en œuvre un projet de déguerpissement du campement de Loukoukro qui est en train d'être relocalisé à Gazibouo.

1.3. Infrastructures de base

	Existant(e)	Etat physique	Etat de fonctionnement
Ecole	Oui	Mauvais état	En fonctionnement
Centre de santé	Oui,	-----	-----
Pompe hydraulique	2 pompes hydrauliques	Mauvais état	1 en panne
Electricité	Oui (pas d'électricité à l'école)	-----	-----
Marché	Oui, périodicité mardi, vendredi	-----	-----

1.4. Données économiques

- **Cultures industrielles:** cacao, café, avec prédominance du cacao.
- **Cultures vivrières:** riz, maïs, igname, banane avec prédominance de l'igname.
- **Groupement à vocation coopérative (GVC):** non (plaidoyer).

Association des cadres, des femmes et des jeunes

- L'association des jeunes: oui inactive. (plaidoyer).
- L'association des femmes: oui, inactive. (plaidoyer).

2. Accès et environnement d'apprentissage

2.1. Présentation de l'école

IEP	DREN	Type Sociologie	Système Enseignement	Statut Etablissement	Code Type Régime	Nombre de cours	Nombre de salles	Classes à profils spécifiques
ISSA2	DALOA, DDEN ISSIA	Rural	Primaire	Public, programme officiel	Mixte	6 (du CP1 au CM2)	16 salles de classes dont 7 en matériaux provisoires	Cours uniques

- écoles de 12 salles de classes dont 4 en matériaux provisoires sur un site et une école en construction avec 3 salles en matériaux provisoires sur un autre. Cette deuxième école est affectée prioritairement à Loukoukro.
- 9 salles de classes sont en dur et 7 salles est en matériaux provisoires.

2.2. Accès

Recrutement au CP1

Age	Demandes		Retenues		Refusés	
	F	G	F	G	F	G
5 à 7 ans	36	44	36	44	00	00
Total		80		80		00

35 enfants ont été recrutés sans extraits de naissance.

Tableau des effectifs

	Venant de Nzuékro	Venant de Loukoukro	Gazibouo	Total
CPU	00	00		00
CP1	01	02	105	108
CP2	02	05	189	196
CE1	00	01	150	151
CE2	01	05	201	207
CM1	01	03	117	120
CM2	01	07	145	153
Total	06	23	907	936
Taux de fréquentation	92%	91%	98%	93%
Taux d'abandon	01(16%)	05(21%)		04 (0,4%)
Taux absence	07%	09%		07%

- Population préscolarisable: 449 enfants.
- Population scolarisable: 967 enfants.
- Effectif inscrit: 936 enfants.
- Laissés-pour-compte: 31 enfants.

Raisons des absences et abandons

- Des retards dus à la distance à parcourir qui se transforment en absences lorsqu'ils sont trop importants.
- Démotivation due la faim surtout les après-midi.
- Itinérance du travail des parents.

2.3. Protection et bien-être

- Distance moyenne parcourue: 5 km en aller et retour soit 10 km pour les enfants de Nzuékro.
- Dangers et risques: Aucun danger et risque n'ont été signalés ni sur le chemin de l'école ni dans la cour de l'école en dehors de la poussière, de la pluie et de la chaleur.

2.4. Environnement de l'apprentissage

	Existante	Inexistante
Clôture		X
Propriété de la cour	X	
Espace de jeu		X
Point d'eau		X
Latrines		X
Trousse médicale		X

3. Etat des locaux et de l'équipement

3.1. Etat des locaux

	Etat	Besoins
Toiture	Trouaison généralisée	Réhabilitation
Murs	Décrépis	Repeindre
Fenêtres	RAS	RAS
Latrines	Inexistantes	12 latrines à construire
Logements maître	Mauvais état	7 à construire, 8 à réhabiliter

3.2. Etat du mobilier

	Etat	Besoins
Tables- bancs	Bon mais insuffisants	200 pour les 3 classes en construction.
Bureaux maîtres	Mauvais état (tables de fortune)	3
Chaises maîtres	Idem	3
Meubles de rangement	Inexistants	16 à fabriquer
Instruments de géométrie	inexistants	13 ensembles à acheter
Cartes géographiques	Inexistantes	Toutes les cartes en rapport avec le nouveau programme
Planche de SVT	Inexistantes	Toutes les planches
Fiches scolaires	Mauvais état	RAS
Tableaux de langage	Partiellement délabrées	2 ensembles (1 cp 1 – 1 cp 2)
Registres	RAS	RAS
Craie	RAS	RAS
Tableaux sur chevalet	Inexistants	5
Manuels élèves	Délabrés, déchirés, illisibles, incomplets	CE: Toutes les matières
Manuels maîtres	RAS	RAS
Matériels de sport	Inexistants	Atelier de saut, ballons, chrono, corde, etc.

4. Etat de fonctionnement de la cantine

Demande moyenne		600
Nombre de rations disponibles	430	
Déficit à combler	170	

Dispositions à l'ouverture d'une cantine: Aucune disposition favorable bien que le besoin en nourriture des élèves soit permanent mis à part la demande

- Organisations de cadre, de femmes et de jeunes, insuffisamment actives pour venir en aide à une cantine de type gouvernemental dans le cadre de la pérennisation des cantines scolaires.

- Réfectoire et cuisine inexistantes.
- COGES incapable de mobiliser des fonds et des vivres en dehors des cotisations.

Dispositions transitoires

- Réactiver les associations de jeunes et de femmes, créer une association de cadre.
- Créer des champs communautaires pour le compte du COGES.
- Créer le GVC du village pour mobiliser les ristournes de la vente des produits.

5. Etat de fonctionnement du COGES

Activités réalisées	Sensibilisation porte à porte pour le recrutement au CP1, cotisations.
Projets réalisés	Entretien de logement de maître
Projets à réaliser	12 logements maîtres; 1 réfectoire et d'1 cuisine pour une cantine: construction d'un muret; construction de latrines; achat de meuble de rangement.
Sources de financement	Gouvernement, cotisation, ristournes de la vente des produits agricoles, apport des cadres
Besoins de formation	Gestion coopérative, élaboration de projets rémunérateurs, gestion comptable et de stocks,
Avoir en compte	-----

6. Enseignants et autres personnels d'éducation

	IO	IA	Stagiaire	Bénévole	Total	Postes vacants
F	1	00				
G	3	1	00		4	
Total	4	1	00		5	00

- L'absence de logements de maître doublée de l'incapacité du village à héberger transitoirement les enseignants est une véritable tendance lourde qui pèse sur le développement de l'éducation dans le village.
- Solutions alternatives: Affecter des maîtres stagiaires et célibataires pour faciliter les conditions de leur hébergement chez les parents d'élèves.

7. Résultats des évaluations

Résultats non disponibles au moment de notre passage.

8. Centre d'alphabétisation pour adultes (15 ans et plus)

NEANT.

9. Offre alternative d'éducation (classes passerelles/écoles communautaires)

NEANT.

Plaidoyers

- Achèvement de la 3^{ème} école et Construction de 12 logements de maitres en dur (répertorier les sources de financement).
- Mise en place de solutions alternatives pour l'hébergement des enseignants (affectation d'enseignants stagiaires célibataires).
- GVC et associations pour mobiliser les fonds.
- Audiences foraines pour l'établissement de jugements supplétifs.

DEPARTEMENT DE BOUAFLE
SOUS-PREFECTURE DE BONON
ZAGUIETA
(N'zuekoffikro et Konanbakro)

1. Démographie, sociologie, économie

1.1. Données démographiques

Village noyau

Groupe d'âge	Genre		Les deux sexes	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	527	525	1 052	22,29
5 à 15 ans	1 079	1 077	2 156	45,65
15 à 60 ans et +	758	757	1 515	32,06
Population totale	2 364	2 359	4 723 habitants	100

Données de l'INS: Estimation 2012.

Campements rattachés

Campements	Tranches d'âge	Femmes	Hommes	Totale	%	Population totale
Konanbakro	0 à 5 ans					
	5 à 15 ans					
	15 à 60 ans +					
Nzuékoffikro	0 à 5 ans	133	129	262	27,29	960 habitants
	5 à 15 ans	102	158	260	27,08	
	15 à 60 ans +	215	223	438	45,63	

Konanbakro n'est pas connu de l'ensemble des maîtres et du bureau du COGES. Possible qu'il soit connu sous une autre appellation.

ZAGUITTA et campements rattachés (données agrégées)

Groupe d'âge	Genre		Total	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	640	654	1 294	22,8%
5 à 15 ans	1 181	1 235	2 416	42,66%
15 à 60 ans et +	973	980	1 953	34,4%
Population totale	2 794	2 869	5 663 habitants	100

- Population préscolarisable: 1 294 enfants.
- Population scolarisable: 2 416 enfants.
- Effectif inscrit: 928 enfants.
- Laissés-pour compte: 1 488 enfants.

1.2. Données sociologiques

Différentes communautés	Gouro, Baoulé, Malienne, Burkinabé, Guinéenne, Tagbana,
Communautés majoritaires	Gouro
Langue majoritaire	Gouro

Statut du village

- **Regroupement:** oui 3 villages: Salieta, Zegatta, Zaguitta.
- **Statut officiel:** oui.
- **Principaux campements rattachés:** Nzuebakro (3 km), Biebrokro (3 km), Attoungrékoffikro (2 km), Daoudakro (2 km).

1.3. Infrastructures de base

	Existant(e)	Etat physique	Etat de fonctionnement
Ecole	Oui	Mauvais état	En fonctionnement
Centre de santé	oui	-----	-----
Pompe hydraulique	5 pompes hydrauliques	Mauvais état	1 en panne
Electricité	oui	-----	-----
Marché	Oui, permanent	-----	-----

1.4. Données économiques

- **Cultures industrielles:** cacao, café, avec prédominance du cacao.
- **Cultures vivrières:** riz, maïs, igname, banane avec prédominance de la banane.
- **Groupement à vocation coopérative (GVC):** non (plaidoyer).

Association des cadres, des femmes et des jeunes

- L'association des jeunes: oui inactive. (plaidoyer).
- L'association des femmes: oui, inactive. (plaidoyer).

2. Accès et environnement d'apprentissage

2.1. Présentation de l'école

IEP	DREN	Type Sociologie	Système Enseignement	Statut Etablissement	Code Type Régime	Nombre de cours	Nombre de salles	Classes à profils spécifiques
BONON	BOUAFLE	Rural	Primaire	Public, programme officiel	Mixte	6(du CP1 au CM2)	16 salles de classes	Cours uniques

Il s'agit d'un groupe scolaire de 3 écoles. Les classes de CE et CM sont jumelés.

2.2. Accès

Recrutement au CP1

Age	Demandes		Retenues		Refusés	
	F	G	F	G	F	G
5 ans 8	96	117	71	79	25	38
Total	213		150		63	

De nombreux enfants n'ont pu avoir accès au CP1 pour insuffisance de places; d'autres plus nombreux préfèrent l'école communautaire du village parce que il y a moins

d'exigences en matières de compléments de fournitures, de tenue scolaire et de cotisation diverses en dehors de celle qui sert à payer les enseignants bénévoles.

Tableau des effectifs

	Venant de Nzuekoffikro	Venant de Zaguietta	Total
CPU	00	00	00
CP1	08	168	176
CP2	05	173	178
CE1	05	160	165
CE2	07	128	135
CM1	6	119	125
CM2	00	149	149
Total	31	897	928
Taux fréquent.	92%	96%	94%
Taux d'abandon	6 (19,3%)	41(4,5%)	47(5,06%)
Taux absence	3%	1%	2%

Raisons des absences

- Des retards dus à la distance à parcourir qui se transforment en absences lorsqu'ils sont trop importants.
- Démotivation due à la faim surtout les après-midi pour ceux qui ne peuvent pas aller à la cantine faute de moyens.
- Maladie (grippe et toux fréquentes).

Raisons des abandons

- Incapacité à se procurer la tenue scolaire.
- Incapacité à payer les fournitures additionnelles.
- Faim et absence de tuteurs à Zaguietta pour les enfants des campements.

2.3. Protection et bien-être

- Distance moyenne parcourue: 3 km en aller et retour soit 6 km pour les enfants de Zaguietta.
- Dangers et risques: Aucun danger et risque n'ont été signalés ni sur le chemin de l'école ni dans la cour de l'école en dehors de la poussière, de la pluie et de la chaleur.

2.4. Environnement de l'apprentissage

	Existant	Inexistant
Clôture		X
Propriété de la cour	X	
Espace de jeu	x	
Point d'eau	x	
Latrines	6 existantes: besoin 6	
Trousse médicale		X

Des seaux remplis d'eau potables sont mis à la disposition des élèves dans la cour de l'école.

3. Etat des locaux et de l'équipement

3.1. Etat des locaux

	Etat	Besoins
Toitures	Trouaison généralisée	Réhabilitation
Murs	Décrépis, fissurés	Réhabilitation
Fenêtres	Enlevées par endroits	Remplacement
Latrines	12 existantes	6 latrines à construire
Logements maître	Mauvais état	Réhabilitation

3.2. Etat du mobilier

	Etat	Besoins
Tables- bancs	Bon mais insuffisants	100 pour les 3 classes en construction.
Bureaux maîtres	08 en mauvais état	08
Chaises maîtres	Mauvais état	18
Meuble de rangement	Inexistants	6 à fabriquer
Instruments de géométrie	insuffisants	09 ensembles à acheter
Cartes géographiques	obsolètes	Toutes les cartes en rapport avec le nouveau programme
Planche de SVT	obsolètes	Toutes les planches
Fiches scolaires	RAS	RAS
Tableaux de langage	RAS	RAS
Registres	RAS	RAS
Craie	RAS	RAS
Tableaux sur chevalet	Insuffisants	12
Manuels élèves	Délabrés, déchirés, illisibles, incomplets	CM: 50 HG; 45 sciences; 20 maths CP: 50 lecture; 90 français; CE: 20 français; 20 maths
Manuels maîtres	RAS	RAS

4. Etat de fonctionnement de la cantine

Demande moyenne	400
Nombre de rations disponibles	120
Déficit à combler	280

Dispositions à l'ouverture d'une cantine

Organisations de cadre, de femmes et de jeunes, insuffisamment actives pour venir en aide à une cantine de type gouvernemental dans le cadre de la pérennisation des cantines scolaires.

Dispositions à prévoir

- Réactiver les associations de jeunes et de femmes, créer une association de cadre.
- Créer des champs communautaires d'igname couplés avec les légumes pour le compte du COGES.
- Créer le GVC du village pour mobiliser les ristournes de la vente des produits.

5. Etat de fonctionnement du COGES

Activités réalisées	Sensibilisation porte à porte pour le recrutement au CP1, et cotisation
Projets réalisés	RAS
Projets à réaliser	Eclairage des salles de classe; construction de 3 salles de classe; réhabilitation de 9 logements de maître.
Sources de financement	Gouvernement, cotisation, ristournes de la vente des produits agricoles, apport des cadres
Besoins de formation	Gestion coopératives, élaboration de projets rémunérateurs, gestion comptable et de stocks
Avoir en compte

6. Enseignants et autres personnels d'éducation

	IO	IA	Stagiaire	Bénévole	Total	Postes vacants
F	5	1		3		
G	6	3	00		4	
Total	11	4	00		15	03

Trois enseignants bénévoles comblent le déficit d'enseignants.

7. Résultats des évaluations

Non disponible au moment de notre passage.

8. Centre d'alphabétisation pour adultes (15 ans et plus)

NEANT.

9. Offre alternative d'éducation (classes passerelles/écoles communautaires)

NEANT.

Plaidoyers

- Construction de deux écoles supplémentaires.
- GVC et associations pour mobiliser les fonds pour assurer la part dévolue à la communauté dans la servie de la cantine.
- Audience foraine pour la confection d'extrait de naissance aux enfants.

ZANOUFULA
(Kramokro et Attoungbrekoffikro)

1. Démographie, sociologie, économie²⁹

1.1. Données démographiques

Village noyau

Groupe d'âge	Genre		Total	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	236	235	471	22,29
5 à 15 ans	482	483	965	45,65
15 à 60 ans et +	340	339	679	32,06
Population totale	1 058	1 057	2 115 habitants	100

Données de l'INS: Estimation 2012.

Campements rattachés

Campements	Tranches d'âge	Femmes	Hommes	Totale	%	Population totale
Kramokro	0 à 5 ans	49	66	115	23,27	494 habitants
	5 à 15 ans	64	75	139	28,13	
	15 à 60 ans +	111	129	240	48,60	
Attoungbrekoffikro	0 à 5 ans					
	5 à 15 ans	INCONNU				
	15 à 60 ans +					

ZANOUFULA et campements rattachés (données agrégées)

Groupe d'âge	Genre		Total	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	285	301	586	22,5%
5 à 15 ans	546	558	1 104	42,3%
15 à 60 ans et +	451	468	919	35,22%
Population totale	1 282	1 327	2 609 habitants	100

1.2. Données sociologiques

Différentes communautés	Gouro, Baoulé, Burkinabé, Dioula
Communautés majoritaires	Gouro
Langue majoritaire	Gouro

Statut du village

- **Regroupement:** non.
- **Statut officiel:** oui.

²⁹ L'estimation de la population des campements a été faite à partir de deux données secondaires fixes et consolidées et d'une donnée primaire:

- La première donnée secondaire est l'estimation 2012 de la population à partir du taux de croissance moyen. (donnée de l'INS).
 - La deuxième donnée secondaire est l'indice de la tranche d'âge comprise entre 5 et 15 ans. Il est de 45,67 pour cent (donnée du PEV).
 - La troisième donnée (primaire) est le résultat du comptage des individus par interrogation directe.
- Le rapprochement de ces trois valeurs a permis d'estimer la population par tranche d'âge et par sexe.

- **Principaux campements rattachés:** Broukro (7 km, les enfants de ce campement fréquentent l'école de Tofla). Cocotier (6 km). Kramokro (15 km, structure de village dispose d'une école). Attoungbrékoffikro est inconnu des enseignants, du chef de Zanoufla et du président du COGES.
- **Principaux campements rattachés à Kramokro:** Nguessankro (3 km); Pascalkro (3 km).

1.3. Infrastructures de base

1. Zanoufla

	Existant(e)	Etat physique	Etat de fonctionnement
Ecole	Oui	Bon état	En fonctionnement
Centre de santé	Non, le centre de santé le plus proche est à Blanoufla à 4 km	-----	-----
Pompe hydraulique	3 pompes hydrauliques	Mauvais état	1 en panne
Electricité	Oui	-----	-----
Marché	non, le marché le plus proche est à 500 m à Dianoufla, périodicité Samedi	-----	-----

2. Kramokro

	Existant(e)	Etat physique	Etat de fonctionnement
Ecole	Oui	Très mauvais état	En fonctionnement
Centre de santé	Non, le centre de santé le plus proche est à Sinfra à 9 km	-----	-----
Pompe hydraulique	1 pompe hydraulique	Mauvais état	1 en panne
Electricité	Non, torche, lampe à pétrole	-----	-----
Marché	non, le marché le plus proche est Sinfra 9 km	-----	-----

1.4. Données économiques

- **Cultures industrielles:** cacao, café, hévéa avec prédominance du cacao.
- **Cultures vivrières:** riz, maïs, igname, banane avec prédominance de l'igname.
- **Groupe à vocation coopérative (GVC):** non (plaidoyer).

Association des cadres, des femmes et des jeunes

- L'association des jeunes: oui active.
- L'association des femmes: oui, active.
- L'association de cadres: oui active.

Ces associations ont contribué à la construction de l'école à la réalisation de champs communautaires de riz et procèdent chaque année à la distribution de prix aux meilleurs élèves. Elles ont exprimé un besoin en semence de légumes.

- Il n'existe pas d'associations à KRAMOKRO.

2. Accès et environnement d'apprentissage

2.1. Présentation de l'école

IEP	DREN	Type Sociologie	Système Enseignement	Statut Etablissement	Code Type Régime	Nombre de cours	Nombre de salles	Classes à profils spécifiques
BONON	BOUAFLE	Rural	Primaire	Public, programme officiel	Mixte	6 (du CP1 au CM2)	3 salles de classes	Cours jumelés

2.2. Accès

Recrutement au CP1

Age	Demandes		Retenues		Refusés	
	F	G	F	G	F	G
6 à 9 ans	42	58	32	39	10	19
Total	100(+22)=122		71(+22)=93		29	

A KRAMOKRO toutes les 22 demandes ont été satisfaites. Ceux des élèves qui ont été refusés sont Zanoufla.

Raisons du refus:

- absence d'extraits de naissance;
- insuffisance de table bancs.

Il y a nécessité d'ouvrir une classe de CP1. La construction d'un préau peut être adoptée comme solution intermédiaire.

Tableau des effectifs

	Venant de Cocotier	Kramokro	Venant de Zanoubla	Total
CPU	00	00	00	00
CP1	03	35	125	163
CP2	01	38	114	153
CE1	01	34	88	122
CE2	01	34	84	119
CM1	01	14	131	146
CM2	02	6	94	102
Total	09	161	555	805
Taux fréquent.	85%	92%	95%	90%
Taux d'abandon	2 (22,2%)	11 (6,8%)	15 (2,7%)	00
Taux absence	15%	8%	5%	10%

- Population préscolarisable: 586 enfants.
- Population scolarisable: 1 104 enfants.
- Effectif des inscrit: 805 enfants.
- Laissés-pour-compte: 229 enfants.

Raisons des absences

- Des retards dus à la distance à parcourir qui se transforment en absences lorsqu'ils sont trop importants.
- Démotivation due à la faim surtout les après-midi.
- Maladies (grippe et toux fréquentes, paludisme).

Raisons des abandons

- Nombreuses cotisations.
- Achats de fournitures complémentaires.
- Faim.

L'école de Kramokro se trouve à 1 km du village. Ce qui fait 4 km à parcourir par les élèves par jour.

2.3. Protection et bien-être

- Distance moyenne parcourue: 6 km en aller et retour soit 12 km pour les enfants de Cocotier. 4 km pour ceux de Kramokro.
- Dangers et risques: Aucun danger et risque n'ont été signalés ni sur le chemin de l'école ni dans la cour de l'école en dehors de la poussière, de la pluie et de la chaleur.

2.4. Environnement de l'apprentissage

	Existant(e)	Inexistant(e)
Clôture		X
Propriété de la cour	X	
Espace de jeu		X
Point d'eau		X
Latrines		X
Trousse médicale		X

3. Etat des locaux et de l'équipement

3.1. Etat des locaux

	Etat	Besoins
Toitures	Trouées par endroits	Colmatage (RAS à Kramokro)
Murs	RAS	RAS
Fenêtres	Détruites par les termites dans 3 salles	Remplacement (RAS à K)
Latrines	Inexistantes	12 latrines à construire (6 à Kramokro)
Point d'eau	Inexistant	1 pompe à l'école
Logements maître	Bon état général	3 à construire (6 à Kramokro)

A Kramokro, il n'y a pas de logements de maîtres. Les maîtres sont logés au village dans des cases.

Les travaux de construction d'un bâtiment de 3 classes sont à l'arrêt pour faute de moyens financiers.

3.2. Etat du mobilier

	Etat	Besoins
Table banc	Bon mais insuffisants	60 et 150 compris pour les 3 classes en construction (100 à K)
Bureaux maîtres	Mauvais état (tables de fortune)	8 (6 à K)
Chaises maîtres	Idem	8 (6 à K)
Meuble de rangement	Inexistants	12 à fabriquer (6 à K)
Instruments de géométrie	Inexistants	RAS
Cartes géographiques	Obsolètes	Toutes les cartes en rapport avec le nouveau programme
Planche de SVT	Obsolètes	Toutes les planches
Fiches scolaires	Mauvais état	125 (50 à K)
Tableaux de langage	Partiellement délabrées	2 ensembles (1 cp1- 1 cp2)
Registres	RAS	RAS
Craie	RAS	RAS
Tableaux sur chevalet	Inexistants	5
Manuels élèves	bien tenus	CM (technologie et sciences) (CE et CM 30 toutes matières à K)
Manuels maîtres	RAS	RAS

4. Etat de fonctionnement de la cantine (Pas de Cantine)

Demande moyenne	RAS
Nombre de rations disponibles	RAS
Déficit à combler	RAS

Aucune disposition communautaire favorable à la création d'une cantine en dehors du besoin réel de nourriture par les enfants.

5. Etat de fonctionnement du COGES

Activités réalisées	Sensibilisation porte à porte pour le recrutement au CP1 et recrutement au CP1.
Projets réalisés	RAS
Projets à réaliser	Construction d'un bâtiment de 3 classes en plus de celui qui est en construction; construction de latrines; achat de meuble de rangement, bureau, chaises
Sources de financement	Gouvernement, cotisation, ristournes de la vente des produits agricoles, apport des cadres
Besoins de formation	Gestion coopératives, élaboration de projets rémunérateurs, gestion comptable et de stocks; maçonnerie, électricité, menuiserie; hygiène
Avoir en compte	-----

Le COGES est complètement inactif. Il faut que les conseillers COGES soient interpellés.

6. Enseignants et autres personnels d'éducation

	IO	IA	Stagiaire	Bénévole	Total	Postes vacants
F	3	2			5	
G	4	3	00		7	
Total	7	5	00		12	00

- 9 logements disponibles; 1 enseignant hébergé par le chef du village; 2 sont hébergés par leurs collègues.
- Solutions alternatives: Affecter des maitres stagiaires et célibataires pour faciliter les conditions de leur hébergement chez les parents d'élèves.
- A Kramokro il y a 2 enseignants titulaires et 1 bénévole pour 6 cours. Poste vacants: 4 enseignants.

7. Résultats des évaluations

Les taux de réussite sont de 41 pour cent au CP, 64 pour cent au CE et 37 pour cent au CM.

A Kramokro: résultats scolaires non disponibles.

8. Centre d'alphabétisation pour adultes (15 ans et plus)

NEANT.

9. Offre alternative d'éducation (classes passerelles/écoles communautaires)

NEANT.

Plaidoyers

- Achèvement de 3 classes en construction.
- Construction de 6 logements de maitres (répertorier les sources de financement).
- Mise en place de solutions alternatives pour l'hébergement des enseignants.
- GVC et associations pour mobiliser les fonds.
- Réactivation des coopératives scolaires.
- Rattachement de Kramokro à Sinfra qui se trouve à 9 km en lieu et place de Bonon distant de 35 km.

DIANOUFULA
(Blafla et Broukro)

1. Démographie, sociologie, économie

1.1. Données démographiques³⁰

Village noyau

Groupe d'âge	Genre		Les deux sexes	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	273	271	544	22,29
5 à 15 ans	557	558	1 115	45,65
15 à 60 ans et +	393	392	785	32,06
Population totale	1 223	1 221	2 444 habitants	100

Données de l'INS: Estimation 2012.

Campements rattachés

Campements	Tranches d'âge	Femmes	Hommes	Totale	%	Population totale
Broukro (inconnu)	0 à 5 ans					
	5 à 15 ans					
	15 à 60 ans +					
Blafla (inconnu)	0 à 5 ans					
	5 à 15 ans					
	15 à 60 ans +					

DIANOUFULA et campements rattachés (données agrégées)

Groupe d'âge	Genre		Les deux sexes	%
	Féminin	Masculin		
0 à 5 ans	273	271	544	22,29
5 à 15 ans	557	558	1 115	45,65
15 à 60 ans et +	393	392	785	32,06
Population totale	1 223	1 221	2 444 habitants	100

- Population préscolarisable: 554 enfants.
- Population scolarisable: 1 115 enfants.
- Effectif des inscrits: 575 enfants.
- Laissés-pour-compte: 540 enfants.

³⁰ L'estimation de la population des campements a été faite à partir de deux données secondaires fixes et consolidées et d'une donnée primaire:

- La première donnée secondaire est l'estimation 2012 de la population à partir du taux de croissance moyen. (donnée de l'INS).
- La deuxième donnée secondaire est l'indice de la tranche d'âge comprise entre 5 et 15 ans. Il est de 45,67 pour cent (donnée du PEV).
- La troisième donnée (primaire) est le résultat du comptage des individus par interrogation directe.

Le rapprochement de ces trois valeurs a permis d'estimer la population par tranche d'âge et par sexe.

1.2. Données sociologiques

Différentes communautés	Gouro, Senoufo, Tagbana Baoulé
Communautés majoritaires	Gouro
Langue majoritaire	Gouro

Statut du village

- **Regroupement:** non.
- **Statut officiel:** oui.
- **Principaux campements rattachés:** Paulkro (7 km), Germainkro (7 km), Ngattakouakoukro (10 km).

Blafla et Broukro sont inconnus des enseignants et du président du COGES.

1.3. Infrastructures de base

	Existant(e)	Etat physique	Etat de fonctionnement
Ecole	Oui	Bon état	En fonctionnement
Centre de santé	Non, le centre de santé le plus proche est à Blanoufla à 1 km	-----	-----
Pompe hydraulique	2 pompes hydrauliques	Mauvais état	1 en panne
Electricité	oui	-----	-----
Marché	oui, périodicité samedi	-----	-----

1.4. Données économiques

- **Cultures industrielles:** Cacao, Café, avec prédominance du Cacao.
- **Cultures vivrières:** Riz, Maïs, igname, banane avec prédominance de l'igname.
- **Groupement à vocation coopérative (GVC):** non (plaidoyer).

Association des cadres, des femmes et des jeunes

- L'association des jeunes: non. (plaidoyer).
- L'association des femmes: non. (plaidoyer).
- L'association de cadres: non.

2. Accès et environnement d'apprentissage

2.1. Présentation de l'école

IEP	DREN	Type Sociologie	Système Enseignement	Statut Etablissement	Code Type Régime	Nombre de cours	Nombre de salles	Classes à profils spécifiques
BONON	BOUAFLE	Rural	Primaire	Public, programme officiel	Mixte	6 (du CP1 au CM2)	12 salles de classes	Cours uniques

Groupe scolaire de deux(2) écoles de 6 classes chacune.

2.2. Accès

Recrutement au CP1

Age	Demandes		Retenues		Refusés	
	F	G	F	G	F	G
5 à 9 ans	--	--	--	-	-	-
Total		150		133		17

PV de recrutement au CP1 non disponible au moment de notre passage. L'état par genre n'a pu être fait.

Tableau des effectifs

	Venant de Paulkro	Venant de Germainkro	Dianoufla	Total
CPU	00	00	00	00
CP1	00	00	133	133
CP2	00	00	102	102
CE1	00	00	77	77
CE2	00	00	86	86
CM1	00	00	58	58
CM2	00	00	119	119
Total	00	00	575	575
Taux fréquent.	00	00	93%	93%%
Taux d'abandon	00	00	36 (6,2%)	00
Taux absence	00	00		7%

Les enfants Paulkro et de Germainkro fréquentent l'école de Ngattakouakoukro distant de 3 km.

Raisons des absences

- Funérailles.
- Maladies.
- Travaux champêtres.
- Démotivation due la faim surtout les après-midis.

Raisons des abandons

- Fournitures complémentaires.
- Extraits de naissances.

2.3. Protection et bien-être

Dangers et risques: Aucun danger et risque n'ont été signalés ni sur le chemin de l'école ni dans la cour de l'école en dehors de la poussière, de la pluie et de la chaleur.

2.4. Environnement de l'apprentissage

	Existante	Inexistante
Clôture		X
Propriété de la cour	X	
Espace de jeu	X	X
Point d'eau		X
Latrines		X
Trousse médicale		X

Des sceaux remplis d'eau potables sont mis à la disposition des élèves dans la cour de l'école.

3. Etat des locaux et de l'équipement

3.1. Etat des locaux

	Etat	Besoins
Toitures	Trouées localement	Remplacement de quelques tôles
Murs	RAS	RAS
Fenêtres	Arrachées sur 3 salles	RAS
Latrines	Inexistantes	1 latrines à construire
Logements- maîtres	Insuffisants	4 à construire

Les enseignants sont hébergés par la communauté.

3.2. Etat du mobilier

	Etat	Besoins
Tables- bancs	Bon mais insuffisants	150 pour les 3 classes en construction.
Bureaux maîtres	Mauvais état (tables de fortune)	12
Chaises maîtres	Idem	12
Meubles de rangement	Inexistants	12
Instruments de géométrie	inexistants	12 ensembles à acheter
Cartes géographiques	Inexistantes	Toutes les cartes en rapport avec le nouveau programme
Planche de SVT	Inexistantes	Toutes les planches
Fiches scolaires	Mauvais état	400
Tableaux de langage	Partiellement délabrées	2 ensembles (1 cp1 – 1 cp2)
Registres	RAS	RAS
Craie	RAS	RAS
Tableaux sur chevalet	Inexistants	5
Manuels élèves	Délabrés, déchirés, illisibles, incomplets	Toutes les matières Toutes les classes
Manuels maîtres	RAS	RAS

4. Etat de fonctionnement de la cantine

Demande moyenne	600
Nombre de rations disponibles	442
Déficit à combler	158

Dispositions à l'accroissement du nombre de rations: Aucune disposition favorable bien que le besoins en nourriture des élèves soit permanent

- Organisations de cadre, de femmes et de jeunes, insuffisamment actives pour venir en aide à une cantine de type gouvernemental dans le cadre de la pérennisation des cantines scolaires.

Dispositions à mettre en œuvre

- Réactiver les associations de jeunes et de femmes, créer une association de cadre.
- Créer des champs communautaires pour le compte du COGES.
- Créer le GVC du village pour mobiliser les ristournes de la vente des produits.

5. Etat de fonctionnement du COGES

Activités réalisées	Sensibilisation porte à porte pour le recrutement au CP1, et cotisation.
Projets réalisés	RAS
Projets à réaliser	4 logements maitres; construction de latrines; achat de meuble de rangement, de bureau et de chaises
Sources de financement	Gouvernement, cotisation, ristournes de la vente des produits agricoles, apport des cadres
Besoins de formation	Gestion coopératives, élaboration de projets rémunérateurs, gestion comptable et de stocks
Avoir en compte	-----

6. Enseignants et autres personnels d'éducation

	IO	IA	Stagiaire	Bénévole	Total	Postes vacants
F	-	-				
G	-	-	00		-	
Total	9	3	00		12	00

Solutions alternatives: Affecter des maitres stagiaires et célibataires pour faciliter les conditions de leur hébergement chez les parents d'élèves.

7. Résultats des évaluations

Les résultats des évaluations n'étaient pas disponibles au moment de notre passage.

8. Centre d'alphabétisation pour adultes (15 ans et plus)

NEANT.

9. Offre alternative d'éducation (classes passerelles/écoles communautaires)

NEANT.

Plaidoyers

- Achèvement d'un bâtiment de 3 classes en géo-béton.
- Construction de 4 logements de maitres (répertorier les sources de financement).
- Mise en place de solutions alternatives pour l'hébergement des enseignants.
- GVC et associations pour mobiliser les fonds.